

**UNIVERSITÉ LIBANAISE**  
**FACULTÉ DU DROIT ET DES SCIENCES POLITIQUES ET**  
**ADMINISTRATIVES**

**Les Répercussions Politiques de la crise des**  
**réfugiés sur la sécurité de l'Union Européenne**

رسالة لنيل دبلوم الدراسات العليا في العلاقات الدولية والدبلوماسية

**Préparée par**

**Nadine Tony Nasrallah**

**Membres du Jury:**

**Dr. Rodrigue Abi Khalil    Professeur Supérieur    Directeur**

**Dr. Mohamad Alameddine    Professeur Adjoint    Membre**

**Dr. Albert Rahme                    Professeur                    Membre**

**2023**



" الجامعة اللبنانية غير مسؤولة عن الآراء الواردة في هذه الرسالة وهي

تعبّر عن رأي صاحبها فقط. "

## **Remerciement**

**La réalisation de cette mémoire a été possible grâce à l'aide de plusieurs personnes que je désire remercier.**

**Je voudrais remercier mon superviseur, le Dr Rodrigue Abi Khalil, pour son incroyable mentorat et son soutien tout au long du processus de recherche. Son expertise et sa guidance ont été inestimables pour moi, et je suis profondément reconnaissant pour les enseignements que j'ai appris de lui.**

**Je voudrais également exprimer mes sincères remerciements à mes parents, Tony et Noha, mes sœurs Joelle et Ghiwa et mon frère Georges, pour leur soutien constant tout au long de mes études. Ils ont été mes piliers et ont toujours cru en moi, même dans les moments les plus difficiles.**

**J'adresse mes sincères remerciements à tous les professeurs, et toutes les personnes qui par leurs paroles, leurs écrits, leurs conseils et leurs critiques ont guidé mes réflexions durant mes recherches.**

**À tous ces intervenants, je présente mes remerciements, mon respect et ma gratitude.**

## **Table d'Abbreviations:**

UE : Union Européenne

Convention de Genève 1951 : Convention de 1951 relative au statut des réfugiés

SDN : Société des Nations

UN : Nations Unies

UNRRA : Administration de secours et de reconstruction des Nations Unies

OIR : Organisation internationale pour les réfugiés

UNHCR : Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

OFPRA : Office Français de protection des réfugiés et apatrides

OUA : Organisation de l'Unité africaine

OIM : Organisation internationale pour les migrations

RAEC : Régime d'asile européen commun

FUE : traité sur fonctionnement de l'UE

EASO : Bureau européen d'appui en matière d'asile (European Asylum Support Office)

AUEA: Agence européen pour l'asile

ONG : organisation non gouvernementale

FMI : Fonds monétaire internationaux

PIB : Indicateur économique permettant de mesurer la production de richesses d'un pays (GDP)

CNRS : Centre Nationale de la Recherche Scientifique

Ifri : Institut français des relations internationales

PIS : Parti du droit et de la justice

CE : commission européenne

EUTF : Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne

CARE : cohésion pour les réfugiés en Europe

## Introduction:

L'Union Européenne est la première destination migratoire au monde en termes de flux, devant les Etats Unies qui est le second, les pays du Golfe qui est le troisième, la Russie le quatrième, autres grands pôles migratoires, dans le contexte de mondialisation des migrations.

L'Europe, en tant qu'enjeu fondamental de la guerre froide entre les deux superpuissances, a dû faire face à un défi majeur après la fin de ce conflit. Le défi de la sécurité et celui de la force ont émergé. Le processus de réorganisation de la sécurité en Europe est devenu une priorité politique, impliquant une stratégie complexe compte tenu du nouvel environnement de sécurité. Celui-ci se manifeste par l'existence de plusieurs espaces de sécurité, chacun étant régi par une organisation européenne régionale distincte. D'un côté, certains pays européens soutiennent la mise en place de mécanismes militaires et d'intégration de la sécurité, tandis que d'autres s'opposent à cette tendance et préfèrent maintenir un paysage pluraliste.<sup>1</sup>

L'Union européenne actuelle est le fruit d'un processus débuté il y a plus de cinquante ans avec la création de la "Communauté européenne du charbon et de l'acier", où ces deux industries étaient alors des moteurs industriels cruciaux pour la puissance militaire. Ce processus a instauré une politique pragmatique visant à préserver et renforcer les réalisations vers l'unité, afin d'éviter tout recul. À cette époque,

---

<sup>1</sup> زهير بوعمامة، أمن القارة الأوروبية في السياسة الخارجية الأمريكية بعد نهاية الحرب الباردة، لبنان: دار الوسام العربي للنشر و، التوزيع، ط2011؛ ص. 183.

l'approche se basait sur l'utilisation progressive et réfléchie des mesures, adaptées aux circonstances en cours.<sup>2</sup>

L'UE est une organisation politique et économique unique qui comprend actuellement 27 Etats membres en Europe. Elle a été créée par le traité de Maastricht en 1993 qui a renforcé la coopération entre les pays européens dans plusieurs domaines: 1-Citoyenneté européenne qui permet aux citoyens des États membres de choisir leur pays de résidence et de circuler librement au sein de l'Union européenne. 2- Politique étrangère et de sécurité commune : qui a établi une politique étrangère et de sécurité commune visant à « la sauvegarde des valeurs communes, des intérêts fondamentaux et de l'indépendance de l'Union ». 3- Justice et affaires intérieures : qui a développé une coopération étroite en matière de justice et d'affaires intérieures afin de garantir la sûreté et la sécurité des citoyens européens.<sup>3</sup>

Le régime d'asile européen commun a été établi pour le but d'harmoniser les procédures d'asile dans l'UE et de garantir une protection équitable et efficace pour les demandeurs d'asile dans les Etats membres. Il vise à renforcer la coopération et la solidarité entre les Etats membres pour faire face aux défis posés par les mouvements migratoires mixtes ; et de promouvoir une approche équitable et solidaire de la politique d'asile dans l'ensemble de l'union.

L'asile est un droit fondamental des droits de l'homme où toute personne a le droit de demander la protection contre les persécutions ou les menaces graves qui pèsent

---

<sup>2</sup> علي سعد سماحة, الاتحاد الأوروبي أسس الوحدة ومستقبلها على ضوء الازمات المستجدة, ماجستير, الجامعة اللبنانية 2021-2022, ص6.

<sup>3</sup>[https://www.ecb.europa.eu/ecb/educational/explainers/tell-me-more/html/25\\_years\\_maastricht.fr.html](https://www.ecb.europa.eu/ecb/educational/explainers/tell-me-more/html/25_years_maastricht.fr.html)  
consulté le 30/04/2023.

sur sa vie, sa liberté ou ses droits fondamentaux dans son pays d'origine ou de résidence habituelle. La demande d'asile est un droit reconnu par la plupart des pays et protégé par le droit international.

L'UE a été reconstruite à une crise de réfugiés à partir de 2015, lorsque des millions de personnes de différentes nationalités mais principalement des Syriens pour refuge en Europe. Cette crise a été aggravée par la dégradation des conditions dans les pays d'origine, ainsi que par la montée de l'extrémisme et de la violence dans la région.

La crise a eu des répercussions politiques importantes dans l'UE, avec des conséquences pour la cohésion interne de l'Union et pour les relations entre les Etats. Elle a souligné l'inefficacité du régime d'asile européen commun de l'UE, et qui s'est avéré insuffisant pour répondre aux besoins des réfugiés et gérer les flux migratoires en provenance des pays d'origine. Elle a révélé les limites de la solidarité entre les Etats membres de l'UE.

Certains pays membres de l'UE ont exprimé des préoccupations quant à la gestion de la crise des réfugiés et à l'incapacité perçue de l'Union à gérer efficacement l'afflux de migrants et de réfugiés. Ces inquiétudes ont contribué à renforcer les discours anti-immigration et ont nourri le sentiment de remise en question de la souveraineté nationale. Le Royaume-Uni, par exemple, a été un acteur important de ce débat. Les préoccupations concernant l'immigration ont été utilisées dans les discussions sur le Brexit, où certains partisans du retrait de l'UE ont argumenté que quitter l'Union permettrait au Royaume-Uni de reprendre le contrôle de ses frontières et de sa politique d'immigration.

Cependant, il est important de noter que le Brexit a été influencé par divers facteurs complexes et multifactoriels, dont les préoccupations concernant l'immigration ne

sont qu'un aspect. La crise des réfugiés a contribué à façonner le contexte politique dans lequel le débat sur le Brexit s'est déroulé, mais elle n'a pas été la seule cause de cette décision historique du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne.

Avec des solutions et des mesures qui ont mis en place de l'UE, notamment l'augmentation des fonds alloués à l'aide humanitaire aux pays d'origine, pays d'accueil et pays de transit ; renforcer ses frontières extérieures pour limiter la migration irrégulière ; les accords concluent avec les pays tiers pour gérer les flux migratoires.

C'est l'une des crises les plus graves auxquelles l'Union est confrontée. C'est une crise humanitaire, une crise des droits de l'homme, une crise politique, une crise d'accueil..., et elle se mit son impact sur la démographie, l'économie, les sociétés et la culture européenne.

Avec l'augmentation des conflits, des guerres, des violations de droit de l'homme le nombre des réfugiés, des personnes déplacées augmentent. L'union a préparé des différentes mesures pour gérer cette crise syrienne mais en 2022 avec l'invasion de la Russie à l'Ukraine a causé des afflux des personnes vers l'UE ce qui cause une nouvelle crise.

Tout ce qui précède aide à déterminer ce qui suit:

## **L'importance Scientifique et Pratique :**

- Reconnaître les faiblesses de l'UE dans la gestion de la crise des réfugiés, qui constitue un défi majeur pour son existence, est crucial. Puisque cette crise

affecte le Schengen ce qui engendre un effet négatif sur la libre circulation des personnes et des biens.

- Savoir le fonctionnement du Régime d'Asile Européen Commun, ses instruments juridiques, ses directives et ses réformes. Ce régime a démontré son inefficacité dans le cas du réfugié des millions de personnes.
- Comparer le traitement de l'union entre les Ukrainiens et les Syriens et les autres nationalités.

## **Problématique:**

L'Europe a accueilli des réfugiés pendant cinq époques différentes. Au départ, elle a travaillé dans le domaine juridique et administratif de 1920 à 1930, puis en tant que groupe avec les Sudètes de 1935 à 1938, et en tant qu'individu pendant les années de l'occupation allemande (1938-1950). Depuis 1951, la Convention de Genève a établi le statut de réfugié individuel, mais depuis les années 1970, il existe une protection de groupe contre des crises telles que les dictatures sud-américaines et les boat-people asiatiques.

### **Notre problématique est la suivante :**

La crise a effectué des répercussions politiques sur la sécurité européenne, alors **Comment la crise des réfugiés a-t-elle influencé politiquement l'Union européenne et de quelle manière ces influences sont-elles affecté la sécurité en Europe ?**

Partant de cette problématique, nous posons les questions suivantes :

- Quel est la définition du réfugié et de l'asile ? Quelle est la distinction entre le réfugié et: le migrant, le demandeur d'asile, l'exilé, la personne déplacée, l'apatride ?
- Quels sont les différents types de la protection ?
- Quel est le rôle du HCR ?
- Comment le régime d'asile européen commun a été créé et comment se réforme-t-il plusieurs fois ?
- Comment la crise des réfugiés influe ce régime?
- Quels sont les impacts de cette crise sur la démographie et l'économie de l'union ?
- Est-ce qu'il y a une discrimination entre les Ukrainiens et les autres personnes de différentes nationalités ? Comment l'Union a traité l'afflux massif des personnes européennes et des personnes non européennes ?

## **Méthodologie:**

En adoptant les méthodologies historiques, comparatives, et descriptives et analytiques, nous allons répondre à la problématique suivante:

- La méthodologie historique : pour mieux comprendre les causes de la crise et les réformes du RAEC. Et pour une meilleure compréhension de la prise des décisions en UE. Le traité des réfugiés après la guerre froide jusqu'au maintenant.

- La méthodologie comparative: pour comparer le terme réfugié et les autres termes, et comparer le traitement du l'union avec les Ukrainiens et les autres nationalités.
- La méthodologie descriptive et analytique : pour décrire et analyser les répercussions politiques de cette crise, pour proposer des solutions et pour étudier la crise, ses causes, sa transformation et ce à quoi elle mènera.

## **Le Plan :**

Cette étude est composée d'une partie introductive et de 2 autres parties :

### **Partie Introductive: Disposition Générale**

#### **Chapitre 1: Asile et Réfugié**

Section 1: L'asile

Section 2: Réfugié

#### **Chapitre 2: Termes liés au réfugié**

Section 1: Le migrant

Section 2: Les nuances entre Réfugié et Exilé, Personne déplacée et Apatride:

### **Partie 1: Le Régime d'Asile Européen Commun et la crise des réfugiés**

#### **Chapitre 1: Le régime d'asile européen commun (RAEC)**

Section 1: Création les premières lois du RAEC et ses premières réformes

Section 2: Le RAEC et la crise des réfugiés

## **Chapitre 2 : La crise des réfugiés et ses impacts**

Section 1 : La crise des réfugiés

Section 2: Les impacts de la crise des réfugiés sur la démographie et l'économie de l'UE

## **Partie 2: Les répercussions politiques de la crise des réfugiés et l'UE devant une nouvelle crise**

### **Chapitre 1: Les répercussions politiques de la crise pour la sécurité**

Section 1: Les répercussions politiques à l'Union

Section 2 : Les autres répercussions

### **Chapitre 2: Les actions de l'UE face à la crise des réfugiés et la crise Ukrainienne**

Section 1: Les mesures prises par l'UE pour gérer la crise

Section 2: Les réfugiés Ukrainiens

# **Partie Introductive: Disposition Générale**

Dans cette partie on va définir et identifier les nuances entre les termes suivants : asile, réfugié, demandeur d'asile, personne déplacée, exilé, migrant et apatride.

## **Chapitre 1: Asile et Réfugié:**

L'asile, réfugié, et demandeur d'asile sont 3 termes différents mais ils sont très semblables et se rapportent l'un aux autres. Dans ce chapitre, on va parler dans la première section sur l'histoire d'asile avant et durant le 20<sup>ème</sup> siècle et le demandeur d'asile alors que dans la deuxième section sur les définitions de réfugiés, les protections et le rôle du HCR.

### **Section 1: L'asile**

L'asile est une vieille idée de l'humanité depuis l'existence de l'homme. La civilisation ancienne a traité de l'asile, de la migration, du déplacement d'un groupe de personnes d'un territoire à un autre pour diverses raisons. L'application de l'idée de l'asile change à travers l'histoire.

#### **Paragraphe 1: L'histoire d'asile:**

L'asile est d'origine grecque, elle était une protection accordée à un individu ou à un groupe d'individus dans un lieu déterminé. Le concept d'asile a été établi en l'histoire de l'Europe. A l'Antiquité, l'asile était de nature religieuse et limité à certains lieux bien définis. Cependant, pour ne pas laisser impunis les crimes les plus

graves, ou pour entretenir des relations avec d'autres villes, ils ont parfois été rejetés et c'est à l'origine des premiers traités d'extradition.<sup>4</sup>

Les lois chrétiennes sur l'asile ont été officialisées au Concile d'Orléans en 511. L'objet d'asile était de fournir un refuge sûr à ceux qui risquaient d'être mutilés ou de mourir s'ils retournaient dans leur pays d'origine. Mais il ne s'agit pas d'exempter le bénéficiaire de toute disposition.<sup>5</sup>

Cet asile religieux est généralement utilisé comme refuge contre la persécution uniquement dans les endroits où l'immunité est spécifiquement désignée pour Dieu. Il y a eu une augmentation progressive du nombre de personnes atteintes d'un trouble de la personnalité borderline. Ces personnes sont généralement poursuivies pour crimes ou délits de droit commun. Cependant, l'asile n'est pas un droit donné par Dieu et il continuera d'être soumis à des restrictions imposées par les autorités laïques ou religieuses. Au XIIIe siècle, Enocent III et Grégoire IX ont créé des règles qui excluaient de nombreux types de demandeurs d'asile, y compris les juifs et les hérétiques. Le nombre de personnes qui font exception à la règle selon laquelle les meurtriers sont souvent sévèrement punis augmente, en particulier pour les personnes reconnues coupables du meurtre. La loi Villers-Cotterêts de 1539 supprime l'asile civil et le confie à la justice pénale pour agrément. Le démantèlement de l'institution est un processus qui va changer son fonctionnement. Cependant, la référence au principe d'asile n'a pas complètement disparu de la loi.<sup>6</sup>

---

<sup>4</sup> Office français de protection des réfugiés et apatrides : [www.ofpra.gouv.fr/fr/histoire-archives/histoire-de-l-asile](http://www.ofpra.gouv.fr/fr/histoire-archives/histoire-de-l-asile) , consulté le 10/10/2022 10:30.

<sup>5</sup> [www.herodote.net/Une\\_pratique\\_ancestrale\\_teintee\\_dabus-synthese-2826.php](http://www.herodote.net/Une_pratique_ancestrale_teintee_dabus-synthese-2826.php), consulté le 10/10/2022 10:51.

<sup>6</sup> Office Français de protection des réfugiés et apatrides : [www.ofpra.gouv.fr/fr/histoire-archives/histoire-de-l-asile](http://www.ofpra.gouv.fr/fr/histoire-archives/histoire-de-l-asile) , consulté le 11/10/2022 11:03 .

La montée de l'idée de souveraineté, la sécularisation de la société et le développement des idées démocratiques ont tous joué un rôle dans la création de l'asile des États. Dès le Moyen Âge, l'asile apparaît comme une réalité juridique sous le contrôle du prince. C'était sous la forme d'un décret discrétionnaire. Cela fait partie d'une approche de politique étrangère conçue pour protéger les alliés; ce n'est plus un lieu sacré dans son propre pays, mais auprès des autorités civiles et politiques d'un État étranger. Les motifs d'octroi de l'asile sont devenus politiques et religieux, plutôt que d'échapper simplement aux poursuites de droit commun, les délits politiques étant généralement évincés de l'immunité offerte par l'Église. L'asile résultant de cette évolution prend deux formes principales : l'asile diplomatique, qui offre une protection à la personne qui se réfugie dans les locaux diplomatiques d'un État étranger, et l'asile humanitaire, qui offre une protection à la personne qui fuit une situation de persécution.<sup>7</sup>

L'asile n'est plus lié à un lieu sacré, mais à une zone gouvernée par un souverain. La protection n'est plus nécessaire dans un lieu sacré, mais auprès des autorités civiles et politiques d'un État étranger. Les motifs d'octroi de l'asile sont devenus politiques et religieux, alors qu'ils étaient jusque-là une question d'évasion des procédures judiciaires normales.<sup>8</sup>

« Le peuple français donne l'asile aux étrangers bannis de leur patrie pour la cause de la liberté. Il la refuse aux tyrans », est l'article 120 de la première déclaration d'asile constitutionnel. On trouve qui est le développement du droit d'asile

---

<sup>7</sup> Ibid, consulté le 12/10/2022 11:05.

<sup>8</sup> [www.herodote.net/Une\\_pratique\\_ancestrale\\_teintee\\_d\\_abus-synthese-2826.php](http://www.herodote.net/Une_pratique_ancestrale_teintee_d_abus-synthese-2826.php) , le consulté 12/10/2022.

monarchique en France à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle. Mais elle ne sera pas appliquée dans le Préambule de la Constitution du 27 Octobre 1946.<sup>9</sup>

## **Paragraphe 2: L'asile dans les deux guerres mondiales et la convention de Genève:**

À cause de l'augmentation des guerres et des guerres civiles, des conflits, de persécution religieuse; raciale; et politique, et des mouvements de libération, de l'occupation étrangère et de la persécution, le phénomène d'asile a afflué tous les États. Le problème de l'asile et de la protection des réfugiés est donc l'une des préoccupations de la communauté internationale.<sup>10</sup>

La plupart des Etats ont pris en compte dans leurs constitutions nationales des réglementations pour accorder l'asile aux étrangers sous conditions.<sup>11</sup>

Depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, les déplacements forcés de population se sont accrus (Grecs, Turcs et Bulgares après les guerres balkaniques de 1912-1913., surtout Polonais, Baltes, Hongrois, Allemands, Arméniens - leur nombre est estimé à 600 000 - après la Première Guerre mondiale, enfin les Russes - 1 million - ont été chassé par la révolution), puisque la communauté internationale s'organise aussi autour de la Société des Nations (SDN) , la dernière a créé en 1921 un Haut-Commissariat aux réfugiés a confié Fridjtof Nansen, universitaire, explorateur norvégien et aussi

---

<sup>9</sup> Ibid, consulté le 12/10/2022 11:09.

<sup>10</sup> زهيرة بوراس ومروى جغبلو, تداعيات ازمة اللاجئين السوريين على الامن الاوروبي, ماجستير, جامعة العربي التبسي- تبسة, سنة 2015-2016 page 14.

<sup>11</sup> Ibid ; page 14.

l'organisateur du retour d'un demi-million de prisonniers allemands et autrichiens et d'une opération de secours à la population russe.<sup>12</sup>

Le statut légal de ces réfugiés repose sur un certificat et le passeport (reconnu par Passeport Nansen) qui les protège de l'expulsion, de refoulement et qui leur permet de voyager. « Autrefois -écrit Stefan Zweig-, l'homme n'avait qu'un corps et une âme. Aujourd'hui il lui faut encore un passeport sinon il n'est pas traité comme un homme ». <sup>13</sup>

Les textes internationaux qui se sont succédé à partir de 1922 définissent empiriquement les réfugiés par groupes nationaux d'exilés. Le statut de locuteurs de langues minoritaires a d'abord été établi pour les Russes, suivis des Arméniens, puis des Assyriens et des Assyro-Chaldéens de Turquie.<sup>14</sup>

La convention avec une définition plus générale a été ratifiée en 1933 par 5 pays: la Belgique, la Bulgarie, l'Égypte, la France, et la Norvège allonge les accords conclus depuis 1922 en vue d'assurer un statut de réfugié. Les Etats adhérant à l'accord devaient garantir aux réfugiés l'accès au passeport Nansen, la protection des droits de statut personnel, l'accès aux tribunaux, la liberté du travail et la protection contre l'exploitation, et l'accès à l'éducation et aux services de santé.<sup>15</sup>

---

<sup>12</sup> [www.universalis.fr/encyclopedie/refugies/1-l-evolution-des-mouvements-de-refugies/](http://www.universalis.fr/encyclopedie/refugies/1-l-evolution-des-mouvements-de-refugies/) ; consulté le 14/10/2022 09:29.

<sup>13</sup> Office Français de protection des réfugiés et des apatrides : [www.ofpra.gouv.fr/fr/histoire-archives/histoire-de-l-asile](http://www.ofpra.gouv.fr/fr/histoire-archives/histoire-de-l-asile), consulté le 15/10/2022 09:30.

<sup>14</sup> Bruno Groppo ; EXILÉS ET REFUGIÉS: L'ÉVOLUTION DE LA NOTION DE RÉFUGIÉ AU XXe SIÈCLE ; Recibido: 2 Junio 2003 / Revisado: 13 Julio 2003 / Aceptado: 7 Septiembre 2003 / Publicado: 15 Octubre 2003, page 75.

<sup>15</sup> Office Français de protection des réfugiés et apatrides : [www.ofpra.gouv.fr/fr/histoire-archives/histoire-de-l-asile](http://www.ofpra.gouv.fr/fr/histoire-archives/histoire-de-l-asile) , consulté le 15/10/2022 09:35.

La Convention a été le premier document de droit international évoquant le principe fondamental du non-refoulement, qui protégeait les réfugiés contre le rapatriement forcé en cas de danger pour leur vie.<sup>16</sup>

Ces conventions sont restées inapplicables, parce qu'elles sont nées en crise dans les années 1930 dans le contexte de la montée des régimes totalitaires et de la crise économique. La Seconde Guerre Mondiale a aggravé la situation puisque des millions de personnes se sont retrouvées réfugiées. Au niveau international, en novembre 1943, les Alliés ont créé l'Administration de secours et de reconstruction des Nations Unies (UNRRA), pour s'occuper des 8 millions de personnes déplacées (DP) créées par le conflit.<sup>17</sup>

L'Organisation internationale pour les réfugiés (OIR) a été mise sur pied en décembre 1946. De plus, l'organisation est chargée d'établir une nouvelle définition de réfugié qui incorpore le critère individuel de la crainte de persécution justifiée.<sup>18</sup>

Une résolution du 14 décembre 1950 de l'Assemblée générale des UN décide alors de substituer l'OIR au l'UNHCR. Parallèlement, les pays membres des Nations Unies négocient un nouveau texte international sur la protection des réfugiés et des apatrides et adoptent le 28 juillet 1951 la Convention de Genève et sa Protocole 1967 qui régit aujourd'hui le statut de réfugié.<sup>19</sup>

---

<sup>16</sup> Office Français de protection des réfugiés et apatrides : [www.ofpra.gouv.fr/node/455](http://www.ofpra.gouv.fr/node/455) ; consulté le 17/10/2022 09:45.

<sup>17</sup> Ibid; consulté le 17/10/2022 09:50.

<sup>18</sup> Ibid; consulté le 17/10/2022 09:55.

<sup>19</sup> Office Français de protection des réfugiés et apatrides : [www.ofpra.gouv.fr/fr/histoire-archives/histoire-de-l-asile](http://www.ofpra.gouv.fr/fr/histoire-archives/histoire-de-l-asile) , consulté le 17/10/2022 11:00.

Cette convention tire son essence du traumatisme de la Seconde Guerre Mondiale elle représente la consécration internationale d'un statut protecteur qui trouvait à s'appliquer aux centaines de milliers d'individus éparpillés de leur état de nationalités au sein de l'Europe continentale elle s'inscrivait alors résolument dans une perspective de règlement des conflits à venir en tirant les conséquences des insuffisances des protections mises en place dans les années 30 et 40 pour faire face notamment aux migrations russes, espagnoles et allemandes. Le protocole de 1967 vient de supprimer les restrictions temporelles et géographiques de la convention de Genève.

### **Paragraphe 3: Demandeur d'asile:**

Le HCR définit « le demandeur d'asile est une personne qui se dit réfugié(e) mais dont la demande est toujours en cours d'examen. Chaque année, les demandeurs d'asile représentent environ 1 million de personnes ».<sup>20</sup>

Selon l'Amnesty International (une organisation non-gouvernementale) elle définit le demandeur d'asile : « Un demandeur d'asile est une personne qui sollicite une protection internationale hors des frontières de son pays, mais qui n'a pas encore été reconnue comme réfugié ».<sup>21</sup>

---

<sup>20</sup> United Nations High Commissioner for Refugees: [www.unhcr.org/fr/demandeurs-dasile.html](http://www.unhcr.org/fr/demandeurs-dasile.html), consulté le 17/10/2022 11:05.

<sup>21</sup> [www.amnesty.fr/focus/droit-asile](http://www.amnesty.fr/focus/droit-asile) , consulté le 21/10/2022 10:12.

C'est un droit humain, puisque la déclaration universelle des droits de l'homme stipule dans l'article 14 : « Devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays. »<sup>22</sup>

Alors un demandeur d'asile est une personne qui n'est pas encore un réfugié ; il est en cours d'examen. Tous les réfugiés reconnus ont été des demandeurs, mais tous les demandeurs d'asile ne seront pas reconnus réfugiés.

Une demande d'asile est une étape à partir de la demande de protection du demandeur jusqu'à ce qu'une réponse finale à la demande soit obtenue par acceptation ou rejet.

Chaque État instaure sa propre procédure pour déterminer le statut de réfugié d'une personne. Dans certains pays, la demande d'asile peut être déposée soit sur le territoire du pays, soit auprès de l'ambassade ou du consulat du pays d'origine du demandeur, permettant ainsi de solliciter un visa de protection, comme c'est le cas en France. En revanche, dans d'autres pays comme la Finlande, la demande doit obligatoirement être effectuée sur le territoire du pays.

En ce qui concerne la demande d'asile à la frontière : la première étape consiste à s'adresser aux représentants des autorités présentes dans les points d'arrivée tels que les gares, les ports ou les aéroports du pays.

Le demandeur est interrogé par des agents (Office Français de protection des réfugiés et apatrides OFPRA en France), fournit des informations de base comme le

---

<sup>22</sup> Article 14 de la Déclaration Universelle des Droits de l'homme.

nom, pays d'origine, quelle(s) langue(s) parlé(s). Et ils font un examen médical ils posent des questions sur la santé, les vaccins pris...<sup>23</sup>

Le demandeur est mis dans des centres spécifiques pour habiter dans le temps que sa demande examine. Dans ces centres toutes les exigences quotidiennes existent comme la nourriture, les vêtements...<sup>24</sup>

Après quelques jours, le demandeur d'asile est invité à un entretien chez la direction d'immigrations où il y a un officier de protection, un avocat qu'il faut déjà préparer avec lui les différents documents comme la date de naissance ; passeport ou autres choses qui représentent le demandeur et son histoire, et un interprète. Dans cet entretien l'officier pose beaucoup de questions sur la raison de départ du pays d'origine, décrire et détailler ce qui est réellement passé etc.... et il enquête ses informations afin de prendre la décision.<sup>25</sup>

La décision peut être positive c'est-à-dire la demande est acceptée alors le demandeur d'asile reçoit une protection et il obtient le statut de réfugié. Il a le droit de rester dans leur pays d'accueil en toute sécurité et en toute dignité et en plus a le droit d'accéder à l'éducation, au travail, aux soins de santé et à d'autres services essentiels.<sup>26</sup>

---

<sup>23</sup> Office of the commissioner general for refugees and stateless person: [www.youtube.com/watch?v=z\\_cG77zFyfU](http://www.youtube.com/watch?v=z_cG77zFyfU) ; consulté le 31/10/2022 12:09.

<sup>24</sup> زهيرة بوراس ومروى جفيلو, تداعيات ازمة اللاجئين السوريين على الامن الاوروبي, ماستر, جامعة العربي التبسي- نسبة, سنة 2015- 2016, ص29.

<sup>25</sup> Office of the commissioner general for refugees and stateless person: [www.youtube.com/watch?v=z\\_cG77zFyfU](http://www.youtube.com/watch?v=z_cG77zFyfU), consulté le 31/10/2022 12:29.

<sup>26</sup> UNHCR de Belgique et Luxembourg : [www.unhcr.org/be/a-propos/qui-aidons-nous/les-demandeurs-dasile/](http://www.unhcr.org/be/a-propos/qui-aidons-nous/les-demandeurs-dasile/); consulté le 2/11/2022 10:32.

Si la décision est négative c'est-à-dire la demande est refusée alors le demandeur d'asile il faut partir du pays d'accueil dans un certain délai de quitter le territoire d'accueil. Il faut noter que la procédure de demande d'asile prend de temps elle n'est pas toujours rapide.

La pandémie Covid-19 a causé de mettre certaines restrictions aux frontières, des limitations de déplacement, et les interdictions de voyager. Cette pandémie a entraîné la suspension des procédures d'asile dans de nombreux pays. En Suède, les structures d'asile sont restées ouvertes et des mesures ont été prises pour assurer la santé et la sécurité. Le Danemark avait des mesures de réinstallation pour les réfugiés. Plusieurs pays (Croatie, France, Hongrie, Grèce, Pologne et Macédoine du Nord) ont autorisé certains ressortissants de pays tiers dont les permis de séjour ont expiré à rester légalement dans le pays jusqu'à la fin de la pandémie.<sup>27</sup>

## **Section 2: Réfugié**

Dans cette section, on va définir le terme « réfugié » ; le statut de réfugié et les protections et le rôle du HCR.

### **Paragraphe 1: Définition du terme « réfugié »:**

Le réfugié est strictement défini en droit international comme une personne qui fuit la persécution ou le conflit dans son pays d'origine.<sup>28</sup>

---

<sup>27</sup> [www.fra.europa.eu/fr/news/2020/la-pandemie-covid-19-fait-courir-aux-demandeurs-dasile-un-risque-plus-eleve-etant-donne](http://www.fra.europa.eu/fr/news/2020/la-pandemie-covid-19-fait-courir-aux-demandeurs-dasile-un-risque-plus-eleve-etant-donne); consulté le 2/11/2022 10:45.

<sup>28</sup> Loyal Joseph Challita, *Le Liban et les crises migratoires : Intégration et identité nationale en perspective comparée et dans un monde en mutation (1860-2020)*, Doctorat, Université Libanaise, 2020.

Leur statut est défini et protégé par le droit international, les réfugiés ne peuvent être expulsés ou renvoyés vers des situations où leur vie et leur liberté sont en péril.<sup>29</sup>

Conformément à la Convention de 1951 et sa Protocole relative au statut des réfugiés, elle définit le réfugié la définition suivante : « un réfugié est une personne qui craint avec raison d'être persécutée du fait de sa race, sa religion, sa nationalité, son appartenance à un certain groupe social, ou ses opinions politiques; se trouve hors du pays dont elle a la nationalité; ne peut ou ne veut se réclamer de la protection de ce pays ou y retourner parce qu'elle craint d'être persécutée. »<sup>30</sup>

La Convention de l'Organisation de l'Unité africaine [OUA] régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique, un traité régional adopté en 1969, élargit la définition de la Convention de 1951, pour y inclure une considération plus objectivement fondée, à savoir : « Toute personne qui, du fait d'une agression, d'une occupation extérieure, d'une domination étrangère ou d'événements troublant gravement l'ordre public dans une partie ou la totalité de son pays d'origine ou du pays dont elle a la nationalité , est obligée de quitter sa résidence habituelle.»<sup>31</sup>

En 1984, un colloque de représentants des gouvernements d'Amérique latine et d'éminents juristes a adopté la Déclaration de Carthagène. Comme la Convention de l'OUA, la Déclaration élargit le champ de la définition contenue dans la Convention de 1951 aux : « Personnes qui fuient leur pays parce que leur vie, leur sécurité ou leur liberté étaient menacées par une violence généralisée, une agression étrangère,

---

<sup>29</sup><https://www.unhcr.org/fr/refugies.html#:~:text=Les%20r%C3%A9fugi%C3%A9s%20sont%20des%20personnes,leur%20libert%C3%A9%20sont%20en%20p%C3%A9ril>, consulté le 19/10/2022 18:09.

<sup>30</sup> Chapitre 1 Article 1.A de la Convention de Genève relative au statut de réfugié 1951.

<sup>31</sup> Article 1 de la Convention de l'OUA Régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique 1969.

des conflits internes, une violation massive des droits de l'homme ou d'autres circonstances ayant perturbé gravement l'ordre public. »<sup>32</sup>

Pour le Grand Dictionnaire Encyclopédique Larousse, le réfugié est une « personne ayant quitté son pays d'origine pour des raisons politiques, religieuses ou raciales et ne bénéficiant pas, dans le pays où elle réside, du même statut que les populations autochtones, dont elle n'a pas acquis la nationalité. »<sup>33</sup>

Pour le Robert, le réfugié est « une personne qui a dû fuir le lieu, le pays qu'elle habitait afin d'échapper à un danger (guerre, persécutions politiques ou religieuses, etc.) »<sup>34</sup>

Un réfugié est une personne qui, en cas de retour dans son pays, craint « avec raison d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe ou de ses opinions politiques ».<sup>35</sup>

En droit international, le terme de « réfugié » est utilisé pour désigner une personne qui, en cas de retour dans son pays, craint « avec raison d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe ou de ses opinions politiques ». Être reconnu comme réfugié passe souvent par le dépôt d'une demande d'asile individuelle auprès d'un État.

---

<sup>32</sup> Conclusion III.3 from the Cartagena Declaration on Refugees, Colloquium on the International Protection of Refugees in Central America, Mexico and Panama 1984.

<sup>33</sup> <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/r%C3%A9fugi%C3%A9/67560>, consulté le 11/11/2022 18:50.

<sup>34</sup> <https://dictionnaire.lerobert.com/definition/refugi>, consulté le 11/11/2022 18:52.

<sup>35</sup> Amnesty International : [www.amnesty.fr/focus/refugie](http://www.amnesty.fr/focus/refugie), consulté le 11/11/2022 18:54.

D'après ces définitions, on peut conclure qu'un réfugié est une personne civile qui est obligée de fuir son pays d'origine dans le but de sauver sa vie et cherche à une protection internationale.

Un réfugié ne peut pas commettre un crime contre la paix ; crime de guerre ; crime contre l'humanité au sens des instruments internationaux élaborés pour prévoir des dispositions relatives à ces crimes; commit un crime grave du droit, rend coupables d'agissements contraires aux buts et aux principes des Nations Unies.<sup>36</sup>

## **Paragraphe 2: Le statut de réfugié et les protections:**

Les Etats sont responsables de protéger leurs citoyens. Lorsque les gouvernements ne veulent pas ou ne peuvent pas protéger leurs citoyens, les individus sont parfois confrontés à des violations de leurs droits, souvent forcés de quitter leur maison et même leur famille, pour y recourir autre pays.<sup>37</sup>

***La protection temporaire:*** est un mécanisme utilisé en cas d'urgence, lorsque les besoins de protection sont clairs, mais il est difficile, voire impossible, de l'évaluer rapidement sur une base individuelle. Elle peut prendre fin lorsqu'il y a un changement radical dans les conditions qui a causé la fuite des gens. Lorsque ce changement fondamental se produit, le pays d'asile peut supposer que le besoin de

---

<sup>36</sup> Article 1.F du chapitre I de la Convention de Genève relative au statut de réfugié 1951.

<sup>37</sup> Protection des réfugiés : guide sur le droit international relatif aux réfugiés, Mme Kate Jastram et Mme Marilyn Achiron, HCR, publié par l'Union Interparlementaire; Page 8.

protection n'existe plus et que la grande majorité des bénéficiaires peuvent retourner dans leur pays d'origine dans des conditions sûres.<sup>38</sup>

Selon la Directive 2001/55/CE du Conseil du 20 juillet 2001 relative à des normes minimales pour l'octroi d'une protection temporaire en cas d'afflux massif de personnes déplacées : «la protection temporaire est une procédure de caractère exceptionnel assurant, en cas d'afflux massif ou d'afflux massif imminent de personnes déplacées en provenance de pays tiers qui ne peuvent rentrer dans leur pays d'origine, une protection immédiate et temporaire à ces personnes, notamment si le système d'asile risque également de ne pouvoir traiter cet afflux sans provoquer d'effets contraires à son bon fonctionnement, dans l'intérêt des personnes concernées et celui des autres personnes demandant une protection.»<sup>39</sup>

***La protection internationale*** : signifie la protection subsidiaire et le statut de réfugié.<sup>40</sup> Dans les cas de la protection internationale et la protection subsidiaire ont pris d'une façon individuelle d'après des examens et entretiens qui prennent de temps.

Si la demande d'asile a été acceptée le demandeur prendra le statut de réfugié mais si elle a été refusée car il ne répond pas aux critères pour devenir un réfugié et il ne peut pas revenir à son pays d'origine, l'état d'accueil lui donnera la protection subsidiaire.

---

<sup>38</sup> Ibid; page 67.

<sup>39</sup> Article 2 du Chapitre I de la Directive 2001/55/CE du Conseil du 20 juillet 2001 relative à des normes minimales pour l'octroi d'une protection temporaire en cas d'afflux massif de personnes déplacées.

<sup>40</sup> Article 2.a du Chapitre 1 de la DIRECTIVE 2011/95/UE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 13 décembre 2011 concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection.

***La protection subsidiaire*** : Un ressortissant qui ne satisfait pas aux exigences du statut de réfugié et qui est jugé à risque dans son pays se voit accorder l'une des conditions suivantes: <sup>41</sup>

- Peine de mort ou exécution
- Tortures ou peines ou traitements inhumains ou dégradants -Menace grave et individuelle contre sa vie ou sa personne en raison d'une violence qui peut s'étendre à des personnes sans considération de leur situation personnelle et résultante d'une situation de conflit armé interne ou international.

Le statut de réfugié : est donné pour toute personne qui s'applique à la définition du réfugié de la Convention de Genève 1951. De cette définition, nous pouvons voir les éléments de la définition de réfugié : crainte fondée; persécution; 5 motifs de persécution (race, nationalité, religion, groupe social, opinion politique) incapacité d'invoquer la protection du pays dont il est un national. En combinant tous ces éléments, on peut décrire une personne comme un réfugié.

Chaque réfugié a des droits civils et démocratiques fondamentaux, y compris la liberté de pensée et de mouvement. Il ne doit pas être soumis à la torture ou à des traitements dégradants. De même, les réfugiés devraient bénéficier des mêmes droits économiques et sociaux que quiconque : accès aux soins médicaux, droit au travail pour les adultes, droit à l'éducation des enfants. Tandis que les obligations des

---

<sup>41</sup> Directives de l'Union Européenne, a été transposée en droit français à l'article L.712-1 du CESEDA.

réfugiés notamment de respecter les lois du pays d'asile et les mesures prises par les autorités pour assurer le maintien de l'ordre public.<sup>42</sup>

Le principe de non refoulement est un principe important pour la protection du réfugié. D'après l'article 33 de la Convention de Genève 1951 « Aucun des Etats Contractants n'expulsera ou ne refoulera, de quelque manière que ce soit, un réfugié sur les frontières des territoires où sa vie ou sa liberté seraient menacées en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques ».

### **Paragraphe 3: Le rôle du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR):**

Le HCR, une organisation humanitaire et apolitique, a été mandatée par les Nations Unies pour protéger les réfugiés et les aider à trouver des solutions à leur situation.<sup>43</sup>

L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés a été créée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale pour aider les Européens déplacés par le conflit. L'Assemblée générale des Nations Unies a créé le HCR le 14 décembre 1950 avec un mandat de trois ans pour effectuer son travail, puis a disparu. La Convention des Nations Unies relative au statut des réfugiés, base juridique de l'assistance aux

---

<sup>42</sup> Protection des réfugiés : guide sur le droit international relatif aux réfugiés, Mme Kate Jastram et Mme Marilyn Achiron, HCR, publié par l'Union Interparlementaire; Page 48.

<sup>43</sup> Protection des réfugiés : guide sur le droit international relatif aux réfugiés, Mme Kate Jastram et Mme Marilyn Achiron, HCR, publié par l'Union Interparlementaire; Page 22.

réfugiés et statut principal régissant le travail du HCR, a été adoptée l'année suivante, le 28 juillet.<sup>44</sup>

Les activités du HCR sont fondées sur une série de normes et d'instruments internationaux, y compris la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 et les quatre Conventions de Genève (1949) sur le droit international humanitaire, ainsi que de nombreux traités et déclarations internationaux et régionaux, à la fois contraignant et non contraignant, répondant spécifiquement aux besoins des réfugiés.<sup>45</sup>

Le HCR cherche des solutions à long terme aux problèmes des réfugiés qui aident leur retour dans leur pays d'origine, si les conditions sont favorables au retour ou à l'intégration dans le pays d'asile ou de réinstallation dans le pays du deuxième asile.<sup>46</sup>

Sur le terrain, le travail principal du HCR est géré par divers bureaux régionaux, bureaux de correspondance, bureaux auxiliaires et bureaux extérieurs. Les délégués du HCR dirigent les opérations dans les pays d'opération du HCR. Il y a aussi un certain nombre de délégués régionaux.<sup>47</sup>

---

<sup>44</sup> United Nations : [www.un.org/youthenvoy/fr/2013/09/haut-commissariat-nations-unies-les-refugies/](http://www.un.org/youthenvoy/fr/2013/09/haut-commissariat-nations-unies-les-refugies/) , consulté le 5/12/2022 03:07.

<sup>45</sup> Protection des réfugiés : guide sur le droit international relatif aux réfugiés, Mme Kate Jastram et Mme Marilyn Achiron, HCR, publié par l'Union Interparlementaire; Page 8.

<sup>46</sup> Ibid, Page 21.

<sup>47</sup> United Nations : [www.un.org/youthenvoy/fr/2013/09/haut-commissariat-nations-unies-les-refugies/](http://www.un.org/youthenvoy/fr/2013/09/haut-commissariat-nations-unies-les-refugies/) , consulté le 5/12/2022 12:53.

Alors Réfugié (sous mandat) c'est une personne qui peut se réclamer de la protection de l'Organisation des Nations Unies, assurée par le HCR en application de son Statut et, notamment, des résolutions ultérieures de l'Assemblée générale précisant son domaine de compétence, qu'elle se trouve ou non sur le territoire d'un État partie à la Convention de 1951 ou au Protocole de 1967 – ou à un instrument régional pertinent sur les réfugiés – ou qu'elle ait été ou non reconnue par le pays d'accueil comme réfugié en vertu de l'un ou l'autre de ces instruments.<sup>48</sup>

## **Chapitre 2: Termes liés au réfugié**

Un migrant, exilé, apatride, personne déplacée sont des termes relatifs au réfugié mais en même temps sont différents. Dans ce chapitre, on va discuter ces termes et ces relations entre eux.

### **Section 1: Le Migrant**

Les migrations ont toujours existé et continueront d'exister. Cette section est composée à 2 paragraphes : paragraphe 1 on va définir la migration et le migrant; et le paragraphe 2 : les catégories de migrations.

#### **Paragraphe 1: Définition de la Migration et le Migrant:**

La migration est un élément principal de l'histoire de l'humanité. Depuis le début de temps, en toute liberté les humains se déplacent, migrent, évoluent sur toute la

---

<sup>48</sup> Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Guide et principes directeurs sur les procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut des réfugiés (2011), document HCR/1P/4/FRE/REV.3, p. 7, par. 16.

planète avant que le concept des frontières s'émerge. Au début, les frontières ont été des frontières naturelles comme des montagnes, des fleuves... Alors qu'aujourd'hui elle vint le contrôle effectif, principalement militaire, d'une zone particulière dans les lignes d'engagement avec l'extérieur.<sup>49</sup>

Selon le dictionnaire Larousse la migration ou l'exode c'est le déplacement ou le mouvement volontaire d'individus ou de populations d'un pays ou d'autre ou d'une région dans une autre, pour des raisons économiques, politiques ou culturelles.<sup>50</sup>

La migration est composée à l'immigration et l'émigration. L'immigration est un processus international dans lequel un résident d'un pays déménage dans un autre pays avec l'intention de s'établir de façon permanente. Cette personne ne peut avoir le statut de citoyen mais parce que ce déménagement permanent il peut le demander. Tandis que l'émigration désigne le processus par lequel une personne quitte sa région natale afin de trouver une habitation permanente ailleurs.<sup>51</sup>

Immigré signifie que son pays de résidence reçoit des personnes pour un autre pays. Émigrer signifie donc quitter son pays de résidence pour un autre.<sup>52</sup>

Selon le rapport Etat de la migration dans le monde 2022 de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), 281 millions le nombre de migrants internationaux dans le monde en 2020, soit 3,6 % de la population mondiale. Le nombre de migrants internationaux a augmenté au cours des 50 dernières années.

---

<sup>49</sup> [www.populationdata.net/2019/03/05/immigration-dans-le-monde/](http://www.populationdata.net/2019/03/05/immigration-dans-le-monde/) ; consulté le 7/12/2022 11:08.

<sup>50</sup> [www.larousse.fr](http://www.larousse.fr) ; consulté le 7/12/2022 11:08.

<sup>51</sup> [www.iwofr.org/fr/migration-vs-immigration-comprendre-les-nuances/](http://www.iwofr.org/fr/migration-vs-immigration-comprendre-les-nuances/) ; consulté le 7/12/2022 11:12.

<sup>52</sup> [www.education.toutcomment.com/article/quelle-est-la-difference-entre-emigration-et-immigration-12392.html](http://www.education.toutcomment.com/article/quelle-est-la-difference-entre-emigration-et-immigration-12392.html) ; consulté le 7/12/2022 11:15.

Selon les estimations, 281 millions de personnes vivaient dans un pays autre que leur pays de naissance en 2020, 128 millions de plus qu'en 1990 et plus de trois fois plus qu'en 1970.<sup>53</sup>

« Selon l'OIM un « migrant » s'entend de toute personne qui, quittant son lieu de résidence habituelle, franchit ou a franchi une frontière internationale ou se déplace ou s'est déplacée à l'intérieur d'un Etat, quels que soient: 1) le statut juridique de la personne; 2) le caractère, volontaire ou involontaire, du déplacement; 3) les causes du déplacement; ou 4) la durée du séjour. »<sup>54</sup>

L'UNESCO a défini le migrant: toute personne qui vit de façon temporaire ou permanente dans un pays dans lequel il n'est pas né et qui a acquis d'importants liens sociaux avec ce pays.<sup>55</sup>

Alors un migrant est une personne qui choisit de quitter son pays pour avoir une vie meilleure, il a la chance de choisir dans quel pays il veut vivre, d'étudier la langue du pays, de dire au revoir à ses parents et ses amies, il quitte son pays à des raisons économiques. Il n'a pas un statut juridique comme le réfugié.

Le réfugié et le migrant sont des personnes à quitter leurs pays d'origine mais pour des causes différentes. Le premier a un statut juridique ; il quitte son pays d'origine d'une façon involontaire ; il fuit son lieu pour sauver la vie ; il reçoit la protection... tandis que le deuxième n'a pas un statut juridique ; il quitte son pays d'une façon volontaire ; il choisit de quitter pour avoir une meilleure vie.

---

<sup>53</sup> Rapport Etat de la migration dans le monde 2020 : [www.worldmigrationreport.iom.int/wmr-2022-interactive/?lang=FR](http://www.worldmigrationreport.iom.int/wmr-2022-interactive/?lang=FR) , consulté le 7/12/2022 11:20.

<sup>54</sup> Nations Unies : [www.un.org/fr/global-issues/migration](http://www.un.org/fr/global-issues/migration) , consulté le 7/12/2022 11:40.

<sup>55</sup> UNESCO : [www.en.unesco.org/news/migrants-refugees-displaced-persons](http://www.en.unesco.org/news/migrants-refugees-displaced-persons) ,consulté le 7/12/2022 11:45.

"Migrant" est un terme général qui décrit un voyage international avec une carrière permanente, et rien d'autre. "Réfugié" est un terme juridique qui décrit une situation juridique spécifique, accordée dans un contexte personnel et dangereux particulier, uniquement par un État (ou, dans certains cas, par le HCR) après qu'une demande individuelle a été soumise et les dossiers analysés.<sup>56</sup>

## **Paragraphe 2: Les catégories de Migrations:**

Dans un monde en constante évolution, les mouvements de population mettent en évidence les difficultés auxquelles les États-nations sont confrontés pour protéger leurs citoyens. Les personnes déplacées qui fuient des situations telles que la guerre ou la famine cherchent refuge dans des pays plus sûrs et mieux adaptés à leurs conditions de vie. Ainsi, les réfugiés jouent un rôle important en révélant les violations des droits de l'homme. En effet, les causes de ces mouvements de population sont souvent liées aux conflits entre nations et aux inégalités économiques mondiales.<sup>57</sup>

La migration forcée : c'est la migration où le migrant ne choisit pas de quitter son pays, il est forcé de quitter et il cherche un pays qui lui procure la sécurité et la protection. Il est forcé de quitter à cause des conflits, des guerres, des persécutions,

---

<sup>56</sup> OXFAM France : [www.oxfamfrance.org/migrations/migrants-refugies-definitions-et-enjeux/](http://www.oxfamfrance.org/migrations/migrants-refugies-definitions-et-enjeux/) , consulté le 7/12/2022 11:50.

<sup>57</sup> Elena Fiddian-qasmiyeh, Gil loescher, Katy Long; Nando Sigona, The oxford handbook of refugee and forced migration studies, Oxford University Press, Juillet 2014 p.60

et des catastrophes naturelles. On parle ici sur les réfugiés ; demandeurs d'asile et personnes déplacées.

La migration choisie : c'est la migration où le migrant choisit de quitter son pays à cause des raisons économiques ; pour poursuivre ses études dans un autre pays ; pour des raisons personnelles afin de rejoindre un membre de famille... On parle ici sur les étudiants, travailleurs...

Ce sont les différentes raisons de la migration internationale.

Les catégories générales des migrants sont les suivantes .<sup>58</sup>

- Réfugié ; demandeur d'asile ; personne déplacée : migre d'une façon involontaire.
- Etudiant : étudie dans un autre pays ; il peut rester dans le pays où il a étudié ou de retourner à son pays d'origine.
- Travailleur : c'est un migrant qui exerce des activités professionnelles dans un autre pays. Ou on a la convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, qui a adopté le 18 Décembre 1990 et est entrée en vigueur en 2003, mais qui n'a été ratifiée que par une minorité d'États (aucun membre de l'Union européenne ne l'a signée), et plusieurs conventions de l'Organisation internationale du travail. Le migrant de travail vient soit pour une durée limitée soit pour une longue durée ou pour toute sa vie.

---

<sup>58</sup> Organisation Internationale pour les migrations : [www.iom.int/fr/termes-cles-de-la-migration](http://www.iom.int/fr/termes-cles-de-la-migration) , consulté le 12/12/2022 09:09.

- Le migrant qui rejoint un membre de sa famille qui réside dans un autre pays il peut être un époux ou une épouse ou des enfants qui ont la nationalité du pays de résidence. C'est le cas d'une migration familiale c'est le droit de vivre en famille.

Selon l'Organisation Internationale pour les migrations qui définit un migrant en situation irrégulière : c'est une personne qui franchit ou a franchi une frontière internationale sans autorisation d'entrée ou de séjour dans le pays en application internationale sans autorisation d'entrée ou de séjour dans le pays en application de sa législation ou d'accords internationaux dont il est parti.<sup>59</sup>

Un migrant en situation irrégulière peut se trouver dans l'une ou plusieurs des situations suivantes <sup>60</sup>:

- Il peut être entré dans le pays de façon irrégulière, par exemple avec de faux papiers ou sans passer par le point de passage officiel de la frontière;
- Il peut résider dans le pays de manière irrégulière, par exemple, en violation des conditions de visa ou de permis de résidence ;
- Il peut être employé dans le pays de manière irrégulière : par exemple, il peut avoir le droit de résider dans le pays mais pas d'y occuper un emploi rémunéré.

Selon l'article 5 de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille : Un migrant en situation régulière : « il est autorisé à entrer, séjourner et exercer une activité rémunérée dans

---

<sup>59</sup> [www.migrationdataportal.org/fr/themes/migration-irreguliere#definition](http://www.migrationdataportal.org/fr/themes/migration-irreguliere#definition) , consulté le 12/12/2022 09:13.

<sup>60</sup> Article 5 du Première Partie de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

l'Etat d'emploi conformément à la législation dudit Etat et aux accords internationaux auxquels cet Etat est parti. »<sup>61</sup>

La migration climatique est un mouvement d'une personne ou d'un groupe de personnes qui, essentiellement pour des raisons liées à une modification soudaine ou progressive de l'environnement en raison du changement climatique, sont contraintes de quitter leur lieu de résidence habituelle, ou le quitter de leur propre initiative, temporairement ou définitivement, pour se rendre ailleurs sur le territoire d'un État ou par-delà une frontière internationale.<sup>62</sup>

## **Section 2: Les nuances entre Réfugié et Exilé, Personne déplacée et Apatride**

Dans cette section on va définir les termes suivants : exilé, personne déplacée et apatrides et on va faire les différentes différences avec le terme réfugié. Pour cela on va composer cette section à 3 paragraphes: paragraphe 1: l'exilé et le réfugié; paragraphe 2: une personne déplacée et un réfugié; et paragraphe 3: un apatride et un réfugié.

---

<sup>61</sup> Migrations, déplacements et mobilité des êtres humains – Communication de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM, 2016) ; M. Traore Chazalnoël et D. Ionesco, Defining Climate Migrants – Beyond Semantics (blog de l'OIM, 6 juin 2016) (dernière consultation le 23 mai 2018).

<sup>62</sup> Bruno Groppo ; EXILÉS ET REFUGIÉS: L'ÉVOLUTION DE LA NOTION DE RÉFUGIÉ AU XXe SIÈCLE ; Reçu : 2 juin 2003 / Révisé : 13 juillet 2003 / Accepté : 7 septembre 2003 / Publié : 15 octobre 2003; page 69.

## Paragraphe 1: L'Exilé et le Réfugié:

L'Exil est un phénomène ancien qui a existé dès l'Antiquité classique jusqu'à nos jours.<sup>63</sup> A Rome, *exilium* désignait, à l'origine, l'éloignement volontaire de la cité, et devint ensuite une peine, équivalent pratiquement à la peine de mort. A l'époque d'Auguste s'ajouta la déportation, une condamnation à vivre dans un lieu reculé et isolé, mais, à la différence de l'exil, à l'intérieur des limites territoriales de l'empire. En tant que punition, l'exil existe, et est codifié juridiquement, même à l'époque moderne. Du point de vue juridique, il disparaît dans la plupart des codifications juridiques postérieures à la Révolution française<sup>64</sup>.

Fustel de Coulanges écrit: « Il fallait que la possession de la patrie fût bien précieuse; car les anciens n'imaginaient guère de châtement plus cruel que d'en priver l'homme. La punition ordinaire des grands crimes était l'exil. L'exil n'était pas seulement l'interdiction du séjour de la ville et l'éloignement du sol de la patrie; il était en même temps l'interdiction du culte; il contenait ce que les modernes ont appelé l'excommunication ».<sup>65</sup>

Selon le Grand Larousse Encyclopédique qui suggère les définitions suivantes: l'exil est : « une situation de quelqu'un qui est expulsé ou obligé de vivre hors de sa patrie ; lieu où cette personne réside à l'étranger » ; et une situation de quelqu'un qui est obligé de vivre ailleurs que là où il est habituellement, où il aime vivre ; ce lieu où il se sent étranger, mis à l'écart ». Pour le Grand Robert l'exil est : « L'action

---

<sup>63</sup> Maurizio Degl'Innocenti , "L'esilio nella storia contemporanea", in L'esilio nella storia del movimento operaio e l'emigrazione economica. Bari/Rome, 1992, 7-8.

<sup>64</sup> Fustel de Coulanges, Numa Denis. La Cité antique. III, XIII, cité dans Le Robert, 752.

<sup>65</sup> Bruno Groppo ; EXILÉS ET REFUGIÉS: L'ÉVOLUTION DE LA NOTION DE RÉFUGIÉ AU XXe SIÈCLE  
Reçu : 2 juin 2003 / Révisé : 13 juillet 2003 / Accepté : 7 septembre 2003 / Publié : 15 octobre 2003.

d'obliger quelqu'un à sortir de sa patrie, avec défense d'y rentrer; Etat de la personne ainsi « expatriée ». D'après ces définitions on peut déduire que l'exil est le fait d'être forcé de vivre, contre sa volonté, loin de sa partie.<sup>66</sup>

L'Exilé(e) c'est une personne qui vit territoire étranger non par libre choix, mais contre sa volonté, il aspire à restaurer son pays.<sup>67</sup>

Le concept d'"exil" est plus large que celui de "réfugié". Si l'exil est aussi, en règle générale, un réfugié (surtout un réfugié politique), le contraire n'est pas nécessairement vrai. On peut également noter que le concept d'exil est souvent politiquement significatif et implique une certaine obligation en exil, et une volonté de jouer un rôle actif (politique au sens large) pour mettre fin à la situation qui l'a conduit à quitter le pays. D'autre part, le réfugié peut avoir quitté son pays pour des raisons non liées à l'engagement politique ou à la participation; le simple fait d'appartenir à un groupe qui a été victime de discrimination, de persécution ou de danger peut expliquer son départ forcé. Ici aussi, il est une fois de plus impossible de distinguer clairement, parce que tout dépend vraiment de ce qui est considéré comme "politique."<sup>68</sup>

Quand nous parlons de réfugiés politiques, nous devons nous demander ce qu'est exactement le terme "politique". Ainsi, une distinction peut être faite entre les réfugiés politiques au sens étroit, qui a été forcés de quitter leur pays en raison de leurs opinions ou engagements politiques, et les réfugiés politiques au sens large.

---

<sup>66</sup> Ibid, page 69.

<sup>67</sup> Ibid, 72.

<sup>68</sup> Ibid, 73.

Tous ceux qui ont dû quitter leur pays pour des raisons purement non économiques ou personnelles (par exemple, à cause de la persécution, de la guerre, etc..).<sup>69</sup>

Les exilés cherchent le refuge dans des démocraties ; ils sont très rares qui cherchent le refuge dans des pays à régime dictatorial.

L'exilé peut progressivement s'éloigner de l'engagement politique qui était un atout exilé et finit par s'intégrer dans le pays d'accueil, devenant en quelque sorte un immigrant régulier. D'autre part, un migrant "économique" peut aller dans le sens contraire, se politiser à l'étranger, se battre et, s'il vient d'un pays dictatorial, s'exiler si ses activités acharnées dans le pays d'accueil lui empêchent de retourner dans le pays d'origine.<sup>70</sup>

## **Paragraphe 2: Personne déplacée et Réfugié:**

Selon l'article 2 du chapitre 1 de la directive 2001/55/CE du Conseil du 20 juillet 2001 relative à des normes minimales pour l'octroi d'une protection temporaire en cas d'afflux massif de personnes déplacées et à des mesures tendant à assurer un équilibre entre les efforts consentis par les États membres pour accueillir ces personnes et supporter les conséquences de cet accueil: «Personnes déplacées sont les ressortissants de pays tiers qui ont dû quitter leur pays ou région d'origine ou ont été évacués, notamment à la suite d'un appel lancé par des organisations internationales, dont le retour dans des conditions sûres et durables est impossible en raison de la situation régnante dans ce pays, et qui peuvent éventuellement relever

---

<sup>69</sup> Ibid, 70 -71.

<sup>70</sup> Ibid, p.70-71.

du champ d'application de l'article 1A de la convention de Genève ou d'autres instruments internationaux ou nationaux de protection internationale, et en particulier:

- i) Les personnes qui ont fui des zones de conflit armé ou de violence endémique;
- ii) Les personnes qui ont été victimes de violations systématiques ou généralisées des droits de l'homme ou sur lesquelles pèsent de graves menaces à cet égard. »<sup>71</sup>

« Afflux massif c'est l'arrivée dans la Communauté d'un nombre important de personnes déplacées, en provenance d'un pays ou d'une zone géographique déterminés, que leur arrivée dans la Communauté soit spontanée ou organisée. »<sup>72</sup>

La protection temporaire est donnée pour les personnes déplacées, et les offre des droits comme : la permission d'obtenir un titre de séjour, travailler, Accès à un logement adéquat, aide sociale lorsqu'ils n'ont pas les ressources adéquates, soins médicaux et accès à l'éducation et à la formation professionnelle.<sup>73</sup>

Cette protection est valable dans une durée de trois ans et pourrait être révoquée par l'UE à tout moment si elle estime que la situation dans le pays d'origine est de nouveau favorable.

---

<sup>71</sup> Article 2 du chapitre 1 de la directive 2001/55/CE du Conseil du 20 juillet 2001 relative à des normes minimales pour l'octroi d'une protection temporaire en cas d'afflux massif de personnes déplacées et à des mesures tendant à assurer un équilibre entre les efforts consentis par les États membres pour accueillir ces personnes et supporter les conséquences de cet accueil.

<sup>72</sup> Ibid.

<sup>73</sup> Amnesty International : [www.amnesty.fr/refugies-et-migrants/actualites/quest-ce-que-la-protection-temporaire-accordee-aux-personnes-fuyant-l-ukrain](http://www.amnesty.fr/refugies-et-migrants/actualites/quest-ce-que-la-protection-temporaire-accordee-aux-personnes-fuyant-l-ukrain) ; consulté le 14/12/2022 10:10.

Les "déplacés internes" sont ceux qui ont été forcés de quitter leur domicile pour des raisons de conflit armé ou d'autres situations de violence et qui restent à l'intérieur de leur pays, souvent dans des circonstances très difficiles. Bien que les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays ne soient soumises à aucun instrument juridiquement contraignant de portée universelle similaire à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, elles sont néanmoins protégées : en vertu du droit international des droits de l'homme et de la législation nationale, et dans les situations de conflit armé, en vertu du droit international humanitaire.<sup>74</sup>

Le droit humanitaire joue un rôle important dans la prévention des déplacements. Le déplacement des personnes est interdit à moins que la sécurité des civils ou des raisons militaires inévitables l'exigent. Les personnes sont protégées contre le déplacement et pendant le déplacement en tant que civils, à condition qu'elles ne soient pas directement impliquées dans les hostilités.<sup>75</sup>

Déplacement forcé : c'est le déplacement de personnes forcées ou forcées de fuir ou de quitter leur domicile ou leur lieu de résidence habituelle, notamment en raison de conflits armés, de violences généralisées, de violations des droits de l'homme ou de catastrophes naturelles ou d'origine humaine, ou pour éviter leurs effets.<sup>76</sup>

Les réfugiés et les personnes déplacées se sont des personnes qui ont été forcées de quitter leur pays d'origine à cause des persécutions, ou des guerres et des conflits,

---

<sup>74</sup> Comité International de la croix rouge : [www.icrc.org/fr/document/internally-displaced-persons-and-international-humanitarian-law](http://www.icrc.org/fr/document/internally-displaced-persons-and-international-humanitarian-law) ; consulté le 14/12/2022 10:20.

<sup>75</sup> Ibid.

<sup>76</sup> Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays, annexés à Commission des droits de l'homme des Nations Unies, Rapport du Représentant du Secrétaire général, M. Francis M. Deng, présenté conformément à la résolution 1997/39 de la Commission des droits de l'homme, Additif (11 février 1998), document de l'ONU E/CN.4/1998/53/Add.2, p. 6, paragraphe 2 de l'introduction.

ou des catastrophes qui menacent leur vie. Alors, ils sont devant une migration forcée.

Le statut de réfugié est donné d'une manière individuelle et prend du temps selon des critères et des examens alors dans le cas d'afflux massif de personnes déplacées la protection est donnée immédiatement et rapidement pour protéger et sauver les vies des personnes.<sup>77</sup>

Donc une personne déplacée bénéficie d'une protection temporaire alors qu'un réfugié bénéficie d'une protection internationale.

### **Paragraphe 3: Apatrides et Réfugiés:**

L'article 1 du Chapitre 1 de la Convention relative au statut des apatrides 1954 a défini le terme apatride est « une personne qu'aucun Etat ne considère comme son ressortissant par application de sa législation »<sup>78</sup>. L'apatride (en anglais Stateless Person) est une personne qui n'a pas une nationalité d'aucun pays. Certaines personnes naissent apatrides, et d'autres le deviennent.

Les apatrides sont privés d'identité juridique à la naissance, privés d'accès à l'éducation, aux soins médicaux, au mariage, à l'emploi pendant leur vie et même

---

<sup>77</sup> Article 2-a du Chapitre 1 de la directive 2001/55/CE du Conseil du 20 juillet 2001 relative à des normes minimales pour l'octroi d'une protection temporaire en cas d'afflux massif de personnes déplacées et à des mesures tendant à assurer un équilibre entre les efforts consentis par les États membres pour accueillir ces personnes et supporter les conséquences de cet accueil.

<sup>78</sup> Article 1 du Chapitre 1 de la Convention relative au statut des apatrides 1954.

privés de la dignité d'une sépulture officielle et d'un certificat de décès à leur mort. L'apatridie a transmis beaucoup à la génération suivante.<sup>79</sup>

Généralement, les gens gagnent automatiquement une nationalité à leur naissance, par leurs parents ou par le pays dans lequel ils sont nés. Quelques facteurs qui engendrent l'apatridie sont<sup>80</sup>:

- La discrimination fondée sur la race, l'appartenance ethnique, la religion, la langue ou le genre c'est le facteur le plus important. La non-inclusion de catégories spécifiques dans les organes des citoyens pour des raisons discriminatoires est liée à l'apatridie prolongé et généralisé dans le pays d'origine. En fait, la majorité des apatrides connus dans le monde sont des minorités. La discrimination fondée sur le sexe dans les lois sur la nationalité est une cause importante d'apatridie chez les enfants.
- Les lacunes dans les lois sur la nationalité. Si ces lois ne sont pas soigneusement rédigées et appliquées correctement, certaines personnes peuvent être exclues et se retrouvent apatrides.
- L'apparition de nouveaux États et les modifications des frontières.

La Convention de 1954 relative au statut des apatrides règlemente un statut juridique des personnes apatrides, les activités professionnelles, les mesures administratives et les avantages sociaux ; et la convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie qui retient des dispositions pour prévenir l'apatridie.

---

<sup>79</sup> UNHCR : [www.unhcr.org/ibelong/fr/quest-ce-que-lapatridie/](http://www.unhcr.org/ibelong/fr/quest-ce-que-lapatridie/) ; consulté le 14/12/2022 12:12.

<sup>80</sup> The UN Refugee Agency: [www.unhcr.org/ibelong/fr/quest-ce-que-lapatridie](http://www.unhcr.org/ibelong/fr/quest-ce-que-lapatridie), consulté le 15/12/2022 12:30.

Entre l'article 15 de la Déclaration universelle des droits de l'homme : « Tout individu a droit à une nationalité », les conventions et les traités internationaux qui traitent l'apatridie et les lois de la nationalité qui sont spécifiques dans chaque pays et ses intérêts ; l'apatridie persiste.

La nationalité est un lien juridique entre une personne et l'État. Elle procure aux individus un sentiment d'identité, mais surtout, elle leur permet d'exercer un large éventail de droits. Par conséquent, l'absence de toute nationalité ou apatridie peut être préjudiciable et, dans certains cas, avoir un impact dévastateur sur la vie des personnes concernées.<sup>81</sup>

La différence entre les apatrides et les personnes sans papier est le suivant : l'apatride comme on a déjà défini ce sont des personnes qui n'ont pas une nationalité tandis que les personnes sans papier n'ont pas un titre de séjour dans le pays où ils vivent. Ils ont la nationalité de leur pays d'origine.<sup>82</sup>

Les apatrides et les réfugiés ne pouvaient plus compter sur la protection de leur pays d'origine : certains n'étaient pas reconnus comme citoyens et d'autres étaient en danger. Les réfugiés peuvent aussi être apatrides lorsqu'on leur retire leur nationalité pour des motifs politiques ou parce qu'ils ont fui.<sup>83</sup>

---

<sup>81</sup> HCR, Protection des droits des apatrides La Convention de 1954 relative au statut des apatrides, septembre 2010, page 1.

<sup>82</sup> Human Rights : [www.humanrights.ch/fr/pfi/droits-humains/apatridie/apatrides-minorite-invisible](http://www.humanrights.ch/fr/pfi/droits-humains/apatridie/apatrides-minorite-invisible) ; consulté le 15/12/2022 12:08.

<sup>83</sup> Ibid.

L'apatridie est un problème qui doit être résolu par les Etats. Puisque la nationalité est un des droits naturels qui doit être acquis dès la naissance.

Le HCR est mandaté par l'Assemblée générale des Nations Unies pour identifier et protéger les apatrides, et prévenir et réduire le cas d'apatridie.

# **Partie 1 : Le Régime d'Asile Européen Commun et la crise des réfugiés**

Cette partie est divisée à 2 chapitres: dans le premier chapitre nous allons aborder le droit d'asile européen et le régime d'asile européen commun (RAEC) ; et dans le deuxième chapitre nous allons aborder la crise de réfugiés et les impacts de cette crise sur la démographie et l'économie de l'Union.

## **Chapitre 1 : Le régime d'asile européen commun (RAEC)**

L'asile est annoncé dans l'article 14 de la Déclaration Universelle des droits de l'homme et dans la Convention de Genève relative au statut de réfugiés 1951. Ses bases juridiques sont : le traité sur le fonctionnement de l'UE (TFUE) à son article 67, paragraphe 2, article 78, et article 80 ; et l'article 18 de la charte des droits fondamentaux de l'UE.<sup>84</sup>

Le régime d'asile doit être cohérent avec la Convention de 1951 et son protocole 1967. Ni le traité de l'Union ni la charte des droits fondamentaux de l'UE ne définissent les termes "asile" et "réfugié", mais se réfèrent explicitement à la convention de Genève et à son protocole.<sup>85</sup>

Le RAEC est ensemble des textes législatifs définissant des normes et procédures communes pour la protection internationale dans les États membres de l'UE, afin

---

<sup>84</sup> Georgiana Sandu, Politique d'asile, Parlement européen le 06/2022.

<sup>85</sup> Ibid.

d'offrir aux demandeurs et aux bénéficiaires un statut uniforme et une protection égale dans toute l'Union.<sup>86</sup>

Les accords de Schengen ont été créés en 1985, et ils ont été conçus pour créer un régime d'asile européen commun. La Convention de Dublin sur l'asile a été signée en 1990, qui a établi la règle du "guichet unique", ce qui signifie qu'un demandeur d'asile ne peut soumettre sa demande qu'à un seul pays de l'UE.<sup>87</sup>

L'UE vise à élaborer une politique commune en matière d'asile, de protection subsidiaire et de protection temporaire qui vise à offrir un statut approprié à tout ressortissant d'un pays tiers nécessitant une protection internationale et à assurer le respect du principe de non-refoulement.<sup>88</sup>

Dans ce chapitre qui comprend 2 sections on va discuter le RAEC ; dans la section 1 on va parler sur la naissance du RAEC dès l'année 1999 jusqu'à l'année 2005 et ses premières réformes alors que dans la section 2 on va parler sur le RAEC lors de la crise.

---

<sup>86</sup>Office Français de Protection des réfugiés et apatrides : [www.ofpra.gouv.fr/lofpra-et-lasile-en-europe](http://www.ofpra.gouv.fr/lofpra-et-lasile-en-europe) ; consulté le 19/01/2023 10:20.

<sup>87</sup> Béatrice MOREEL-FOFOU ; Le droit d'asile dans l'Union européenne ; Doctorante en 4ème année de thèse à l'Université Paris-Nanterre.

<sup>88</sup> Ibid.

## **Section 1 : Création des premières lois du RAEC et ses premières réformes**

La coopération intergouvernementale en matière d'asile entre les Etats membres de l'UE est annoncée dans le traité de Maastricht de 1993.<sup>89</sup>

Le traité d'Amsterdam prévoit le titre IV "Visas, asile, immigration et autres politiques relatives à la liberté de circulation des personnes". Le traité d'Amsterdam fait ainsi passer la politique d'asile du "troisième pilier", la coopération intergouvernementale, au "premier pilier" de la Communauté.<sup>90</sup>

L'UE a donc adopté une politique d'asile afin de parvenir à une véritable coordination du système. Le traité d'Amsterdam prévoit ensuite l'adoption de normes minimales en matière d'asile dans les cinq ans suivant son entrée en vigueur.<sup>91</sup>

En 1999, le Conseil européen s'est engagé à œuvrer à la mise en place d'un régime d'asile européen commun, fondé sur l'application intégrale et inclusive de la Convention de Genève.<sup>92</sup>

Alors la première phase du RAEC est de 1999 jusqu'à 2005, alors que la deuxième phase est de 2008 à 2013. Cette section est composée de 3 paragraphes : Paragraphe

---

<sup>89</sup> Georgina Sandu ; Politique d'asile ; Parlement Européen ; 06/2022.

<sup>90</sup> Deborah TEBOUL ; L'EVOLUTION DU REGIME D'ASILE EUROPEEN COMMUN ET SA CONFORMITE AUX DROITS FONDAMENTAUX ; Lex electronica, vol. 15.3 (printemps/Spring 2011) ; page 6-7.

<sup>91</sup> Ibid ; page 7.

<sup>92</sup> European Commission ; Common European Asylum System : [www.home-affairs.ec.europa.eu/policies/migration-and-asylum/common-european-asylum-system\\_en](http://www.home-affairs.ec.europa.eu/policies/migration-and-asylum/common-european-asylum-system_en) , consulté le 20/01/2023.

1 : le programme de Tampere ; Paragraphe 2 : Les Instruments Législatifs pour cette phase; et Paragraphe 3 : Les premières réformes.

### **Paragraphe 1 : Le Programme de Tampere :**

Le Conseil européen a tenu à Tampere une réunion spéciale les 15 et 16 octobre 1999 sur l'établissement d'une zone de liberté, de sécurité et de justice dans l'UE.

Le respect absolu du droit de demander d'asile est important pour l'UE et ses Etats membres ce qui réaffirme le conseil européen. Le Conseil européen convient que toutes les personnes ont le droit de demander l'asile et que nous devons œuvrer à la création d'un régime d'asile européen commun afin que personne ne soit renvoyé vers un lieu où il risque d'être persécuté ; c'est le principe de non-refoulement.<sup>93</sup>

À court terme, ce système comprendra une méthode claire et pratique pour déterminer quel pays est responsable de l'examen des demandes d'asile ; des normes communes pour des procédures d'asile équitables et efficaces ; doit inclure les exigences minimales et les rapprochements des règles. Reconnaissance et contenu de la reconnaissance du statut de réfugié. Elle devrait également être complétée par des mesures relatives aux formes accessoires de protection qui offrent un statut adéquat à toutes les personnes ayant besoin d'une telle protection. À cette fin, le Conseil est invité à adopter les décisions nécessaires, sur proposition de la Commission, selon le calendrier prévu par le traité d'Amsterdam et le plan d'action de Vienne. Le Conseil européen souligne l'importance de consulter le HCR et d'autres instances internationales au calendrier fixé par le traité d'Amsterdam et le

---

<sup>93</sup> Article 13 du titre II du CONSEIL EUROPEEN DE TAMPERE 15 ET 16 OCTOBRE 1999.

plan d'action de Vienne. Le Conseil européen souligne qu'il est important de consulter le HCR et d'autres organisations internationales.<sup>94</sup>

En fin de compte, les règles communautaires devraient conduire à une procédure d'asile commun et à un statut uniforme et valable dans toute l'UE pour les personnes éligibles à l'asile. La Commission a été invitée à produire un rapport dans ce domaine dans un délai d'un an.<sup>95</sup>

Le Conseil européen demande instamment au Conseil d'intensifier ses efforts pour parvenir à un accord sur la question de la protection temporaire des personnes déplacées, fondé sur la solidarité entre les États membres. Le Conseil européen estime qu'il devrait envisager de créer une forme de réserve financière pour la protection temporaire en cas d'afflux massif de réfugiés. La Commission a été invitée à envisager cette possibilité.<sup>96</sup>

Le Conseil européen demande instamment au Conseil d'achever rapidement ses travaux sur le système d'identification des demandeurs d'asile (Eurodac).<sup>97</sup>

Alors avec l'adoption du programme de Tampere en octobre 1999, le Conseil européen a décidé de mettre en place le système européen commun en deux phases: L'adoption de normes minimales communes à court terme devrait

---

<sup>94</sup> Ibid, Article 14.

<sup>95</sup> Ibid, Article 15.

<sup>96</sup> Ibid ; Article 16

<sup>97</sup> Ibid ; Article 17.

conduire à une procédure commune et à un statut normalisé pour les demandeurs d'asile, qui sont en vigueur à long terme dans toute l'Union.<sup>98</sup>

D'après ce programme, l'UE doit assurer un traitement équitable aux ressortissants de pays tiers qui résident légalement sur le territoire de ses Etats membres, devrait également favoriser la non-discrimination dans la vie économique, sociale et culturelle et mettre en place des mesures de lutte contre le racisme et la xénophobie.<sup>99</sup>

La Commission est invitée à présenter le plus rapidement possible des propositions de mise en œuvre de l'article 13 du traité du CE relatif à la lutte contre le racisme et la xénophobie. Le Conseil européen reconnaît la nécessité d'un rapprochement des législations nationales relatives aux conditions d'admission et de séjour des ressortissants de pays tiers, fondé sur une évaluation commune tant de l'évolution économique et démographique au sein de l'Union que de la situation dans les pays d'origine.<sup>100</sup>

## **Paragraphe 2 : Les Instruments Législatifs pour cette phase :**

Entre 1999 et 2005, six instruments législatifs établissant des normes minimales en matière d'asile ont été adoptés, sont : le règlement Eurodac, la directive sur la protection temporaire, la directive sur l'accueil des demandeurs d'asile, le règlement

---

<sup>98</sup> Georgina Sandu ; Politique d'asile; Parlement Européen 06/2022.

<sup>99</sup> Article 18 du titre III du CONSEIL EUROPEEN DE TAMPERE 15 ET 16 OCTOBRE 1999.

<sup>100</sup> Ibid ; Article 19.

de Dublin, la directive sur les qualifications et la directive sur les procédures d'asile.<sup>101</sup>

**a- Le règlement Eurodac:** soutient l'identification de l'État membre responsable en vertu du règlement de Dublin et permet aux autorités répressives d'accéder à la base de données de l'UE sur les empreintes digitales des demandeurs d'asile dans des circonstances très limitées afin d'éviter, détecter ou enquêter sur les crimes les plus graves, comme le meurtre et le terrorisme.<sup>102</sup>

**b- La Directive sur la protection temporaire (directive 2001/55/CE):** a été adoptée en 2001, suite au déplacement massif en Europe des conflits armés dans les Balkans occidentaux, en particulier de Bosnie-Herzégovine et du Kosovo. Cette directive permet aux États membres de l'UE de travailler rapidement pour accorder une protection et des droits aux personnes ayant besoin d'une protection immédiate, et pour empêcher le dumping des systèmes nationaux d'asile pour les arrivées massives des personnes déplacées. Mais elle reste inactive jusqu'à l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022, l'UE décide d'activer cette directive.<sup>103</sup>

**c- La directive sur l'accueil des demandeurs d'asile :** vise à assurer des normes communes de conditions d'accueil dans toute l'UE, comme le logement, la nourriture et les vêtements et l'accès aux soins de santé, à l'éducation ou à l'emploi dans certaines conditions, sont prévues pour les

---

<sup>101</sup> European Commission ; Common European Asylum System : [www.home-affairs.ec.europa.eu/policies/migration-and-asylum/common-european-asylum-system\\_en](http://www.home-affairs.ec.europa.eu/policies/migration-and-asylum/common-european-asylum-system_en) , consulté le 30/01/2023 12:23

<sup>102</sup> Ibid.

<sup>103</sup> Parlement Européen : [www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document/EPRS\\_BRI\(2022\)729331](http://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document/EPRS_BRI(2022)729331) ; consulté le 31/01/2023 10:23.

demandeurs d'asile à travers l'UE afin d'assurer un niveau de vie digne conformément à la Charte des droits fondamentaux.<sup>104</sup>

**d- Le règlement de Dublin II:** Le règlement de Dublin II adopté en 2003 établit qu'un seul État membre est responsable de l'examen d'une demande d'asile. Des critères objectifs et hiérarchiques sont établis pour déterminer l'État membre responsable, en fonction de la situation au moment de la première présentation de la demande. Les critères comprennent le principe de l'unité des familles, la délivrance de permis ou de visas, l'entrée illégale ou légale dans un État membre, et la demande dans une zone de transit d'un aéroport. Le règlement vise à empêcher le retour des demandeurs d'asile d'un pays à l'autre et à éviter les abus du système.<sup>105</sup>

1. *Principe de l'unité des familles:* Pour les mineurs non accompagnés, l'État membre où la famille est présente est responsable de la demande d'asile, sous réserve des intérêts du mineur. Pour les majeurs, si un membre de la famille a déjà le statut de réfugié ou si la demande a été traitée, l'État membre concerné est responsable de la demande si une partie le souhaite. Les demandes d'asile de plusieurs familles peuvent être examinées ensemble.
2. *Délivrance de permis ou de visas:* Si un demandeur d'asile possède un permis de séjour ou un visa valide, l'État membre qui l'a délivré est responsable de l'examen de la demande. Si le demandeur possède plusieurs permis ou visas, l'État membre responsable de la demande d'asile délivrera le document ayant la durée de validité la plus longue.

---

<sup>104</sup> European Commission ; Common European Asylum System : [www.homeaffairs.ec.europa.eu/policies/migration-and-asylum/common-european-asylum-system\\_en](http://www.homeaffairs.ec.europa.eu/policies/migration-and-asylum/common-european-asylum-system_en) consulté le 30/01/2023 10:25.

<sup>105</sup> European Union : [www.eur-lex.europa.eu](http://www.eur-lex.europa.eu) , consulté le 1/02/2023 14:12.

3. *Entrée illégale ou séjour dans un État membre*: Si le demandeur est entré illégalement sur le territoire d'un État membre, c'est cet État qui est responsable de l'examen de sa demande. Si le demandeur réside légalement dans un État membre depuis au moins 5 mois, c'est cet État qui est responsable. Si le demandeur a vécu dans plusieurs États membres pendant au moins 5 mois, c'est l'État membre où il a résidé le plus récemment qui est responsable.
4. *Entrée légale dans un État membre*: Si un ressortissant d'un pays tiers demande l'asile dans un État membre qui n'exige pas de visa, l'État membre dans lequel la demande a été introduite est responsable.
5. *Demande dans une zone de transit international d'un aéroport*: Si un ressortissant d'un pays tiers demande l'asile dans la zone de transit international d'un aéroport d'un État membre, il est responsable de l'examen de la demande.

**e- La directive sur les qualifications**: L'objectif principal de la présente directive est, d'une part, de garantir que tous les États membres appliquent des critères communs pour l'identification des personnes ayant réellement besoin d'une protection internationale et, d'autre part, d'assurer un niveau minimal de prestations pour ces personnes dans tous les États membres.<sup>106</sup>

**f- La directive sur les procédures d'asile** : a pour objet d'établir des normes minimales concernant la procédure d'octroi et de retrait du statut de réfugié dans les États membres.<sup>107</sup>

---

<sup>106</sup> Directive Qualification, Directive 2004/83/CE du Conseil du 29 avril 2004 ; Article 6.

<sup>107</sup> Article 1 du Chapitre 1 DIRECTIVE 2005/85/CE DU CONSEIL du 1er décembre 2005 relative à des normes minimales concernant la procédure d'octroi et de retrait du statut de réfugié dans les États membres ; sur le Journal Officiel de l'UE.

### **Paragraphe 3 : Les premières réformes:**

Après l'achèvement de la 1<sup>ère</sup> phase, une période de réflexion a été nécessaire pour déterminer l'orientation du RAEC. La situation dans les États de l'UE était encore trop variée et les niveaux de protection encore pas assez fort.<sup>108</sup>

Le programme de La Haye a fixé comme objectifs du RAEC dans sa deuxième phase l'établissement d'une procédure d'asile commune et d'un statut uniforme pour ceux qui reçoivent l'asile ou la protection subsidiaire, ainsi que le renforcement de la coopération pratique entre les administrations nationales d'asile et la dimension extérieure de l'asile.<sup>109</sup>

Cela a conduit à la présentation, en juin 2008, Plan D'action en Matière d'Asile de la Commission européenne en matière d'asile, qui a jeté les bases d'un système de normes de protection communes et uniformes.<sup>110</sup>

Le Plan d'Action en Matière d'Asile propose la mise en place d'un RAEC qui garantirait l'accès à la protection pour ceux qui en ont besoin et offrirait une procédure commune pour prendre des décisions équitables, efficaces et de qualité. Le RAEC inclurait également des statuts uniformes pour l'asile et la protection subsidiaire, ainsi que des mesures pour prendre en compte les besoins spécifiques des groupes vulnérables, intensifier la coopération pratique et promouvoir la

---

<sup>108</sup> European Commission ; Common European Asylum System : [www.home-affairs.ec.europa.eu/policies/migration-and-asylum/common-european-asylum-system\\_en](http://www.home-affairs.ec.europa.eu/policies/migration-and-asylum/common-european-asylum-system_en) consulté le 30/01/2023 12 :13.

<sup>109</sup> Commission Des Communautés Européennes ; Plan D'action En Matière D'asile Une Approche Intégrée de la Protection Au Niveau de l'Union ; Bruxelles, le 17.6.2008 COM (2008) 360 final ; p.2.

<sup>110</sup> European Commission ; Common European Asylum System : [www.home-affairs.ec.europa.eu/policies/migration-and-asylum/common-european-asylum-system\\_en](http://www.home-affairs.ec.europa.eu/policies/migration-and-asylum/common-european-asylum-system_en) consulté le 30/01/2023 08:30.

solidarité. En outre, le RAEC devrait être cohérent avec d'autres politiques ayant un impact sur la protection internationale, telles que la protection des frontières et la lutte contre l'immigration clandestine et le retour.<sup>111</sup>

Les instruments législatifs de la première phase sont considérés comme une réalisation importante et qui met les bases de la deuxième phase du RAEC. La Commission européenne proposera des amendements à la législation existante et envisagera de nouveaux instruments ; et elle continuera à veiller à ce que les réglementations applicables soient correctement mises en œuvre et respectées.<sup>112</sup>

Les principales directives et règlements qui composent cette phase notamment sont:<sup>113</sup>

**a- La directive "qualification" révisée:** indique les raisons de l'octroi de la protection internationale. La protection accordée pourrait être le statut de réfugié, conformément à la Convention de Genève 1951, ou une protection supplémentaire, si une personne ne satisfait pas aux exigences de reconnaissance en tant que réfugié, mais exprime des craintes de préjudice grave si elle est renvoyée. Elle améliore également l'accès de ces personnes protégées aux droits sociaux et aux mesures d'intégration.

**b- La directive "procédures" révisée:** établit des délais pour que les États membres répondent aux demandes de protection et vise à améliorer la qualité

---

<sup>111</sup> Commission Des Communautés Européennes ; Plan D'action En Matière D'asile Une Approche Intégrée de la Protection Au Niveau de l'Union ; Bruxelles, le 17.6.2008 COM (2008) 360 final ; p.3-4.

<sup>112</sup> Ibid ; p.4.

<sup>113</sup> Office Français de Protection des réfugiés et apatrides : [www.ofpra.gouv.fr/lofpra-et-lasile-en-europe](http://www.ofpra.gouv.fr/lofpra-et-lasile-en-europe) ; consulté le 19/01/2023 09:34.

de ces procédures. Elle introduit également de nouvelles garanties procédurales, telles que la présence d'un tiers aux côtés du demandeur et la possibilité d'avoir un agent de protection et un interprète du même sexe, ainsi que l'enregistrement de l'entretien. Les demandeurs considérés comme des "personnes vulnérables", tels que les mineurs non accompagnés et les victimes de torture, bénéficient de mesures spéciales pour leur permettre d'expliquer les raisons de leur demande dans les meilleures conditions.

**c- La directive "accueil" révisée :** vise à encadrer l'accueil des demandeurs d'asile dans l'UE en garantissant un accès similaire à un logement, des conditions de vie et une assistance sociale. Elle prévoit une évaluation des besoins spécifiques des personnes vulnérables et réglemente strictement la détention des demandeurs d'asile, qui ne devrait être utilisée qu'en dernier recours.

**d- Le règlement du Dublin III :** adopté en 2013, améliore la procédure de détermination de la responsabilité des États membres pour les demandes d'asile et renforce les garanties pour les demandeurs d'asile dans ce cadre. Il prévoit des garanties procédurales, des critères de décision, des procédures de transfert/de nouveau procès, des voies de recours, des conditions de détention et des échanges d'informations entre les États membres. Le règlement crée également un système de détection précoce des problèmes pouvant perturber le système d'asile ou d'accueil du pays, permettant d'intervenir sur des causes structurelles avant que la situation ne se dégrade en crise.

**e- Le règlement Eurodac révisé :** adopté en 2013, réglemente le fonctionnement des systèmes informatisés permettant la comparaison d'empreintes digitales pour aider les États membres à déterminer la responsabilité de l'examen des demandes de protection internationale dans le

système de Dublin. La base de données rassemble les empreintes digitales des demandeurs d'asile de plus de 14 ans et de ceux qui ont été arrêtés illégalement de l'autre côté de la frontière. Les révisions accordent l'accès à la base de données aux services de police et de renseignement des États membres ainsi qu'à Europol, dans des circonstances strictement limitées, dans le but de prévenir et de combattre la criminalité grave et le terrorisme.

La Commission a présenté un ensemble de lois européennes réformées en matière d'asile, qui ont été achevées en 2013. Parmi les nouveautés, le Bureau européen d'appui en matière d'asile a été créé spécifiquement pour aider les États membres à mettre en œuvre le droit d'asile de l'UE et pour renforcer la coopération pratique.<sup>114</sup>

## **Section 2 : Le RAEC et la crise de réfugiés :**

L'arrivée plus de millions personnes d'une façon irrégulière en Europe en 2015; qui sont des Syriens, Afghans, Irakiens, Pakistanais et autres nationalités; ce qui cause une crise. Cette dernière révèle les faiblesses du RAEC.

On va diviser cette section en 2 paragraphes: le premier: Le RAEC lors de la crise et le deuxième: Les propositions législatives de la réforme d'asile en UE.

### **Paragraphe 1 : Le RAEC lors de la crise :**

En 2015, le nombre sans précédent d'arrivées de réfugiés et de migrants irréguliers à l'UE a mis en évidence une série de lacunes dans les politiques de l'Union en

---

<sup>114</sup> European Commission ; Common European Asylum System : [www.home-affairs.ec.europa.eu/policies/migration-and-asylum/common-european-asylum-system\\_en](http://www.home-affairs.ec.europa.eu/policies/migration-and-asylum/common-european-asylum-system_en) consulté le 30/01/2023 11:11.

matière d'asile. Ainsi, en 2016, la Commission a proposé 7 législations pour arriver à une politique d'asile pleinement efficace, juste et humaine, capable de fonctionner même pendant les périodes de forte pression migratoire.<sup>115</sup>

En 2017, le Parlement européen et le Conseil sont parvenus à un large accord politique sur cinq des sept propositions, à savoir la création d'une Agence Européenne pour l'asile, la réforme d'Eurodac, la révision de la directive européenne sur l'accueil, le règlement sur la réhabilitation et le cadre de réinstallation. Toutefois, le Conseil n'est pas parvenu à une position commune sur la réforme du système de Dublin et du règlement relatif aux procédures d'asile.<sup>116</sup>

En réponse à la pression migratoire depuis 2014, la Commission européenne a proposé en mai 2015 l'Agenda européen sur les migrations qui prévoyait plusieurs mesures pour faire face à cette situation, notamment le système "hotspot" partagé par l'EASO, l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, et Europol pour identifier et enregistrer rapidement les migrants. L'approche hotspot devait également contribuer à la mise en œuvre de mécanismes de relocalisation d'urgence pour un total de 160 000 personnes ayant besoin d'une protection internationale. Toutefois, les taux de réinstallation sont plus faibles que prévu et la mise en œuvre des réinstallations est lente.<sup>117</sup>

L'Agenda Européen des migrations comprend également d'autres mesures de réforme du RAEC, qui ont été présentées dans deux séries de propositions législatives en mai et juillet 2016 et discutées par le Parlement et le Conseil jusqu'à

---

<sup>115</sup> Ibid.

<sup>116</sup> Ibid.

<sup>117</sup> Ibid.

la fin de la session parlementaire, qui s'est terminée en mai 2019. Toutefois, aucune loi législative n'a été adoptée en raison du blocage de dossiers au Conseil ou de dossiers en instance en raison du blocage des dossiers pertinents. Cette série d'initiatives législatives vise, entre autres, à améliorer ces normes en proposant des règlements directement applicables plutôt qu'en élaborant des directives (à l'exception des dispositions relatives aux conditions d'accueil, qui continueront à être couvertes par une directive et doivent être transposées dans une législation nationale). Elle couvre des différents aspects, notamment :<sup>118</sup>

- Simplification, clarification et accélération de la procédure d'asile, garanties communes pour les demandeurs d'asile, et application de dispositions anti-abus plus strictes, y compris une liste commune de pays d'origine sûrs.
- Plus grande convergence des taux de reconnaissance et des formes de protection pour les personnes éligibles à la protection internationale, y compris des dispositions plus restrictives punissant la circulation des demandeurs secondaires et un réexamen obligatoire de la situation.
- Transformation de l'EASO en une agence à part entière de l'Union, AEUA, pour faciliter le fonctionnement du RAEC et assurer la convergence de l'examen des demandes d'asile dans l'Union.
- Révision de la base de données de l'Union contenant les empreintes digitales des demandeurs d'asile pour inclure également les données à caractère personnel des ressortissants de pays tiers qui se trouvent en situation irrégulière dans l'Union, permettant aux organismes d'application

---

<sup>118</sup> Ibid.

- de la loi d'y accéder et de consigner les empreintes digitales des enfants de 6 ans pour faciliter la réunification des familles et la surveillance.
- Réforme du règlement de Dublin pour établir des critères pour déterminer l'État membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale, tout en complétant les critères actuels du système de Dublin par un mécanisme d'attribution corrective.

## **Paragraphe 2 : Les propositions législatives de la réforme d'asile en UE:**

La crise migratoire a mis en évidence la nécessité de réformer les règles d'asile de l'UE. Les demandeurs d'asile ne sont pas traités de manière uniforme dans l'UE et la proportion de décisions d'asile positives varie également considérablement d'un pays à l'autre. En conséquence, les demandeurs d'asile se déplacent à travers l'Europe et demandent l'asile dans des pays où ils estiment avoir plus de chances de bénéficier de la protection internationale.<sup>119</sup>

Dans le cadre d'une réforme plus large des règles de l'UE en matière de migration et d'asile, la Commission européenne a proposé le 23 septembre 2020 un « pacte sur la migration et l'asile ». Ce pacte modifie les textes composant le RAEC afin de réformer la politique migratoire de l'UE, après plusieurs tentatives infructueuses depuis 2015.<sup>120</sup>

---

<sup>119</sup> Béatrice MOREEL-FOFOU ; Le droit d'asile dans l'Union européenne ; Doctorante en 4ème année de thèse à l'Université Paris-Nanterre.

<sup>120</sup> Ibid.

Les objectifs de la réforme du RAEC sont les suivants<sup>121</sup> :

- Élaborer un cadre commun qui contribue à l'approche globale de la gestion de l'asile migration;
- Créer un système plus efficace et résilié pour les pressions migratoires ;
- Suppression des attractions et des mouvements secondaires ;
- La lutte contre les abus afin de mieux soutenir les États membres les plus touchés.

Les propositions législatives examinées visent à<sup>122</sup> :

1. Le remplacement du système de Dublin par un nouveau système de gestion de l'asile et de la migration qui : établira une gouvernance mondiale au niveau de l'UE pour assurer une meilleure gestion et mise en œuvre des politiques ;
2. adopter des mesures temporaires et extraordinaires pour faire face aux situations de crise et de force majeures dans le domaine de la migration et de l'asile<sup>123</sup>: le nouvel instrument couvrira les cas exceptionnels de flux à grande échelle de ressortissants de pays tiers ou d'apatrides arrivant irrégulièrement dans un pays de l'UE de taille et de nature, de sorte que<sup>124</sup>: rendre inopérant le système d'asile, d'accueil ou de retour d'un État membre ; elle peut avoir de graves conséquences pour le fonctionnement du système européen commun d'asile et du système européen de gestion des migrations;

---

<sup>121</sup> Ibid.

<sup>122</sup> Ibid

<sup>123</sup> Béatrice MOREEL-FOFOU ; Le droit d'asile dans l'Union européenne ; Doctorante en 4ème année de thèse à l'Université Paris-Nanterre.

<sup>124</sup> Conseil Européen Conseil de l'Union Européen ; en ligne : [www.consilium.europa.eu/fr/policies/eu-migration-policy/eu-asylum-reform/](http://www.consilium.europa.eu/fr/policies/eu-migration-policy/eu-asylum-reform/) ; consulté le 09/02/2023 10:21.

l'impossibilité d'appliquer le système européen commun d'asile et le système européen de gestion des migrations.

En outre, le règlement proposé traite des cas de force majeure, comme la pandémie de COVID-19, qui survient dans le domaine de la gestion de l'asile et de la migration au sein de l'UE. Il prévoit l'adaptation nécessaire aux règles de l'UE en matière de procédures d'asile et de retour et aux mécanismes de solidarité prévus dans le nouveau règlement sur l'asile et la gestion de la migration. L'instrument de crise proposé prévoit un nouveau statut de protection immédiate pour les personnes fuyant les conflits armés en situation de crise.<sup>125</sup>

3. Renforcer la réglementation de l'UE afin d'améliorer la base de données européennes des empreintes digitales des demandeurs d'asile et des migrants irréguliers<sup>126</sup> : La réforme proposée du règlement Eurodac vise à: améliorer le système en recueillant plus de données, comme des images faciales; étendre son champ d'application pour inclure les données sur les ressortissants de pays tiers résidant illégalement dans l'UE qui n'ont pas demandé l'asile ; simplifier l'accès aux services d'application de la loi ; recommandation sur le contrôle et la détection des mouvements non autorisés au sein de l'UE.<sup>127</sup>
4. Création d'une véritable agence d'asile de l'Union européenne : Le 19 janvier 2022, l'Agence de l'Union européenne pour l'asile a remplacé le Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO). La nouvelle agence est chargée d'améliorer le fonctionnement du système européen commun d'asile en:

---

<sup>125</sup> Ibid.

<sup>126</sup> Béatrice MOREEL-FOFOU ; Le droit d'asile dans l'Union européenne ; Doctorante en 4ème année de thèse à l'Université Paris-Nanterre.

<sup>127</sup> Conseil Européen Conseil de l'Union Européen ; en ligne : [www.consilium.europa.eu/fr/policies/eu-migration-policy/eu-asylum-reform/](http://www.consilium.europa.eu/fr/policies/eu-migration-policy/eu-asylum-reform/) ; consulté le 09/02/2023 12:21.

renforcement de l'assistance opérationnelle et technique aux Etats membres ; promouvoir la cohérence dans l'examen des demandes de protection internationale. Le 9 décembre 2021, le Conseil a adopté le règlement qui transforme l'EASO en une agence européenne à part entière. Il s'agit d'une étape importante dans la modernisation des pratiques d'asile et d'accueil dans l'UE. La nouvelle législation renforce le soutien de l'Agence à la coopération entre les États membres et les pays tiers.<sup>128</sup>

5. Un nouveau règlement sur le filtrage: son objectif est d'assurer l'identification rapide de la procédure correcte applicable à toute personne entrant dans l'UE sans répondre aux exigences d'entrée requises. Il s'applique également aux personnes qui : ne remplissent pas les conditions requises pour entrer dans l'Union européenne, demandent une protection internationale lors des contrôles aux frontières; débarquent pendant les opérations de recherche et de sauvetage en mer; et ils ont été arrêtés dans le territoire s'ils ont échappé aux contrôles aux frontières extérieures. Le filtrage comprendra des contrôles d'identification, de santé et de sécurité, ainsi qu'un relevé d'empreintes digitales et l'enregistrement dans la base de données Eurodac. Il devrait être réalisé à proximité des frontières extérieures sur une période maximale de cinq jours. À la fin du filtrage, toutes les personnes concernées feront l'objet de la procédure concernée: asile ou retour, à la frontière ou loin de la frontière.<sup>129</sup>
6. Une procédure d'asile commune : la proposition législative vise à remplacer la directive par un règlement établissant par une procédure commune en matière de protection internationale. Le projet de règles : remplacer les différentes procédures actuellement en place dans les États membres par des

---

<sup>128</sup> Ibid

<sup>129</sup> Ibid.

procédures plus simples, améliorer la protection des droits des demandeurs et des personnes vulnérables, introduire des règles plus strictes pour prévenir les abus et permettre un examen plus rapide des demandes pour certaines raisons.<sup>130</sup>

7. Des règles uniformes pour les demandes d'asile : L'objectif est que toutes les demandes d'asile soient traitées de la même manière dans l'ensemble des États membres. Le projet de règles définit : les critères communs d'identification des personnes ayant réellement besoin d'une protection internationale; les droits communs de ces personnes dans tous les États membres.<sup>131</sup>

8. De meilleures conditions d'accueil : L'objectif premier de la proposition législative est de fournir des conditions d'accueil uniformes à tous les demandeurs d'asile, afin qu'ils puissent bénéficier de meilleures conditions de vie comparables dans toute l'UE. Les règles proposées prévoient : une définition commune des conditions d'accueil de tous les demandeurs d'asile; le droit des demandeurs d'asile à travailler au plus tard neuf mois après la présentation de leur demande; le droit des mineurs à l'éducation et la nécessité de nommer un tuteur pour les mineurs non accompagnés.

Le deuxième objectif principal du projet est de réduire le mouvement secondaire des demandeurs d'asile par des restrictions géographiques. Le projet de règlement vise à : limiter l'accès aux conditions d'accueil pour l'État membre responsable de la demande d'asile; limiter la fourniture de documents de voyage, sauf pour des raisons humanitaires graves; permettre aux États

---

<sup>130</sup> Ibid.

<sup>131</sup> Ibid.

membres de limiter la présence du demandeur à une zone géographique spécifique.<sup>132</sup>

9. Un nouveau cadre de l'UE pour la réinstallation : Il est destiné à remplacer les actuels programmes de réinstallation ad hoc de l'UE. Le cadre de réinstallation de l'UE vise à : fournir des voies légales et sûres à l'UE et réduire le risque d'accès informel à grande échelle à long terme; élaborer des règles communes pour la réinstallation et l'acceptation humanitaire; contribuer aux initiatives mondiales de réinstallation et d'assimilation humaine; soutenir les pays tiers qui accueillent de nombreuses personnes nécessitant une protection internationale.<sup>133</sup>

## **Chapitre 2 : La crise des réfugiés et ses impacts**

Dans ce chapitre, on va définir et discuter la crise de réfugiés et ses impacts sur la démographie et l'économie de l'union.

### **Section 1 : La crise des réfugiés**

Dans cette section, on va présenter les protections de réfugiés dès les guerres mondiales jusqu'à nos jours ; définir la crise et les causes pour l'accueil des réfugiés. Pour cela, on va composer cette section en 3 paragraphes : paragraphe 1: Définition de la crise des réfugiés et les réfugiés en Europe ; paragraphe 2: Les crises des réfugiés après la guerre froide ; paragraphe 3 : Les causes pour accueillir l'UE.

---

<sup>132</sup> Ibid.

<sup>133</sup> Ibid.

## **Paragraphe 1 : Définition de la crise des réfugiés et les réfugiés en Europe:**

Tout d'abord ; nous définirons le sens d'une crise : Une situation est décrite comme une crise si elle a des caractéristiques jugées anormales sur une période donnée et si, au cours de cette période, les outils réglementaires existants se révèlent insuffisants. La notion de la crise s'oppose en principe à celle de la normalité.<sup>134</sup>

Un grand nombre de personnes ayant besoin d'une protection internationale viennent demander l'asile dans l'UE. Cette protection est accordée à ceux qui fuient leur pays d'origine et qui ne peuvent y retourner par crainte fondée de persécution ou de risque de préjudice grave.<sup>135</sup>

L'Europe a été la destination de beaucoup de personnes qui ont besoin de la protection. L'idée de protéger les personnes est développée et changée au fil de temps. Si on regarde dès l'année 1920 jusqu'à nos jours, on peut déduire les 5 périodes suivantes<sup>136</sup>:

- 1920-1930 : Elle est généralement décrite d'une perspective juridico-administrative. C'est l'époque de la déconstruction des grands empires austro-hongrois turcs, de la construction d'états-nations, de nouvelles frontières déplacement de peuples, échanges de groupes de personnes entre

---

<sup>134</sup> Thierry Tardy; Chapitre 1. Introduction à la gestion de crise; cairn.info ; Dans Gestion de crise, maintien et consolidation de la paix ; 2009 ; de p.13 à 34.

<sup>135</sup> Commission Européen ; l'UE et la crise migratoire ; Union européenne ; 2017, p.1à 4.

<sup>136</sup> Jean-Yves Carlier et Sylvie Sarolea ; Droit d'asile et des réfugiés : <https://courses.edx.org/courses/course-v1:LouvainX+Louv21x+1T2021/course/> , le 02/01/2023 10:19.

- la Grèce et la Turquie par exemple selon le traité de Lausanne. Des dispositions administratives ont été adoptées. Le but est de donner un document aux gens. Ils reçoivent un nouveau document s'ils n'ont plus de passeport. Fridtjof Nansen est l'un de ses grands initiateurs et réfléchit à la grande migration qui a suivi la révolution soviétique de 1917. Les Russes blancs se sont échappés en masse dans les pays nordiques.
- La deuxième période va de 1935 à 1938 : Ce n'est plus seulement l'approche juridique (donner un document), c'est une approche collective. On protège des groupes de personnes. Il s'agit notamment de la montée des conflits entre la France et l'Allemagne, et des réfugiés de Sarre ou des Sudètes (évoqués par le réalisateur allemand Edgar Ritz dans *Heimat*). Les Sudètes sont protégés en tant que groupe, en tant qu'entité.
  - La troisième période va de 1938 à 1950 : De plus en plus de gens fuient l'Allemagne nazie. La frontière sera fermée. Une personne n'est plus protégée, simplement parce qu'elle appartient au groupe (par exemple, le groupe juif). Mais nous allons regarder la crainte, personnelle. C'est une approche individuelle des craintes de persécutions de chaque personne.
  - Le quatrième mandat commence en 1951. C'est la Convention de Genève 1951. Cette définition de réfugié individuel y est consacrée. C'est la définition qui s'applique encore aujourd'hui.
  - La cinquième période depuis les années 1970. Les dictatures d'Amérique du Sud et les boat-people d'Asie du Sud-Est ont donné lieu à d'importants flux de demandeurs d'asile. On a réintroduit des protections de groupes de personnes.

Crise de réfugié ; crise migratoire ; crise de migrants ; crise d'accueil sont des noms différents, mais ils se propagent dans une même direction.

La crise migratoire en Méditerranée et en mer Égée est caractérisée par l'afflux de migrants en provenance d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, qui tentent principalement d'atteindre les pays membres de l'Union européenne par voie maritime. Les chiffres des entrées par la mer montrent une multiplication par presque 5 en 2015, marquant ainsi la crise, avant de diminuer considérablement en 2016 et de rester en dessous du total de 2014 à partir de 2017. La manière dont cette migration se déroule est à la fois agressive, avec des arrivées sur des bateaux précaires, et excitante. Malgré les efforts de secours, le nombre de victimes reste élevé, contribuant à la perception de la crise. Les acteurs impliqués dans cette crise incluent les passeurs et les trafiquants d'êtres humains, les ONG et les pays concernés, notamment ceux qui ferment leurs ports. La crise migratoire ne peut être réduite à des chiffres, car elle englobe divers éléments tels que le milieu, les destinations des migrants, les différents acteurs et les réactions des États affectés. Les chiffres des demandes de protection et des admissions montrent que seule une partie des personnes qui entrent obtiennent l'asile, posant ainsi le problème du retour pour ceux dont la demande est rejetée. Les conditions de séjour des migrants en situation irrégulière sont préoccupantes, avec des zones surpeuplées et des camps qui sont perçus négativement par la population des États membres. Enfin, il est important de noter que les attentats de Paris en novembre 2015 ont eu lieu la même année que le pic d'acceptation des demandes d'asile, soulignant ainsi un autre aspect

de la crise migratoire lié à la situation des communautés européennes et des États face à ce phénomène.<sup>137</sup>

À la fin de 2016, près de 5,2 millions de réfugiés et de migrants ont atteint les côtes européennes, effectuant des voyages périlleux depuis la Syrie, l'Irak, l'Afghanistan et d'autres pays déchirés par la guerre et la persécution.<sup>138</sup>

Des milliers de personnes ont perdu la vie ou ont disparu depuis 2015, et un nombre croissant de femmes et d'enfants non accompagnés continuent de faire voyages périlleux à la recherche de sécurité. En 2021, plus de 114 000 personnes ont risqué leur vie pour atteindre l'Europe par la mer; plus de 3 200 d'entre elles sont mortes ou portées disparues.<sup>139</sup>

## **Paragraphe 2 : Les crises des réfugiés après la guerre froide :**

La crise de réfugiés dans l'UE est un problème récurrent depuis plusieurs décennies. Dès la fin de la guerre froide jusqu'à nos jours les conflits et les guerres n'ont pas cessé.

1. Les guerres du Balkans : Dans les années 1990, les Balkans connaissent une crise sans précédent, avec la crise en Yougoslavie et la guerre en Bosnie, puis la guerre du Kosovo. Ce qui provoque des nombreux de réfugiés et de personnes déplacées.

---

<sup>137</sup> Jean-François Guilhaudis, L'Union européenne et ses États membres face à la "crise migratoire", Paix et sécurité européenne et internationale, 14 Janvier 2020.

<sup>138</sup> UNHCR : [www.unrefugees.org/emergencies/refugee-crisis-in-europe/](http://www.unrefugees.org/emergencies/refugee-crisis-in-europe/) ; consulté le 17/02/2023 17:09

<sup>139</sup> Ibid.

La guerre de Bosnie 1990-1995 est responsable des mouvements de populations qui touchent 1,2 million personnes de citoyens de la Bosnie-Herzégovine se sont réfugiés à l'étranger. Et plus d'un million de personnes sont en fuite ou « déplacées » à l'intérieur du territoire bosniaque. Selon le HCR: Bosniaques "déplacés" dans la région de l'ex-Yougoslavie 1870000 en décembre 1992: 800000 personnes en Bosnie-Herzégovine, 627000 en Croatie, 423000 en Serbie, et plus de la moitié en Allemagne ont été exilés dans un pays autre que ceux résultant du démembrement de l'ex-Yougoslavie, 581000 à la même date.<sup>140</sup>

L'éclatement de la Yougoslavie et la tragédie qui l'accompagne, la guerre et ses réfugiés, un grand défi à l'Europe. Pour la première fois depuis 45 ans (la fin de la 2ème guerre mondiale), la guerre n'est pas en Asie ou en Moyen Orient, mais sur son propre sol.<sup>141</sup>

D'après ces événements, l'UE a élaboré la « directive de la protection temporaire » en 20 juillet 2001 qui donne la protection temporaire dans le cas d'un afflux massif des personnes déplacées ; mais cette directive n'est pas mise en œuvre.

2. Les guerres en Irak et en Afghanistan: Les Afghans représentent la 3ème nationalité la plus nombreuse sous la protection du HCR. La communauté Afghans représente 11% de l'ensemble des réfugiés dans le monde. Le nombre de réfugiés afghans dans le monde a progressivement augmenté au

---

<sup>140</sup> Joseph Krulić, Les guerres dans l'ancienne Yougoslavie et les mouvements de réfugiés ; Dans Migrations Société 2015/2 (N° 158), pages 93 à 108.

<sup>141</sup> Mirjana Morokvasic ; La guerre et les réfugiés dans l'ex-Yougoslavie ; Revue Européenne des Migrations Internationales ; Année 1992, 8-2 pp. 5-25 ; p.22.

cours des années 1980, atteignant un sommet de plus de 6,3 millions en 1990-1991, au moment de la guerre civile qui a suivi le retrait des troupes soviétiques du pays. Il a diminué depuis le milieu des années 1990 et, depuis les années 2000, il est demeuré entre 2 et 3 millions. Il faut noter que l'ensemble des pays européens n'accueillent que 12,8% des Afghans sous protection du HCR.<sup>142</sup>

La guerre américaine contre l'Irak en mars 2003 a déplacé plus de 4 millions de personnes, 2,2 millions en Irak et 1,8 million en dehors du pays, principalement dans les pays voisins: la Syrie (1,2 à 1,5 million). D'autres ont également émigré en Turquie et en Iran, et les pays occidentaux ont reçu une petite partie des réfugiés, principalement aux États-Unis, au Canada, en Australie, en Finlande et en Suède.<sup>143</sup> En 2015, les réfugiés irakiens sont 4.1 millions.<sup>144</sup>

3. Le printemps d'arabe : c'est ensemble des révolutions dans la région arabe, dans la Tunisie, Yémen, Syrie, Libye, Bahreïn. Les citoyens de ses pays ont révolu sur ses gouvernements. Ce printemps provoque de nombreuses victimes, des violations du droit de l'homme, des personnes déplacées et des réfugiés. Dans tous de Yémen, Syrie et la Libye ces révolutions ont tournées en guerres.
4. La guerre civile Syrienne : d'après le HCR 13,4 millions de personnes dans le besoin en Syrie; 6,7 millions de déplacés internes; 6,6 millions de réfugiés à travers le monde dont 5,6 millions sont accueillis dans des pays voisins de la

---

<sup>142</sup> Romain, Imbach, Qui sont les millions de réfugiés afghans, en France et dans le monde? , Le Monde, Publié le 31 août 2021 à 18h30, mis à jour le 01 septembre 2021 à 10h0

<sup>143</sup> Léa Conti, Fabra, Les réfugiés irakiens en Syrie, Cairn.info, Dans Revue internationale et stratégique 2009/3 (n° 75), pages 27 à 36.

<sup>144</sup> Sarah Ben, Romdane, La situation des réfugiés irakiens, Cairn.info, Dans Les Cahiers de l'Orient 2016/1 (N° 121), pages 82 à 83.

Syrie. Les Syriens qui ont fui leur pays provoquent la plus grande crise des réfugiés au monde depuis des décennies<sup>145</sup>. Des milliers des syriens ont perdu leurs vies où ils ont essayé d'arriver à l'UE.

Des conflits, des violations des droits de l'homme, des crises économiques, passent dans l'Afrique, Moyen-Orient, Amérique du Sud; ce qui cause de nombreux demandeurs d'asile et des réfugiés en UE. En février 2022 l'invasion de la Russie en Ukraine ce qui produit des millions réfugiés en Europe.

### **Paragraphe 3 : Les causes de l'UE pour accueillir:**

Comme la Convention de Genève 1951 définit un réfugié, qui est une personne qui a fui son pays d'origine car il est persécuté et il a besoin d'une protection internationale. Tous les pays membres du l'UE ont signé et ratifié cette convention et son protocole.

L'UE est une des importantes destinations pour les migrants et les réfugiés. Ce qui cause un défi pour l'Europe. Différentes raisons pour choisir l'UE la destination pour demander l'asile, notamment :

- Régime d'asile européen commun (RAEC) : Dans le chapitre 1 on a déjà rédigé le RAEC, les traités, les réglementations, et les directives.

Le droit de l'asile est indiqué par l'article 18 de la charte des droits fondamentaux de l'UE. Le régime est développé et évalué avec les années : nouvelles réglementations, directives ont apparu avec le temps et avec les

---

<sup>145</sup> UNHCR : <https://www.unhcr.org/fr/urgence-en-syrie.html> ; consulté : 24/02/2023 ; 19:03.

déroulements des événements au niveau international et régional. Tout pays à sa propre procédure de la demande d'asile, il n'y a pas une demande commune européenne.

Ce système fournit et organise l'accueil des réfugiés de différentes nationalités. Il reste que chaque pays détermine le nombre des réfugiés qui veulent recevoir sur leurs territoires. Leurs décisions sont dues à leurs situations économiques, leurs populations et leurs politiques et droits nationaux. Par exemple si on prend l'Allemagne, en 2015 Angela Merkel a déclaré que les frontières d'Allemagne sont ouvertes devant les réfugiés.<sup>146</sup>

Tandis qu'autres pays comme la Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie ont refusé d'accueillir des réfugiés.<sup>147</sup>

- Le respect du droit de l'homme : L'UE était déterminée à soutenir la démocratie et les droits de l'homme dans ses relations extérieures, conformément à ses principes fondamentaux de liberté, de démocratie, de respect des droits de l'homme, des libertés fondamentales et de l'État de droit. Elle cherche à intégrer les questions relatives aux droits de l'homme dans tous ses programmes et politiques et dispose de divers instruments stratégiques en matière de droits de l'homme afin de prendre des mesures plus ciblées, y compris le financement de projets spécifiques par le biais du mécanisme financier européen.<sup>148</sup>

---

<sup>146</sup> Christopher, Hasselbach, Où en est la politique d'accueil de l'Allemagne, DW Publié le : 28/08/2020. En ligne: <https://www.infomigrants.net/fr/post/26921/ou-en-est-la-politique-daccueil-de-lallemagne>, consulté le 27/02/2023 13:21.

<sup>147</sup> [www.letemps.ch/opinions/leurope-lest-refusetelle-daccueillir-refugies](http://www.letemps.ch/opinions/leurope-lest-refusetelle-daccueillir-refugies) , consulté le 27/02/2023 13:25.

<sup>148</sup> Marika Lerch, Droits de l'homme : En ligne : [www.europarl.europa.eu/factsheets/fr/sheet/165/droits-de-l-homme](http://www.europarl.europa.eu/factsheets/fr/sheet/165/droits-de-l-homme) consulté: 27/02/2023 15:08

Les libertés, le respect des droits de l'homme sont des facteurs qui attirent les réfugiés qui ont fui leur pays d'origine où ses droits et libertés ne sont pas respectés et où il existe de nombreuses des violations. Les traités, les conventions, les lois, les politiques de l'UE insistent sur les droits de l'homme ce qui donne les sentiments de la sécurité et la protection.

- Les raisons économiques: l'Europe a été toujours une terre de migration. Sa prospérité économique relative et sa stabilité politique a un effet d'attraction important.<sup>149</sup> Les recherches sur l'économie indiquent que les réfugiés et les migrants portent sur le développement des politiques occidentales d'intégration du travail, et l'UE travaille sur le marché du travail et les activités économiques des réfugiés. Les réfugiés sont perçus comme des acteurs économiques.<sup>150</sup>

## **Section 2: Les impacts de la crise des réfugiés sur la démographie et l'économie de l'UE**

Dans cette section on va discuter un des défis de l'UE c'est la démographie, et on va discuter l'économie. Dans le premier paragraphe : la démographie avant la crise ; dans le deuxième paragraphe la démographie après la crise et le troisième paragraphe: les impacts de la crise sur l'économie de l'union.

---

<sup>149</sup> [www.touteleurope.eu/l-ue-dans-le-monde/asile-et-migrations-dans-l-union-europeenne/](http://www.touteleurope.eu/l-ue-dans-le-monde/asile-et-migrations-dans-l-union-europeenne/) ; consulté le 27/02/2023 15:45.

<sup>150</sup> [www.theconversation.com/geopolitique-du-risque-les-refugies-une-chance-pour-leconomie-80589](http://www.theconversation.com/geopolitique-du-risque-les-refugies-une-chance-pour-leconomie-80589) ; consulté le 27/02/2023 16:00.

## **Paragraphe 1 : La démographie de l'UE avant la crise :**

Le terme dépopulation signifie un excédent des décès sur les naissances tandis que le terme dépeuplement signifie la diminution du nombre d'habitants sur un territoire.<sup>151</sup>

Depuis le traité de Rome de 1957, la population de l'ensemble des pays de l'UE à chaque année, a connu une croissance démographique. Au milieu des années 1980, l'union a connu un accroissement naturel donc à un excédent des naissances sur les décès. Cet accroissement naturel est dû à l'héritage du renouveau démographique de l'après-guerre, à une augmentation de l'espérance de vie des personnes âgées et à une baisse subséquente de la fécondité dans certains pays.<sup>152</sup>

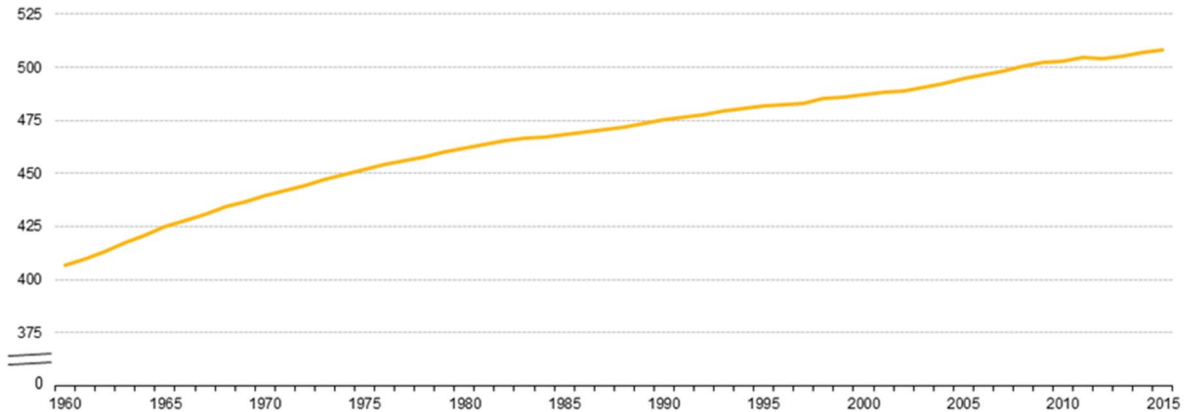
Comme ce graphe 1 montre, la population de l'UE - 28 en 2015 était 101,5 millions de plus qu'en 1960, où il était de 406,7 millions. Le taux de croissance démographique a progressivement ralenti au cours des dernières décennies, par exemple, au cours de la période 1994-2014, la population de l'UE-28 a augmenté, en moyenne, d'environ 1,3 million par an, contre une moyenne annuelle d'environ 3,3 millions dans les années 1960.<sup>153</sup>

---

<sup>151</sup> Gérard François Dumont, L'Union européenne entre « hiver démographie » et crise des migrants, Les Grands Dossiers de Diplomatie N°36. ISSN 2115-256X, Janvier 2017, p.16.

<sup>152</sup> Ibid, p.16-17.

<sup>153</sup> [www.ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?oldid=299224](http://www.ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?oldid=299224) , consulté le 28/02/2023 15:45



(\*) Avant 1998, à l'exclusion des départements français d'outre-mer. Ruptures de série: 2001, 2010-12, 2014 et 2015.  
 Source: Eurostat (code des données en ligne: demo\_gind)

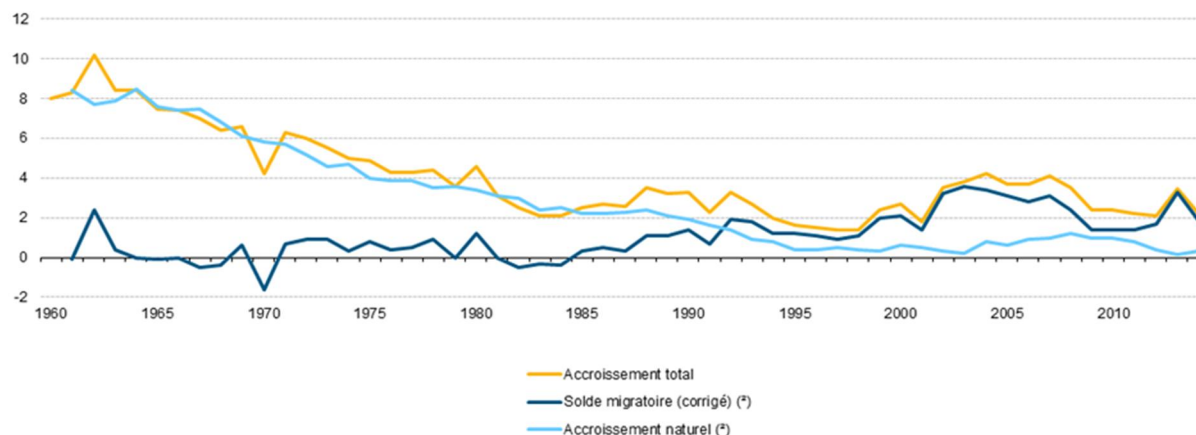
Graphique 1 : Population totale, UE-28, 1960-2015, (au 1er janvier, en millions).

Depuis 1992, le solde migratoire ajusté a contribué davantage à la croissance démographique globale de l'UE-28 qu'à l'accroissement naturel (voir graphique2) et a atteint son niveau le plus élevé en 2003 (95 % de la croissance démographique totale), avant de chuter à 58 % en 2009, avant de revenir à un niveau record de 95 % en 2013. La part ajustée de la migration nette dans l'évolution démographique totale était de 85,5 % en 2014.<sup>154</sup>

La diminution relative de l'accroissement naturel de la croissance globale de la population est due à deux facteurs : premièrement: le solde migratoire dans l'UE-28 a augmenté de manière significative à partir du milieu des années 80 et, deuxièmement: le nombre de naissances vivantes a diminué, tandis que le nombre de décès a augmenté.<sup>155</sup>

<sup>154</sup> Ibid.

<sup>155</sup> Ibid.



(\*) Avant 1998, à l'exclusion des départements français d'outre-mer. Ruptures de série: 2001 et 2010-12.  
 (\*) 1960: non disponibles.  
 Source: Eurostat (code des données en ligne: demo\_gind)

Graphique 2 : Accroissement de la population par composante (taux bruts annuels), UE-28, 1960–2014 (1) (pour 1 000 habitants).

Selon l'étude de Gérard-François Dumont, à la mi-2010, l'UE a enregistré une rupture démographique étonnamment faible. Pour la première fois depuis la création de ce complexe dans les années 1950, il était en dépopulation avec, en 2015, plus de décès que de naissances. C'est le résultat d'un "hiver démographique" qui dure depuis le milieu des années 70. Ainsi, la croissance de la population de l'UE en 2015 est due, pour la première fois, exclusivement aux flux migratoires en provenance de pays tiers. Cela démontre l'attractivité de l'UE et les politiques migratoires.<sup>156</sup>

<sup>156</sup> Gérard François Dumont, L'Union européenne entre « hiver démographie » et crise des migrants, Les Grands Dossiers de Diplomatie N°36. ISSN 2115-256X, Janvier 2017, p.16.

## **Paragraphe 2 : La démographie et la crise des migrants :**

Le Brexit représente une perte de peuplement supérieure à la population de communes comme Nantes, Strasbourg ou Montpellier.<sup>157</sup>

L'hiver démographique européen a au moins 3 conséquences géopolitiques. Au niveau national, cela affecte la situation politique interne, par exemple en modifiant la composition par âge des électeurs. Au niveau de l'UE, cela pourrait créer des tensions, par exemple dans la répartition des sièges des parlementaires européens par pays. Alors que l'intensité démographique très diversifiée de l'hiver dans différents pays se reflète dans différentes tendances, après chaque recensement décennal, pour des années se terminant à zéro. Les États de l'UE pourraient donc rechercher une meilleure représentation de leurs parlementaires au Parlement européen, conduisant à des négociations longues et délicates.<sup>158</sup>

Si on calcule la majorité qualifiée pour la prise de la décision au Conseil Européen avec le nombre de voix est proportionnel à la population du pays, alors le classement décroissant du nombre de voix sera dans la façon suivant:<sup>159</sup> l'Allemagne dont le voix 18,54; la France dont la voix 14,98%; l'Italie dont le voix 13,65%; l'Espagne dont la voix 10,49% ; la Pologne dont la voix 8,49%; la Roumanie dont le voix 4,34%; les Pays-Bas dont le voix 3,89%; la Belgique dont la voix 2,56%; la Grèce dont la voix 2,40%; la République tchèque dont la voix 2,35%; le Portugal dont la voix 2,30% ; la Suède dont la voix 2,29%; la Hongrie dont la voix 2,18%; l'Autriche dont le voix 1,98%; la Bulgarie dont la voix 1,56; le Danemark dont la voix 1,30%;

---

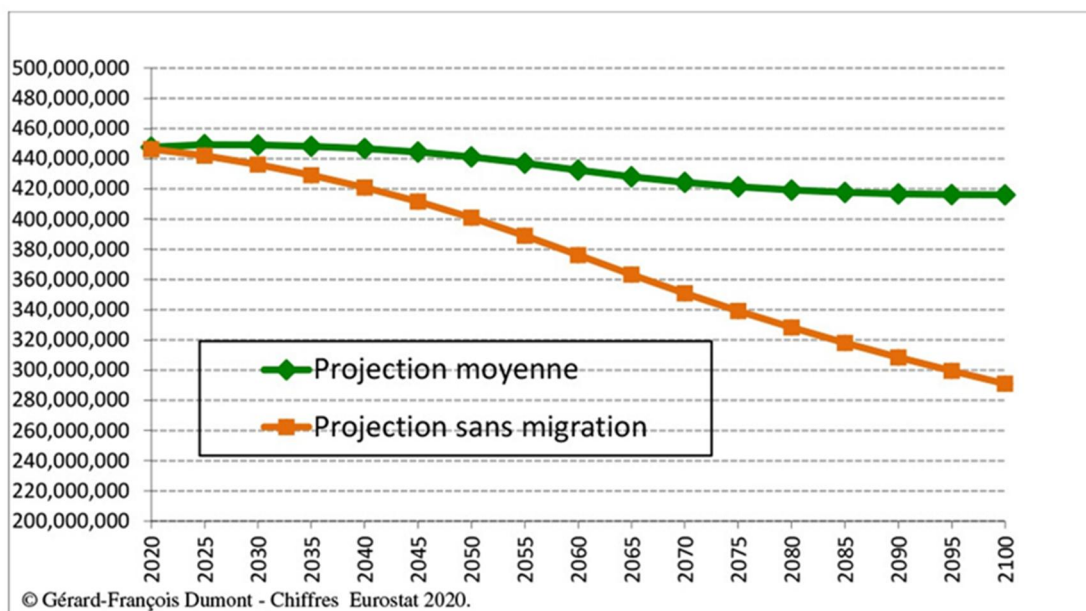
<sup>157</sup> Ibid, p.17-18.

<sup>158</sup> Gérard-François Dumont, La population de l'Union européenne Caractéristiques, prospective et enjeux géopolitiques, Dans Les Analyses de Population & Avenir 2019/6 (N° 10), pages 1 à 15.

<sup>159</sup> Ibid.

la Finlande dont la voix 1,23%; la Slovaquie dont la voix 1,22%; l'Irlande dont la voix 1,10%; la Croatie dont la voix 0,91%; la Lituanie dont la voix 0,62%; la Slovénie dont la voix 0,47%; la Lettonie dont la voix 0,43%; l'Estonie dont la voix 0,30%; le Chypre dont la voix 0,20%; le Luxembourg dont la voix 0,14% et la Malte dont la voix 0,11%.

Il faut noter que les changements dans la taille de la population des pays, réfèrent sur ces deux composantes : la fabrication d'enfants, en utilisant la migration. Le solde naturel est calculé comme excédent ou déficit des naissances jusqu'au décès. Le solde migratoire est calculé comme étant excédentaire ou déficitaire dans le nombre de migrants.<sup>160</sup>



Graphique 3: Projection de la population de l'Union européenne à 27 pays (après le Brexit)

"L'hiver démographique" européen, fortement contredit par l'Etat, est faible en France ou en Irlande mais particulièrement sévère dans les pays européens où la

<sup>160</sup> Ibid.

fécondité est d'un quart ou moins que le simple remplacement de générations, comme l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie, l'Espagne ou la Pologne.

Cependant, les différences de fécondité entre les pays européens, dues à des facteurs culturels, économiques et sociaux spécifiques à chaque pays, ont également des raisons politiques: les pays qui consacrent davantage de ressources à la politique familiale ont les taux de fécondité les plus élevés; d'autre part, ceux qui ont une politique familiale très faible ont une fécondité très faible.<sup>161</sup>

Les pays dont les politiques familiales sont mieux adaptés aux besoins de la population, où la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle est socialement acceptable et soutenue par une série de mesures, ont les taux de fécondité les plus élevés, comme la France ou la Suède.<sup>162</sup>

Les politiques publiques ont un impact important sur les mouvements naturels et migratoires et sur la façon dont ces mouvements peuvent à leur tour influencer les décisions géopolitiques. D'où l'importance de prendre en compte les interrelations entre démographie et géopolitique, interne ou externe.<sup>163</sup>

En 2015, l'UE a pris la décision d'assurer l'accueil des migrants qui avaient dépassé ses frontières, fuyant les pays au moment de la guerre, le programme de distribution des pays européens a été établi sous la forme d'évasions et de restes et sur fond de fortes différences entre les États membres. Alors que les États de première ligne

---

<sup>161</sup> Ibid.

<sup>162</sup> Gérard François Dumont, L'Union européenne entre « hiver démographie » et crise des migrants, Les Grands Dossiers de Diplomatie N°36. ISSN 2115-256X, Janvier 2017, p.18

<sup>163</sup> Ibid, p.21.

(Italie, Malte et Grèce) demandent plus d'aide, certains États de l'Est (Slovaquie et Hongrie) s'attaquent aux transferts forcés devant les tribunaux européens.<sup>164</sup>

Donc l'UE et spécifiquement quelques Etats membres ont profité des migrants pour améliorer ses situations démographiques.

### **Paragraphe 3 : Les impacts de la crise sur l'économie de l'union:**

En 2015, lors que l'Allemagne a décidé d'accueillir les personnes qui fuient leurs pays à cause des guerres dont les entreprises allemandes et le gouvernement du pays ont donc considéré que les apports migratoires étaient économiquement nécessaires, ceux venus des pays d'Europe en difficulté économique étant insuffisants.<sup>165</sup>

La crise des réfugiés a des impacts positifs et négatifs en même temps sur l'économie de l'UE. Les impacts positifs de la crise sur l'économie sont :

- 1- Les réfugiés boostent l'économie européenne : Une étude du Fonds monétaire international (FMI), publiée en janvier 2016, prédisait que la croissance économique de l'Europe bénéficierait d'un afflux sans précédent de demandeurs d'asile. Les dirigeants allemands ont commencé à changer leur politique d'accueil, et la Fondation internationale montre que le (PIB) de l'Allemagne, qui a reçu 1 million de réfugiés en 2015, fuyant principalement les guerres en Syrie et en Afghanistan, peut croître jusqu'à 0,3% grâce aux demandeurs d'asile 2017. Les 3 pays ayant la plus forte population de réfugiés auront un excédent de croissance de 0,3% pour l'Allemagne, 0,4% pour la

---

<sup>164</sup> Ibid, p.21.

<sup>165</sup> Ibid, p.21.

Suède et jusqu'à 0,5% pour l'Autriche.<sup>166</sup> Les pays accueillant plus de réfugiés ont tendance à être plus dynamiques économiquement, à créer plus d'emplois et à accroître le commerce avec les régions d'origine des réfugiés.<sup>167</sup>

2- Effet positif sur le marché du travail: Ruist (2013) estime que l'arrivée des réfugiés entre 1997 et 2007 n'a eu aucun impact sur le taux de chômage en Suède. Cependant, l'auteur note qu'il y a un impact négatif potentiel sur les migrants qui sont déjà arrivés en Suède et sont donc en concurrence avec les nouveaux arrivants. Del Carpio et Wagner (2015) examinent l'impact de 2 millions de réfugiés syriens résidant en Turquie sur le marché du travail local. L'étude montre que cette nouvelle population a remplacé certains travailleurs du secteur informel, en particulier les femmes dans l'agriculture, mais a également augmenté les salaires dans le secteur formel grâce à sa demande de biens et de services. De plus, plus d'1 entreprise sur 4 créée en Turquie en 2014 a été créée par des Syriens et/ou avec des capitaux Syriens.<sup>168</sup>

La rapidité avec laquelle les gens accèdent au marché du travail est essentielle pour assurer la trajectoire de vie de ces personnes d'abord, d'un la trajectoire de vie de ces personnes d'abord, d'un point de vue collectif, afin que leur contribution à l'économie du pays hôte soit aussi efficace que possible.<sup>169</sup>

La crise des réfugiés a créé un nouveau marché, avec des opportunités pour les entrepreneurs de fournir des services et des produits adaptés aux besoins des réfugiés.

---

<sup>166</sup> Timothée de Rauglaudre, Les réfugiés boostent l'économie européenne, publié 22 Jan 2016, 7:01.

<sup>167</sup> Emmanuelle Auriol, Madeleine Péron et Pierre Rousseaux, Quel est l'impact économique de l'accueil des réfugiés, Conseil d'analyse économique, N°070-202, Novembre 2021, p.2-3.

<sup>168</sup> Ibid, p.5.

<sup>169</sup> Ibid, p.6.

Il faut noter qu'en ce qui concerne l'impact économique, il est inévitable qu'il varie d'un pays à l'autre, mais pas seulement en raison des différences dans la taille des entrées.<sup>170</sup>

Dans les dernières années, l'économie mondiale a connu beaucoup des hauts et bas et le COVID-19 a eu un impact majeur sur l'économie de l'UE, entraînant une récession économique, des pertes d'emplois et des perturbations de la chaîne d'approvisionnement. Les gouvernements de l'UE ont réagi en mettant en œuvre des programmes d'appui pour atténuer l'impact économique de l'épidémie.

En addition, la crise des réfugiés a des impacts négatifs sur l'économie de l'UE, notamment :

- 1- Coûts élevés pour les gouvernements : comme la convention de Genève et son protocole, les traités de l'UE et le RAEC, annoncent les pays d'accueil doivent assurer l'hébergement, la nourriture, le traitement et l'intégration dans la société, et tous les besoins des réfugiés pour vivre en dignité. Le coût de l'accueil en Belgique est 40 euros par jour et par personne. À court terme, l'accueil et la gestion administrative des dossiers représentent les plus grosses dépenses publiques liées aux demandes d'asile<sup>171</sup>. . Alors ces coûts ont été supportés par les budgets nationaux et ont eu un impact sur les finances publiques.
- 2- Pressions sur les services publics: l'arrivée des réfugiés en grand nombre a mis nombre et une pression considérable sur les services publics, tels que les

---

<sup>170</sup> Commission Européenne (2016): « An Economic Take on the Refugee Crisis. A Macroeconomic Assessment for the EU », EU Institutional Paper, n° 033, juillet.

<sup>171</sup> [www.rtb.be/article/immigration-quel-est-l-impact-economique-de-l-augmentation-des-demandes-d-asile-en-2015-10182178](http://www.rtb.be/article/immigration-quel-est-l-impact-economique-de-l-augmentation-des-demandes-d-asile-en-2015-10182178), consulté le 04/03/2023 22:35.

services de santé, l'éducation et le logement. Cela a conduit à une saturation des services et à des périodes d'attente plus longues pour les citoyens de l'UE.

3- Impact sur le marché du travail : les réfugiés et les demandeurs d'asile ne sont pas tous les mêmes, ils sont différents en leurs éducations, compétences, âges, la langue... ce qui conduit à l'élévation du taux du chômage entre ces personnes<sup>172</sup>. L'arrivée des réfugiés peut conduire à la concurrence dans les emplois, en particulier dans les secteurs avec déjà des niveaux élevés de chômage. Cela peut exercer des pressions sur les salaires et les possibilités d'emploi pour les sections locales.

Si l'UE s'intègre bien et rapidement, les réfugiés peuvent contribuer à améliorer les performances du marché du travail, relever les défis démographiques et améliorer la viabilité budgétaire.<sup>173</sup>

---

<sup>172</sup> Commission Européenne (2016): « An Economic Take on the Refugee Crisis. A Macroeconomic Assessment for the EU », EU Institutional Paper, n° 033, juillet.

<sup>173</sup> Ibid.

## **Partie 2: Les répercussions politiques de la crise des réfugiés et l'UE devant une nouvelle crise**

La migration et l'asile sont des enjeux qui menacent la sécurité de l'UE dans nos jours. La crise des réfugiés a frappé l'Union lors de l'afflux des Syriens et de différentes personnes du Moyen-Orient et l'Afrique.

Dans cette partie, on va parler dans un premier lieu sur les répercussions politiques pour la sécurité et dans un second lieu nous allons aborder les solutions de la crise et de la nouvelle crise.

### **Chapitre 1: Les répercussions politiques de la crise pour la sécurité**

Les répercussions politiques de la crise des réfugiés sur la sécurité européenne comme la montée de l'extrême droite, la montée de la migration irrégulière d'après l'absence des voies légales pour entrer en UE, le terrorisme et la montée des crimes, les frontières extérieures de l'union ne sont pas protégées, la situation de Schengen qui menace l'existence de l'union, les tensions des relations internationales entre l'union et autres pays d'accueil des réfugiés et des pays de transit.

Donc on va diviser ce chapitre en 2 sections: section 1: les répercussions politiques de la crise et section 2: Autres répercussions.

## Section 1: Les répercussions politiques de la crise

Dans cette section on va discuter la migration irrégulière; le terrorisme et les crimes; et la montée de l'extrême droite. Les paragraphes de cette section sont: paragraphe 1: La Migration irrégulière; paragraphe 2: le terrorisme et le crime et paragraphe 3: la montée de l'extrême droite.

### Paragraphe 1: La migration irrégulière:

L'absence des voies légales pour entrer en l'UE puisque la demande doit être à la frontière; ce qui permet aux réfugiés, demandeurs d'asile et les migrants d'entrer en UE d'une façon illégale d'après des réseaux criminels. Ces réseaux utilisent des routes pour arriver à l'UE (Voir figure 1):

1. La route de la Méditerranée Centrale: commence en Afrique en Nord et spécifiquement la Libye et se dirige vers l'Italie ou Malte<sup>174</sup>. Cette route est dangereuse car pour arriver en Italie il faut traverser le méditerranée au bord des bateaux gonflables bondés et mauvais.<sup>175</sup>
2. La route de la Méditerranée Occidentale: cette route se réfère aux arrivées irrégulières en Espagne, à la fois de la Méditerranée à l'Espagne continentale et par la route vers les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla en Afrique du Nord.<sup>176</sup>
3. La route des Canaries: par le Sénégal, la Mauritanie et le Maroc a été le principal point d'entrée pour les migrants d'Afrique subsaharienne en 2006.

---

<sup>174</sup> [www.consilium.europa.eu/fr/policies/eu-migration-policy/central-mediterranean-route/](http://www.consilium.europa.eu/fr/policies/eu-migration-policy/central-mediterranean-route/) consulté le 08/03/2023 18:30.

<sup>175</sup> [www.huffingtonpost.fr/international/article/en-2021-le-nombre-de-migrants-morts-en-mediterranee-en-rejoignant-l-europe-a-double\\_195630.htm](http://www.huffingtonpost.fr/international/article/en-2021-le-nombre-de-migrants-morts-en-mediterranee-en-rejoignant-l-europe-a-double_195630.htm) consulté le 08/03/2023 19:13.

<sup>176</sup> [www.consilium.europa.eu/fr/policies/eu-migration-policy/western-routes/](http://www.consilium.europa.eu/fr/policies/eu-migration-policy/western-routes/) consulté le 08/03/2023 19:15.

La plupart des migrants qui tentent d'entrer en Europe via les îles Canaries sont originaires du Maroc, du Sénégal, du Niger, du Nigeria et du Mali. Les réseaux de contrebande ne sont pas très sophistiqués.<sup>177</sup>

4. La route de la Méditerranée Orientale: désigne les arrivées irrégulières de migrants en Grèce, à Chypre et en Bulgarie. De nombreux réfugiés cherchant à échapper à la guerre civile syrienne sont arrivés dans l'UE de cette façon en 2015.<sup>178</sup>
5. La route de Balkans: c'est l'une des principales voies de migrations vers Europe. Après le nombre record d'arrivées dans l'UE en 2015, le nombre de migrants irréguliers qui ont choisi cette route a diminué régulièrement depuis quelques années et a recommencé à augmenter à partir de 2019.<sup>179</sup>
6. Par l'Europe de l'Est: L'ampleur globale de la migration irrégulière à la frontière terrestre de 6000 kilomètres entre la Biélorussie, la Moldavie, l'Ukraine, la Fédération de Russie et les États membres de l'Est de l'UE - Estonie, Finlande, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Norvège, La Pologne, la Slovaquie et la Roumanie ont été beaucoup plus petites que sur d'autres routes migratoires. Cependant, ce chemin vers l'Europe présente encore des défis importants pour le contrôle des frontières et en 2021, a connu des pressions migratoires sans précédent.<sup>180</sup>

L'agence des Nations Unies a déclaré qu'au moins 50000 décès avaient été enregistrés sur les différentes routes migratoires du monde depuis 2014, notant que

---

<sup>177</sup> [www.dw.com/fr/les-routes-de-la-migration-irrégulière-vers-leurope/a-36359557](http://www.dw.com/fr/les-routes-de-la-migration-irrégulière-vers-leurope/a-36359557), consulté le 08/03/2023 19:20.

<sup>178</sup> [www.consilium.europa.eu/fr/policies/eu-migration-policy/eastern-mediterranean-route/](http://www.consilium.europa.eu/fr/policies/eu-migration-policy/eastern-mediterranean-route/) consulté le 08/03/2023 19:30.

<sup>179</sup> [www.frontex.europa.eu/we-know/migratory-routes/western-balkan-route/](http://www.frontex.europa.eu/we-know/migratory-routes/western-balkan-route/) consulté le 08/03/2023 19:33.

<sup>180</sup> [www.frontex.europa.eu/we-know/migratory-routes/eastern-borders-route/](http://www.frontex.europa.eu/we-know/migratory-routes/eastern-borders-route/) consulté le 08/03/2023 19:35.

plus de la moitié de ces décès (29000) s'étaient produits sur les routes vers l'Europe, dont 25000 dans la seule Méditerranée<sup>181</sup>. Selon le HCR, la pandémie de COVID-19 et les fermetures de frontières qui en ont découlé ont eu un impact sur les flux migratoires, de nombreux réfugiés et migrants se tournant vers les passeurs pour tenter d'atteindre l'Europe malgré tout.<sup>182</sup>

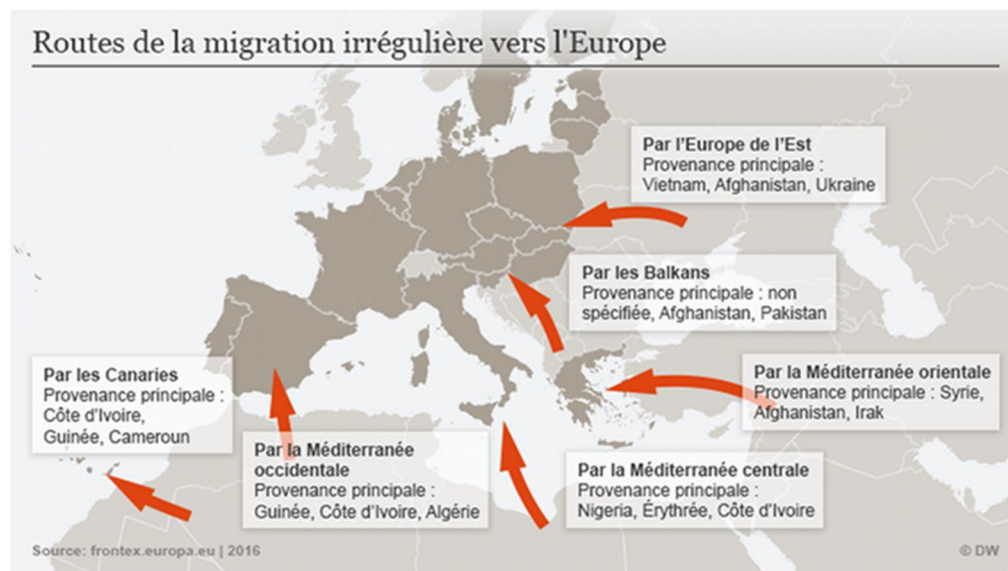


Figure 1: Routes de la migration irrégulière vers l'Europe

Il faut faire une distinction entre le trafic des migrants et la traite des êtres humains: le trafic des migrants est toujours caractérisé par le franchissement des frontières internationales, et les personnes qui paient un passeur pour entrer dans un État le font volontairement, du moins en principe. À cet égard, Europol estime que le chiffre d'affaires des réseaux criminels impliqués dans la traite des migrants se situait entre 3 et 6 milliards d'euros en 2015. Tandis que la traite des êtres humains est clairement

<sup>181</sup> [www.lemonde.fr/international/article/2022/04/29/plus-de-3-000-migrants-sont-morts-en-mer-en-2021-en-tentant-de-rejoindre-l-europe-selon-l-onu\\_6124183\\_3210.html](http://www.lemonde.fr/international/article/2022/04/29/plus-de-3-000-migrants-sont-morts-en-mer-en-2021-en-tentant-de-rejoindre-l-europe-selon-l-onu_6124183_3210.html) consulté le 09/03/2023 17:00.

<sup>182</sup> Ibid.

une violation flagrante des droits et de la dignité de la personne. Contrairement à la traite des migrants, elle peut également se produire à l'intérieur des frontières nationales.<sup>183</sup>

L'absence d'une voie de migration légale pour répondre aux besoins humanitaires et protéger les personnes fuyant les situations de crise est un facteur clé pour comprendre pourquoi les migrants utilisent ces voies. Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'homme des migrants (Crépeau 2015) a souligné à juste titre que « la réponse collective de l'UE à la crise syrienne exprime un refus particulièrement intransigeant d'offrir aux Syriens la moindre possibilité réelle de migration. La plupart des États membres de l'Union ont préféré faire la sourde oreille, et il n'y a donc rien d'étonnant à ce que les migrants se tournent vers les trafiquants ». <sup>184</sup>

## **Paragraphe 2: Le terrorisme et le crime:**

L'Assemblée générale des Nations unies considère le terrorisme comme suit: « Les actes criminels qui, à des fins politiques, sont conçus ou calculés pour provoquer la terreur dans le public, un groupe de personnes ou chez des particuliers sont injustifiables en toutes circonstances et quels que soient les motifs de nature

---

<sup>183</sup> [www.osce.org/fr/magazine/315246](http://www.osce.org/fr/magazine/315246) consulté le 09/03/2023 17:54.

<sup>184</sup> Dalila Ghailani, Chapitre 3 L'Europe face à la crise migratoire : les droits des migrants sacrifiés sur l'autel de la sécurité? Bilan social de l'Union européenne 2017, p.55.

politique, philosophique, idéologique, raciale, ethnique, religieuse ou autre que l'on puisse invoquer pour les justifier. »<sup>185</sup>

Un réfugié ne peut pas commettre un crime contre la paix; crime de guerre; crime contre l'humanité au sens des instruments internationaux élaborés pour prévoir des dispositions relatives à ces crimes; commet un crime grave du droit, rend coupables d'agissements contraires aux buts et aux principes des NU.<sup>186</sup>

Une question posée : va-t-il un lien entre la migration et le terrorisme ?

Des pays européens ont connu de nombreuses attaques terroristes. Des différents chercheurs, politiciens et partis ont met un lien entre la migration et le terrorisme tandis que des autres n'ont pas met ce lien.

Des chercheurs comme Catherine Wihtol de Wenden, directrice de recherche au Centre Nationale de la Recherche Scientifique (CNRS) et spécialiste des migrations, estime qu'il n'y a pas un lien entre les flux migrations et le terrorisme. Alors que des journalistes ont poursuivi leur enquête en se référant à un article du sociologue Jean-Baptiste Meyer qui soulevait un "lien indirect" entre terrorisme et immigration, qui existe dans l'origine des parents. L'Institut français des relations internationales (Ifri) en a également parlé dans son étude de 2018. Sur la base des jugements d'individus condamnés en France dans des affaires de jihad entre 2004 et 2017, l'Institut a rassemblé les détails de l'origine de 125 accusés. Selon cette accusation, la majorité des condamnés ont des parents d'origine étrangère.<sup>187</sup>

---

<sup>185</sup> <https://www.un.org/french/ga/document/f52165.htm>; consulté le 09/03/2023 18:30.

<sup>186</sup> Article 1.F du chapitre 1 de la Convention de Genève relative au statut de réfugié 1951.

<sup>187</sup> [www.ratrapages-actu.epjt.fr/factoscope2/il-existe-un-lien-entre-terrorisme-et-immigration](http://www.ratrapages-actu.epjt.fr/factoscope2/il-existe-un-lien-entre-terrorisme-et-immigration) consulté le 09/03/2023 21:07.

Il est difficile de connaître tous les crimes commis par les étrangers dans les pays membres de l'UE à cause que chaque pays à son propre sécurité intérieure.

Il convient de souligner que tous les crimes commis par des étrangers dans l'UE ne sont pas nécessairement liés à la crise migratoire.

Pour cela on va prendre Allemagne comme exemple : Se référant aux statistiques allemandes de 1991, l'ancien président du BKA, Zachert, a affirmé que les étrangers représentaient une part "très élevée" de certaines catégories des crimes, notamment les vols à la tire et les vols de rue. Il "explique" ces crimes en termes de différences socio-économiques entre "Allemands" et étrangers, ainsi que de logiques culturelles différentes propres aux étrangers (par exemple, dans le cas des querelles et des conflits). Il lie également la question du crime organisé aux activités internationales des groupes italiens et à la mafia russe, au trafic d'héroïne aux familles turques, à la production de drogues synthétiques aux groupes polonais et d'Europe de l'Est et aux groupes extrémistes turcs, kurdes, arabes et iraniens à motivation politique liés.<sup>188</sup>

Dans un rapport, le ministre allemand de l'Intérieur Horst Seehofer, en dépit plus d'un million de réfugiés en 2015 et 2016, a salué le fait que le nombre d'être un opposant majeur à la décision de la chancelière d'ouvrir l'Allemagne à d'attaques physiques contre des personnes ou des biens avait atteint son niveau "niveau le plus bas depuis 1992" en 2017, depuis la compilation des statistiques allemandes normalisées. En 2017, la police a signalé 576,1984 infractions punissables par la loi, soit une baisse nette de 5,1% par rapport à 2016. Selon le rapport du ministère de l'intérieur d'Allemagne, la proportion de ressortissants étrangers parmi les

---

<sup>188</sup> Monica den Boer, Crime et immigration dans l'Union européenne, Cultures & Conflits [En ligne], 31-32 | printemps-été 1998, mis en ligne le 16 mars 2006.

personnes soupçonnées d'avoir commis des actes criminels est passée de 28,7% en 2014 à 40,4% en 2016 avant de chuter à près de 35% en 2017, soit plus qu'avant la crise migratoire.<sup>189</sup>

Tandis qu'en France par exemple, les crimes et les délits à caractère raciste, xénophobe ou antireligieux ont augmenté de 5% en 2022 par rapport à 2021, selon le Service statistique du ministère de l'Intérieur en France. Au total en 2022, « 12600 infractions ont été recensées en raison de l'ethnie, de la nation, d'une prétendue race ou de la religion sur l'ensemble du territoire français, 6600 crimes ou délits et 6000 contraventions ». <sup>190</sup>

### **Paragraphe 3: La montée de l'extrême droite:**

La crise des réfugiés est un débat et le discours le plus utilisé dans les élections. Les mouvements d'extrême droite ont bénéficié de cette crise dans de nombreux pays européens. L'arrivée d'un grand nombre de réfugiés et de migrants a suscité des craintes et des préoccupations sur les questions culturelles, économiques et de sécurité, et ces craintes ont été exploitées par des politiciens et des groupes d'extrême droite.

Quel que soit le type d'extrême droite que vous affrontez, tous les partis politiques impliqués partagent un groupe idéologique commun. Elle repose sur trois

---

<sup>189</sup>[www.lepoint.fr/europe/allemande-la-criminalite-des-etrangers-est-elle-vraiment-en-hausse-03-09-2018-2247951\\_2626.php](http://www.lepoint.fr/europe/allemande-la-criminalite-des-etrangers-est-elle-vraiment-en-hausse-03-09-2018-2247951_2626.php) consulté le 22/03/2023 10:30.

<sup>190</sup> [www.lepoint.fr/societe/actes-racistes-xenophobes-ou-antireligieux-hausse-de-5-des-crimes-et-delits-en-2022--21-03-2023-2512872\\_23.php](http://www.lepoint.fr/societe/actes-racistes-xenophobes-ou-antireligieux-hausse-de-5-des-crimes-et-delits-en-2022--21-03-2023-2512872_23.php) consulté le 22/03/2023 10:38.

caractéristiques : (1) le rejet des migrations, la xénophobie; (2) un projet autoritaire en matière de sécurité intérieure; et (3) le rhétorique anti-régime contre les partis politiques traditionnels.<sup>191</sup>

Il convient de noter que diverses formes d'extrême droite peuvent être mobilisées par différents acteurs ou groupes : non seulement les partis politiques, mais aussi les mouvements sociaux, les organes de presse, les intellectuels, les artistes, etc.<sup>192</sup>

L'augmentation des votes en faveur de l'extrême droite en Europe des votes en faveur de l'extrême droite en Europe est due à divers facteurs, notamment à plusieurs crises récentes qui ont touché le continent.<sup>193</sup>

Selon le Monde Diplomatique, l'extrême droite est une famille idéologique de partis, de mouvements et de groupes qui partagent une critique radicale de la démocratie et prônent une idéologie autoritaire, raciste et nationaliste, qui vise à exclure certains individus. Leurs discours reflètent la nostalgie d'une époque révolue, l'apologie des sociétés élitaires et de la force masculine, la peur du métissage, la censure des mœurs et le rejet des intellectuels.<sup>194</sup>

Plusieurs pays européens ont vu une augmentation du soutien à l'extrême droite au cours des dernières années. L'extrême droite est en ascension dans de nombreux pays européens, avec des succès électoraux en Italie, en Hongrie, en Pologne, en Suède, en Espagne, en France et en Belgique. En Hongrie, le parti Fidesz de Viktor

---

<sup>191</sup> Benjamin Biard, L'extrême droite en Europe occidentale (2004-2019), Dans Courrier hebdomadaire du CRISP 2019/15-16 (n° 2420-2421), pages 5 à 106

<sup>192</sup> Ibid.

<sup>193</sup> <https://www.monde-diplomatique.fr/index/sujet/extremedroite> consulté le 11/03/2023 18:30.

<sup>194</sup> [www.fr.statista.com/themes/10062/la-montee-de-l-extreme-droite-en-europe/#dossierKeyfigures](http://www.fr.statista.com/themes/10062/la-montee-de-l-extreme-droite-en-europe/#dossierKeyfigures) consulté 11/03/2023 18:35.

Orban a pris le pouvoir il y a plus de dix ans et a remporté une victoire écrasante aux élections législatives de 2022. En Pologne, le Parti du droit et de la justice (PiS) est au pouvoir depuis 2015, et Andrzej Duda, conservateur radical et anti-LGBT, a été réélu président en 2020. En Suède, le Parti démocrate est devenu le deuxième parti en importance lors des élections générales de 2022, avec un soutien particulièrement fort de la part des personnes peu scolarisées et des hommes. Les partis d'extrême droite ont tendance à se concentrer sur la migration et l'insécurité, souvent accusés de répandre le racisme et l'antisémitisme.<sup>195</sup>

Le vote européen d'extrême droite ne peut s'expliquer uniquement par l'affaiblissement des partis traditionnels et l'augmentation des abstentions. Les multiples crises européennes depuis 2008 ont accru les inégalités entre riches et pauvres, créant un terrain fertile pour la diffusion des idées populistes. Cependant, l'extrême droite menace la démocratie et la liberté de la presse dans les pays où elle détient le pouvoir, comme la Hongrie et la Pologne. En outre, la construction européenne peut être compromise en encourageant les souhaits nationaux, ce qui peut entraver une action commune contre le changement climatique et d'autres crises.<sup>196</sup>

L'extrême droite s'est renforcée dans la majorité des États d'Europe occidentale au cours des 15 dernières années. Alors que certains partis d'extrême droite ont déjà été relativement soutenus par les électeurs dans de nombreux pays, ce soutien a généralement continué, voire augmenté. Dans de nombreux cas, cela a permis à ces partis d'accroître leur présence parlementaire et, en fin de compte, leur capacité d'influencer les processus décisionnels politiques. Plus important encore, certains

---

<sup>195</sup> Ibid.

<sup>196</sup> Ibid.

partis ont acquis la capacité d'influencer directement en jouant un rôle important au niveau exécutif, à la fois en soutenant un gouvernement minoritaire (au Danemark, en Norvège et aux Pays-Bas) et en participant directement à une coalition gouvernementale (Autriche, Finlande, Italie, Norvège, Pays-Bas et Suisse). Jusqu'à présent, quelques États ont été marqués par l'absence structurelle de partis d'extrême droite dans leur paysage politique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Mais dans beaucoup de ces cas, les formations d'extrême droite ont pu émerger ces dernières années et s'imposer dans un délai particulièrement court. C'est le cas en Allemagne et en Espagne. Si aucun parti d'extrême droite n'a actuellement de responsabilités exécutives dans ces pays, la forte présence parlementaire de ces partis politiques, tant au niveau national que régional, accroît leur influence. Enfin, il existe de rares cas où l'extrême droite peine à se développer, comme en Irlande, en Islande, au Luxembourg, à Malte ou au Portugal. Dans de tels cas, ils ne sont pas remarqués dans la mesure où ils sont principalement incapables de représenter dans les institutions et d'influencer le paysage politique.<sup>197</sup>

## **Section 2 : Autres répercussions**

Dans cette section on va discuter les situations des frontières extérieures de l'union, la situation du Schengen et les tensions des relations internationales de l'union.

---

<sup>197</sup> Biard Benjamin, L'extrême droite en Europe occidentale (2004-2019), Cairn.info, Dans Courrier hebdomadaire du CRISP 2019/15-16 (n° 2420-2421), pages 5 à 106.

Donc le paragraphe 1: L'effet de la crise migratoire sur Schengen, paragraphe 2: les situations des frontières extérieures, et le paragraphe 3: les tensions des relations internationales.

### **Paragraphe 1: L'effet de la crise migratoire sur Schengen:**

Le système de Schengen est un accord de libre de circulation qui est signé entre les pays membres de l'UE avec l'Islande, la Norvège et la Suisse et le Liechtenstein. La crise des réfugiés a posé un défi pour ce système.

L'espace Schengen est une étape décisive dans la construction des territoires européens et l'une des réalisations majeures de la construction européenne. Les États membres ont le potentiel de réimposer des contrôles temporaires sur leurs frontières nationales en cas de menaces à l'ordre public ou à la sécurité intérieure.<sup>198</sup>

Depuis les flux migratoires sans précédent de 2015, la gestion des frontières extérieures de l'UE a été mise à rude épreuve en raison de difficultés qui ont entraîné des arrivées incontrôlées de migrants et de demandeurs d'asile sur son territoire. Cette situation a conduit à la réintroduction temporaire des frontières intérieures entre plusieurs États membres, justifiée par des préoccupations de sécurité en Europe et les menaces découlant de l'importante circulation de ressortissants de pays tiers en situation irrégulière, ainsi que de la « menace terroriste persistante ». Ces mesures ont perturbé le fonctionnement de l'espace Schengen, sapé la confiance des citoyens

---

<sup>198</sup> Dominique Nazet-Allouche. La "crise des réfugiés" et l'espace Schengen. Les Notes du Pôle, 2016.

européens dans la capacité de l'Union à gérer efficacement la crise des réfugiés, et ont engendré des coûts politiques, économiques et sociaux.<sup>199</sup>

Début février 2016, la CE a noté que 8 États membres appliquaient des mesures provisoires pour réimposer les contrôles : frontières maritimes et terrestres du Danemark avec l'Allemagne ; frontières autrichiennes avec la Hongrie et la Slovaquie; frontières allemandes avec l'Autriche, la République tchèque et la France (Alsace); la France dans le contexte de l'état d'urgence, et enfin la Suède, en particulier sur les ponts qui la relie au Danemark.<sup>200</sup>

Un système montre sa faiblesse lors d'une crise et ce qu'il montre le système de Schengen lors de la crise des réfugiés.

Dus aux terroristes à Paris 13 novembre 2015, la France abandonne l'accord de Schengen et exige un contrôle strict des frontières de l'UE et la Finlande tient les réfugiés responsables des événements à Paris, rejetant plus tard environ 65% des demandes d'asile déposées ces derniers mois. La Norvège annonce qu'elle rapatriera les réfugiés qui sont entrés sur son territoire depuis la Russie, même s'ils n'ont pas de résidence en Russie, l'Autriche suit les traces de la Hongrie en érigeant une barrière sur sa frontière avec la Slovaquie. Le nouveau gouvernement polonais a annoncé un moratoire sur l'accueil des réfugiés dans le cadre du programme européen. L'Allemagne, forteresse du libéralisme européen et première destination

---

<sup>199</sup> Anja Radjenovic, Protection des frontières extérieures de l'Union européenne, Service de recherche pour les députés, PE 630.316 – juin 2019, p.3.

<sup>200</sup> Jean-Yves LECONTE et André REICHARDT, L'Europe de Schengen face à la crise des réfugiés, Rapport d'information n° 499 (2015-2016) fait au nom de la commission des affaires européennes, déposé le 24 mars 2016.

des réfugiés, avait commencé à changer sa politique migratoire et avait décidé de redynamiser la Convention de Dublin.<sup>201</sup>

Le HCR a néanmoins nié que tout acte terroriste ait été lié aux réfugiés, les réfugiés étant victimes d'actes terroristes, et que les réfugiés avaient fui leur pays vers l'Europe à la suite d'actes terroristes en quête de sécurité. En ce qui concerne la situation des réfugiés en cas de fermeture des frontières de l'Europe, les pays européens ont l'obligation morale et juridique de rechercher et d'aider les réfugiés, les demandeurs d'asile et les réfugiés, soulignant que les États européens sont tenus d'ouvrir et de protéger leurs parents.<sup>202</sup>

## **Paragraphe 2: La situation des frontières extérieures de l'union :**

Au début de l'intégration européenne, les frontières extérieures n'étaient pas comprises comme des frontières communes et les frontières intérieures continuent d'être sévèrement contrôlées et sécurisées. Pour donner un élan à l'intégration européenne dans les années 1980, le chancelier allemand Helmut Cole et le président français François Mitterrand ont voulu ajouter une dimension politique à l'intégration économique, créer une Europe des citoyens, ce qui a conduit à la formation de l'espace Schengen. C'est une idée politique conçue pour répondre aux préoccupations des ministres de l'Intérieur face aux menaces à la sécurité et ne peut être mise en œuvre qu'en ajoutant des dispositions explicites concernant le contrôle

---

<sup>201</sup> حسين عبدالعزيز , هجمات باريس.. هل تغير سياسة أوروبا تجاه اللاجئين؟, الجزيرة, 2015/11/22.

<sup>202</sup> زهيرة بوراس ومروى جغبلو, تداعيات ازمة اللاجئين السوريين على الامن الاوروبي, ماستر, جامعة العربي التبسي- تبسة, سنة 2015- 2016.  
page 87

des frontières extérieures. Cette première preuve de l'importance des frontières extérieures de l'Union marque également le début du transfert des responsabilités en matière de gestion des frontières et de sécurité aux États frontaliers.<sup>203</sup>

Les frontières intérieures ont perdu de leur importance, les frontières extérieures ont conservé les mêmes caractéristiques et ont maintenant développé les mêmes préoccupations : immigration, sécurité, douanes et santé. La difficulté est que l'UE n'a pas les pouvoirs de "propriété" par lesquels les États souverains gèrent leurs frontières. Ainsi, le danger est que la gestion des frontières extérieures ne relève encore que des États riverains et frontaliers, par exemple la Grèce, l'Italie ou l'Espagne.<sup>204</sup>

La gestion des frontières extérieures de l'UE fait l'objet d'un débat au Parlement européen et dans de nombreux médias en Europe. L'agence européenne Frontex de garde-frontières et de garde-côtes est l'expression d'un certain partage de responsabilité et de solidarité entre les États membres. Sa création et son renforcement peuvent également être interprétés comme une avancée politique visant à éviter la nationalisation des questions d'immigration. À cet égard, l'agence fait partie intégrante de la politique de l'UE en matière d'immigration et de sécurité.<sup>205</sup>

Pour répondre à l'afflux des migrants, l'UE avait réagi en remodelant Frontex. Selon les données publiées par l'agence en 2020, Frontex a sauvé 13170 personnes de la

---

<sup>203</sup> Pascale JOANNIN, Les frontières extérieures de l'Union : un débat européen revisité, Cairn.info, Questions d'Europe n°585, 22/02/2021.

<sup>204</sup> Ibid.

<sup>205</sup> Ibid.

noyade en mer, arrêté 742 passeurs clandestins et retiré 12000 personnes des frontières extérieures sans accès au territoire européen.<sup>206</sup>

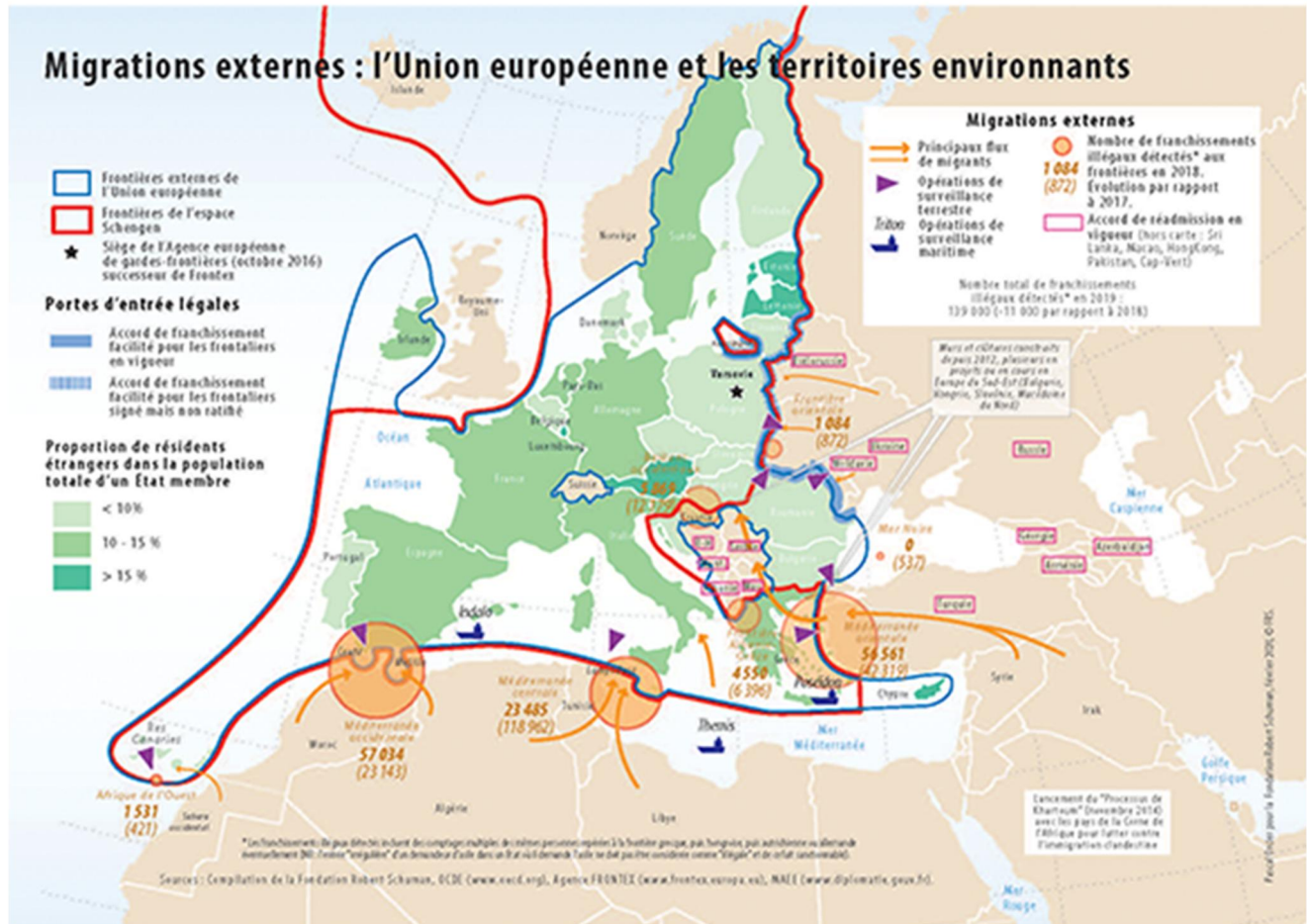


Figure 3: Migrations externes : l'Union européenne et les territoires environnants<sup>207</sup>

Chaque année, il y a environ 700 millions personnes qui franchissent les frontières extérieures de l'Europe. Des personnes entrent d'une façon légale et d'autres d'une façon illégale. Frontex est devenue un point de contact central, qui fixe des normes

<sup>206</sup> Ibid.

<sup>207</sup> <https://www.robert-schuman.eu/questions-d-europe/0577-comprendre-le-nouveau-pacte-sur-la-migration-et-l-asile>, consulté le 29/03/2023 11:02.

pour tous les gardes-frontières européens. Elle garantit que les informations de base sont envoyées immédiatement à toutes les autorités de contrôle des frontières (concernant par exemple des documents falsifiés, des voitures volées ou le trafic des êtres humains).<sup>208</sup>

Pour protéger les frontières extérieures de la migration et d'autres défis, de nombreuses mesures ont été prises pour gérer les frontières comme des accords et des coopérations avec les pays tiers ou les pays de transit pour limiter l'afflux des migrants et réfugiés en Europe.

### **Paragraphe 3: Les tensions des relations internationales entre l'UE et les autres pays:**

La crise migratoire a influé les relations entre l'union et les autres pays comme la Turquie où les relations arrivent à une crise entre les deux, et la crise entre l'UE Pologne et Belarus.

La crise UE-Turquie : La Turquie est le pays qui compte le plus grand nombre de réfugiés syriens. Selon les dernières données du HCR pour les réfugiés, sur 5 millions de réfugiés syriens, près de 3 millions se trouvent en Turquie. Cela fait de la Turquie le plus grand pays au monde à accueillir des réfugiés.<sup>209</sup>

---

<sup>208</sup> [https://european-union.europa.eu/institutions-law-budget/institutions-and-bodies/institutions-and-bodies-profiles/frontex\\_fr](https://european-union.europa.eu/institutions-law-budget/institutions-and-bodies/institutions-and-bodies-profiles/frontex_fr) consulté le 29/03/2023 11:12.

<sup>209</sup> Bayram Balci, LES RÉFUGIÉS SYRIENS EN TURQUIE, sciencespo, L'Enjeu mondial, Décembre 2016

Les relations entre l'UE et la Turquie sont compliquées puisque cette dernière a déposé sa candidature d'adhésion à l'UE en 1987, et après plusieurs années de négociations, les négociations d'adhésion ont été bloquées.

La route de la Méditerranée orientale fait référence aux arrivées irrégulières de migrants en Grèce, à Chypre et en Bulgarie. De nombreux réfugiés cherchant à échapper à la guerre civile syrienne sont arrivés dans l'UE de cette façon en 2015. Depuis, grâce à la coopération entre l'Union européenne et la Turquie, le nombre d'arrivées irrégulières a considérablement diminué. La mise en œuvre de la déclaration de l'UE et de la Turquie de mars 2016 a joué un rôle crucial dans la limitation de l'accès irrégulier de la Turquie.<sup>210</sup>

En 2020, les arrivées par voie terrestre en provenance de la Méditerranée orientale ont diminué de 98 % par rapport à 2015, mais ont augmenté en 2021 et 2022. L'accord avec la Turquie a contribué à réduire les pertes de vie en mer et à lutter contre les passeurs.<sup>211</sup> Après les raids syriens sur Idlib, la Turquie a décidé de permettre aux réfugiés qui avaient promis de rester sur son territoire de marcher vers la Grèce.<sup>212</sup>

**Crise entre Belarus et Pologne:** Des milliers de personnes sont coincées dans une impasse à la frontière du Belarus et de la Pologne dans des circonstances qui mettent leur vie en danger. Encouragés par les agents de voyage locaux au Moyen-Orient à se rendre à la capitale biélorusse, Minsk, sont venus à la frontière biélorusse / polonaise avec l'espoir de traverser irrégulièrement en Pologne. Les officiels

---

<sup>210</sup> [www.consilium.europa.eu/fr/policies/eu-migration-policy/eastern-mediterranean-route](http://www.consilium.europa.eu/fr/policies/eu-migration-policy/eastern-mediterranean-route) / consulté le 31/03/2023 21:14.

<sup>211</sup> Ibid.

<sup>212</sup> [www.liberation.fr/debats/2020/03/02/syrie-le-prix-de-l-inaction\\_1780270/](http://www.liberation.fr/debats/2020/03/02/syrie-le-prix-de-l-inaction_1780270/) consulté le 31/03/2023 22:41.

polonais repoussent ceux qui essaient de traverser et ceux qui ont d’abord réussi à traverser. Les fonctionnaires biélorusses battent et détiennent ceux qui reviennent, et les contraignent à essayer de traverser à nouveau en Pologne, les empêchant dans la plupart des cas de voyager ailleurs en Biélorussie ou de retourner dans leur pays d’origine. Incapables d’aller de l’avant ou de retourner dans l’un ou l’autre pays, les gens passent plusieurs jours ou semaines à la frontière, sans abri ni accès aux services humanitaires de base, y compris la nourriture et l’eau, ce qui entraîne des décès, l’hypothermie et d’autres maladies et blessures. La Biélorussie et la Pologne partagent la responsabilité de cette crise humaine.<sup>213</sup>

Suite à l’ordre donné par les autorités biélorusses à une compagnie aérienne commerciale de passagers de Ryanair d’atterrir à Minsk et la détention de deux passagers — le célèbre militant de l’opposition et blogueur Roman Protasevich et sa petite amie, l’étudiante Sofia Sapega — l’UE a imposé des sanctions au Belarus en mai 2021. Le président Alexandre Loukachenko a répondu en déclarant que la Biélorussie ne contribuera plus à sécuriser la frontière de l’UE contre l’immigration illégale. Depuis l’été 2021, les responsables biélorusses ont facilité l’entrée des migrants du Moyen-Orient en simplifiant la délivrance des visas touristiques et en leur donnant accès à la région le long des frontières avec la Pologne, la Lituanie et la Lettonie. Des milliers de personnes essaient maintenant d’entrer dans l’UE par le Belarus. Les chiffres précis sont fluctuants et indisponibles.<sup>214</sup>

Selon le rapport du Human Rights Watch le Belarus n’est pas un pays sûr pour les migrants et les demandeurs d’asile. En poussant les gens dans des conditions

---

<sup>213</sup> Human Rights Watch, Report, “Die Here or Go to Poland”, Belarus’ and Poland’s Shared Responsibility for Border Abuses, November 24, 2021.

<sup>214</sup> Ibid.

inhumaines et dégradantes en Biélorussie, où ils n'ont pas accès aux procédures d'asile et sont parfois victimes de violence, et en séparant les familles, la Pologne viole de multiples obligations de l'UE, les droits de l'homme et les droits des réfugiés, y compris l'interdiction d'envoyer quiconque dans un pays où il existe un risque réel de torture ou d'autres mauvais traitements interdits.<sup>215</sup>

## **Chapitre 2: Les actions de l'UE face à la crise des réfugiés et la crise Ukrainienne**

Pour gérer la crise des réfugiés l'UE à mettre en œuvre plusieurs mesures, l'accord UE-Turquie pour limiter l'afflux des migrants et demandeurs d'asile de la Turquie vers la Grèce et puis l'UE. Les aides données par l'UE pour les pays d'accueil des réfugiés comme le Liban, Jordanie. Et les accords avec les pays de transit comme Maroc, Algérie. En ce qui concerne les réfugiés dans l'UE cela met en œuvre différentes actions.

La guerre russo-ukrainienne a causé des millions de réfugiés et personnes déplacées. Une nouvelle crise des réfugiés se profile, mais cette fois les réfugiés sont européens.

Ce chapitre se compose de 2 sections : Section 1: Les mesures prises par l'UE lors de la crise et Section 2: Les réfugiés Ukrainiens.

---

<sup>215</sup> Ibid.

## **Section 1: Les mesures prises par l'UE pour gérer la crise**

Cette section est formée de 3 paragraphes. Paragraphe 1: Les accords entre UE-Turquie; et Paragraphe 3: Les recommandations données pour une meilleure gestion.

### **Paragraphe 1: Les accords entre UE et la Turquie :**

Pour limiter l'afflux des demandeurs d'asile et des migrants, l'union a accordé de multiples accords avec les pays de transit.

Comme déjà mentionné, la Turquie joue un crucial rôle dans la crise migratoire car elle est un pays de transit grâce à sa situation géographique qui est proche des îles grecques.

L'UE et la Turquie en 29 Novembre 2015, signent une déclaration et plan d'action, prévoient des engagements réciproques entre les deux en plusieurs étapes. L'Union a fait de nombreuses promesses : financer 3 milliards d'euros (renouvelables) pour améliorer la situation des réfugiés et ainsi les garder dans le pays ; la reprise des négociations sur la libéralisation des visas à court terme, qui a commencé en 2013; et relancer le processus d'adhésion. A son tour, la Turquie s'est engagée à restreindre les nouvelles arrivées sur son territoire (ce qu'elle a fait en fermant sa frontière avec la Syrie, en suspendant la délivrance de visas à la frontière aux Syriens en provenance de Jordanie et du Liban, aux Irakiens ou aux ressortissants du Maghreb arabe). Il est également convenu de maintenir les réfugiés sur son territoire en améliorant leurs conditions d'accueil et d'enregistrement (avec l'aide de l'UE pour activer plusieurs accords bilatéraux avec les pays d'origine ou de transit afin d'assurer la réadmission des migrants illégaux, de lutter contre les réseaux de

passeurs et de contrôler leurs frontières, en coopération avec Frontex, en particulier dans la mer Egée.<sup>216</sup>

Malgré la déclaration et le plan d'action, le nombre des migrants clandestins dans l'UE depuis la Turquie demeure trop élevé pour les dirigeants de l'UE. Ce qui permet deux nouveaux Conseils européens extraordinaires avec la Turquie en Bruxelles le 7 et 17-18 mars 2016, pour mettre en œuvre le plan d'action d'une façon plus efficace et d'améliorer la coopération sur la gestion de cette crise. L'accord Turquie-UE sur les réfugiés de 18 mars 2016 qui visent encore de diminuer les flux migratoires. Ces dispositions figurent<sup>217</sup> :

- Aide financière supplémentaire à la Turquie de 3 milliards d'euros, et visant à compléter l'aide initiale de 3 milliards d'euros ;
- Le retour en Turquie de toutes les personnes, migrants ou demandeurs d'asile qui rejoignent illégalement les îles grecques en mer Égée;
- Mise en œuvre du principe " Un pour un " : chaque réfugié syrien revenant des îles grecques en Turquie conduit à la réinstallation d'un réfugié syrien de Turquie dans un pays de l'Union européenne, jusqu'à 72 000;
- Accélérer le calendrier de libéralisation du régime des visas pour les citoyens turcs;
- Poursuite de la relance du processus d'adhésion de la Turquie à l'UE, avec l'ouverture d'un nouveau chapitre de négociations.

---

<sup>216</sup> Catherine Teule, « Accord » UE-Turquie: le troc indigne, Cairn.info, Plein droit 2017/3 (n° 114), pp 23 à 26.

<sup>217</sup> Nicolas Monceau, Les relations Turquie-UE face à la crise migratoire : quelles évolutions ?, cairn.info, Mouvements 2017/2 (n° 90), pp 30 à 37.

L'été de 2019, l'Europe avait accueilli 21163 réfugiés syriens dans le cadre de cet accord tandis que 1843 réfugiés entrés d'une façon irrégulière en Grèce avaient été renvoyés en Turquie.<sup>218</sup>

La présence du 3,8 millions réfugiés syriens en Turquie pèse sur les services publics turcs et tout indique que bon nombre de ces réfugiés ne reviendront pas, ou du moins pas bientôt. La Turquie espère donc de nouveaux financements pour des projets déjà mis en œuvre. Après 5 ans de la signature de ces accords un tiers migrants illégaux arrêtés en Turquie étaient des Afghans et des Pakistanais, ce qui permet que la Turquie demande de réviser l'accord avec le changement dans la situation migratoire. En 2020, les tensions entre la Turquie et l'UE reviennent à cause des grands dossiers internationaux, notamment la crise avec la Grèce en Méditerranée orientale et la situation à Chypre, ce qui permet qu'Erdogan a prétendu «ouvrir la porte de l'Europe».<sup>219</sup>

En 2021, le Conseil a approuvé en principe le renouvellement de l'accord avec la Turquie en 2016. Toutefois, il regrette que, depuis le début de la pandémie de COVID-19, Ankara ait entravé le processus de réorientation des migrants vivant sur les îles grecques vers la Turquie. Erdogan ne parle plus de "déchirer" cet accord, mais de "le renégocier." Il dénonce systématiquement la lenteur et les difficultés auxquelles sont confrontés les citoyens turcs souhaitant se rendre en territoire européen pour obtenir un visa, et que les fonds européens débloqués dans le cadre de l'accord sur la migration sont alloués sur la base de projets et ne vont pas

---

<sup>218</sup> [www.lemonde.fr/international/article/2020/03/11/que-reste-il-du-pacte-migratoire-entre-l-ue-et-la-turquie-aujourd-hui-decrie-par-erdogan\\_6032622\\_3210.html](http://www.lemonde.fr/international/article/2020/03/11/que-reste-il-du-pacte-migratoire-entre-l-ue-et-la-turquie-aujourd-hui-decrie-par-erdogan_6032622_3210.html) consulté le 03/04/2023 14:12.

<sup>219</sup> [www.rfi.fr/fr/europe/20210318-accord-migratoire-turquie-ue-cinq-ans-apres-la-reforme-voulue-par-erdogan-reste-bloquee](http://www.rfi.fr/fr/europe/20210318-accord-migratoire-turquie-ue-cinq-ans-apres-la-reforme-voulue-par-erdogan-reste-bloquee) consulté le 04/04/2023 15:07.

nécessairement directement dans les coffres de l'État turc. En outre, Ankara demande de nouveaux fonds pour financer sa politique d'accueil.<sup>220</sup>

## **Paragraphe 2: Les mesures prises par l'Union pour gérer la crise :**

L'UNHCR trouve 3 solutions durables au problème des réfugiés:<sup>221</sup>

- 1- ***Le rapatriement volontaire*** : est l'acte du demandeur d'asile dans un pays dont il est ressortissant. Selon la Commission européenne, les réfugiés ont : le droit de retourner dans leur pays d'origine. Cela ne doit pas être confondu avec l'expulsion, qui l'élimination d'un non-national par l'Etat.
- 2- ***L'intégration locale*** : comme le terme indique, cette solution vise à intégrer les réfugiés aux niveaux économiques et sociaux dans leur pays d'accueil. Pour les personnes installées depuis longtemps dans un pays, cette solution peut être bénéfique. Le pays d'accueil peut bénéficier de l'intégration des réfugiés. Le rôle du UNHCR dans l'intégration locale se résume à ce que ce suit:
  - Plaider pour les avantages d'intégrer la population de réfugiés dans les communautés d'accueil.
  - Donner des conseils sur les lois et les politiques en matière d'asile et de migration pour faciliter l'intégration.

---

<sup>220</sup> Barthélémy Gaillard, Crise migratoire : qu'est devenu l'accord entre l'Union européenne et la Turquie ?, touteurope.eu, le 07.04.202.

<sup>221</sup> Loyal Joseph Challita, Le Liban et les crises migratoires: Intégration et identité nationale en perspective comparée et dans un monde en mutation (1860-2020), Doctorat, Université Libanaise Ecole Doctorale de Droit et des Sciences Politiques, Administratives et Economiques, 2020, pp.268-274.

- Promouvoir le dialogue entre les pays d’asile pour partager les bonnes pratiques en matière d’intégration locale.
- Identifier les partenaires d’exécution qui participeront aux projets de réintégration, tels que les ONG pour les projets de microfinances, de formation professionnelle et de mobilisation de la communauté.

3- **La réinstallation** : concept différent du rapatriement. Cela signifie que si le réfugié ne trouve pas de sécurité ou de stabilité économique et sociale dans le pays d’asile où il est arrivé et qu’il est incapable de retourner dans son pays d’origine pour les mêmes raisons, un autre pays sera trouvé dans lequel il peut se réinstaller. Cela ne s’applique qu’aux personnes admissibles au statut de réfugié. Le HCR reconnaît que la réinstallation aide particulièrement les personnes ayant des exigences légales ou des besoins sanitaires particuliers.

Pour gérer les flux de migration l’UE adopte plusieurs mesures :

1- **Réinstallation**: Garantir des voies sûres et légales aux réfugiés ayant besoin de protection est une priorité pour la Commission européenne, permettant aux réfugiés les plus vulnérables d’atteindre l’Europe sans être victimes de réseaux de passeurs ou d’entreprendre des voyages dangereux. Le 1er programme européen de réinstallation a été lancé en juillet 2015 et, en décembre 2020, 3 programmes de réinstallation réussis ont aidé plus de 76000 personnes. En réponse à un appel de la Commission européenne, les États membres de l’UE se sont engagés à réinstaller près de 30000 réfugiés en 2020, ce qui représente 40% de toutes les promesses de réinstallation dans le monde. En conséquence, un certain nombre de pays de l’UE+ ont adapté les modalités pour poursuivre leurs programmes de réinstallation. Tout au long de l’année, malgré les difficultés causées par la pandémie de COVID-19, les États de l’UE

sont restés engagés auprès du HCR pour trouver des moyens de maintenir leurs programmes de réinstallation en cours.<sup>222</sup>

En 2016, la Commission européenne a proposé un règlement établissant un cadre de réinstallation de l'UE afin de fournir un accès sûr et légal à la protection internationale pour les personnes dans le besoin. De cette façon, l'Union européenne passera de programmes spécifiques de réinstallation à un cadre plus stable, durable et prévisible. Les programmes de réinstallation, plus de 37300 personnes ont été réinstallées dans le cadre de la déclaration UE-Turquie de 2016. Pour la première fois, le programme 2021-2022 comprenait des engagements d'absorption humanitaire, ainsi que des engagements de réinstallation.<sup>223</sup>

## **2- *Lutter contre la migration irrégulière et protéger les frontières extérieures:***

L'Union se protège de la migration irrégulière qui vient de l'Afrique par des Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE à l'Afrique par un financement total de 5.2 milliards d'euros où 24% de cet argent pour la gestion de la migration ; 20% pour la gouvernance et prévention des conflits ; 17% renforcement de la résilience ; 10% débouchés économiques et emplois ; 22% thèmes multiples et 6% pas de données. Alors ces fonds n'étaient pas destinés à aider des milliers de personnes qui venaient d'arriver dans l'Union européenne. Au lieu de cela, le Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne (EUTF) était destiné à "s'attaquer aux causes de la migration irrégulière". Il a donc fallu

---

<sup>222</sup> <https://euaa.europa.eu/easo-asylum-report-2021/235-eu-resettlement-schemes> consulté le 13/04/2023 18:30.

<sup>223</sup> [www.consilium.europa.eu/fr/policies/eu-migration-policy/managing-migration-flows](http://www.consilium.europa.eu/fr/policies/eu-migration-policy/managing-migration-flows) consulté le 13/04/2023 12:09.

réduire le nombre d’Africains qui ont pris la route irrégulière vers l’Europe - souvent à leurs propres risques.<sup>224</sup>

Entre l’UE et l’Afrique il n’y a pas des accords il y a un partenariat stratégique sur les migrations, la mobilité, et l’emploi.<sup>225</sup>

Ce qui concerne les frontières du Balkans occidentaux, l’UE a accordé une aide financière de 39,2 millions d’euros pour mieux sécuriser. Le 25 octobre 2022, l’Union a décidé d’accroître son soutien financier et logistique à la migration et à la gestion des frontières dans les Balkans occidentaux. Parallèlement, le 26 octobre 2022, l’Union et la Macédoine du Nord ont signé un accord de coopération en matière de gestion des frontières avec Frontex.<sup>226</sup>

3- ***Les aides pour les pays d’accueil:*** des aides, des fonds et des projets proposés par la commission pour aider les réfugiés et les pays d’accueil. A côté de l’accord Turquie-UE, l’union a proposé des aides pour le Liban et la Jordanie qui accueillent des réfugiés syriens. En juin 2021 la commission a proposé en son sommet à Bruxelles d’allouer 5,7 milliards d’euro pour financer l’aide aux Syriens réfugiés au Liban, en Turquie et en Jordanie jusqu’en 2024 selon la proposition consultée par l’AFP. Les fonds proviennent du budget commun, mais les États membres peuvent décider d’ajouter des contributions nationales sur la base de l’évaluation des besoins. La proposition souligne que le financement de l’UE doit couvrir les besoins les plus urgents des réfugiés et des communautés d’accueil, y compris les services de santé, l’éducation, la

---

<sup>224</sup> Gianna-Carina Grün | Sandrine Blanchard, L’UE et ses milliards pour stopper la migration d’Afrique. En ligne: <https://www.dw.com/fr/bilan-eutf-afrique-ue/a-61609300> consulté le 13/04/2023 20:05.

<sup>225</sup> <https://www.iom.int/fr/parteneriat-afrique-ue-sur-les-migrations-la-mobilite-et-lemploi-mme> consulté le 13/04/2023 09:23.

<sup>226</sup> <https://www.vie-publique.fr/en-bref/286964-frontieres-dans-les-balkans-occidentaux-le-role-de-frontex-renforce> consulté le 15/04/2023 11:30.

protection sociale, le développement des compétences et la création d'emplois.<sup>227</sup>

D'après la crise migratoire l'UE a reformulé le RAEC pour être plus efficace.

### **Paragraphe 3: Les recommandations pour une gestion de la crise des réfugiés plus efficace dans l'UE:**

Les réfugiés arrivent à l'UE d'une façon légale et l'autre illégale. Les visas humanitaires et les programmes de réinstallation sont les voies légales des réfugiés pour vivre en un pays tiers. Alors que nombreux des réfugiés arrivent à partir des routes de la migration irrégulière aux frontières extérieures de l'union. Les réfugiés qui arrivent irrégulièrement ont causé la crise des réfugiés en Europe.

La demande de réinstallation ne peut pas être faite par personne, seule le HCR identifie les personnes les plus exposées au risque de préjudice grave dans le pays où elles sont enregistrées, ainsi que dans leur pays d'origine, en raison de menaces à leur vie, la liberté, la sécurité physique ou d'autres violations graves des droits de la personne. Ces risques doivent être évalués en fonction des besoins spécifiques des individus et des familles, en tenant dûment compte du contexte local, de la protection juridique et matérielle, de la disponibilité de services appropriés, la possibilité d'un retour sûr dans leur pays d'origine et le principe de l'unité familiale. Il faut noter que la réinstallation n'est pas un droit et les pays de réinstallation offrent des quotas limités.<sup>228</sup>

---

<sup>227</sup> <https://www.lorientlejour.com/article/1266089/> consulté le 17/04/2023 16:20.

<sup>228</sup> <https://help.unhcr.org/faq/fr/how-can-we-help-you/reinstallation/> consulté le 19/04/2023 12:30.

Les visas humanitaires sont des procédures d'entrée protégées destinées à répondre aux besoins de protection individuelles ou collectives dans les pays tiers. Les États membres de l'UE ont eu recours à divers programmes de réinstallation, à des programmes communautaires ou privés de parrainage et à des corridors humanitaires. Selon une étude du Parlement 2014, 16 États disposaient d'une procédure nationale pour l'octroi de différents types de visas humanitaires. Selon les estimations, 90% des personnes bénéficiant d'une protection internationale dans l'UE utilisent des "canaux irréguliers." Selon l'étude EPRS 2018, la situation actuelle a des implications sociales, économiques et financières personnelles, nationales et européennes. Ainsi, le "système formel de visa humanitaire" à l'échelle de la Fédération "ajouterait de la valeur".<sup>229</sup>

Ces voies légales offrent à plusieurs personnes d'arriver d'une manière sécurisée et légale mais puisqu'il y a des quotas limités et de longues procédures qui prennent beaucoup de temps, la majorité des personnes vont vers la migration irrégulière et risquent leurs vies.

Selon la Convention de Genève 1951 les réfugiés ont des différents droits comme le droit de travailler. Alors il faut distinguer entre le réfugié et le migrant économique. Ce dernier est une personne qui a quitté son pays pour des raisons artificielles. Pour résoudre ces raisons artificielles, l'UE doit coopérer avec les Nations Unies sur les objectifs de développement durable. Selon les Nations Unies les 17 objectifs pour sauver le monde sont: Pas de pauvreté, Faim Zéro, Bonne santé et Bien-être, Education de Qualité, Égalité entre les sexes, Eau propre et assainissement, Énergie

---

<sup>229</sup> Monika Kiss, Service de recherche pour les députés, EPRS | Service de recherche du Parlement européen, PE 630.318 – Novembre 2018.

propre et d'un coût abordable, Travail décent et croissance économique, Industrie, innovation et infrastructure, Inégalités réduites, Villes et communautés durables, Consommation et production durables, Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques, Vie aquatique, Vie terrestre, Paix, justice et institutions efficaces, et Partenariats pour la réalisation des objectifs.

La crise des réfugiés a mis en évidence plusieurs échecs de l'UE. Pour éviter les lacunes voici quelques recommandations pour une gestion de la crise plus efficace et d'améliorer la réponse à cette crise:

1. **Renforcer la solidarité entre les Etats membres de l'UE:** L'UE doit renforcer sa solidarité avec les pays accueillant le plus grand nombre de réfugiés en fournissant un soutien financier et logistique, en mettant en place des programmes de réinstallation et en facilitant un partage équitable des responsabilités entre les États membres.
2. **Améliorer les procédures d'asile et les conditions d'accueil:** Les procédures sont complexes et inéquitables, l'UE doit également les simplifier et les accélérer tout en assurant la protection des droits fondamentaux des demandeurs d'asile. L'amélioration des conditions d'accueil, y compris l'accès adéquat à la nourriture, à l'eau, aux soins de santé et à l'éducation doit être fournie aux réfugiés par l'UE.
3. **Soutenir les pays de transit:** la collaboration avec les pays d'origine et de transit pour résoudre les conflits, les violations de droits de l'homme, et les problèmes économiques et politiques qui poussent les personnes à fuir leur pays. Il devrait aussi appuyer les efforts visant à améliorer la protection des droits de la personne et la primauté du droit dans ces pays.

4. *Favoriser des solutions durables:* l'UE s'efforce de garantir l'intégration des réfugiés dans les communautés locales, leur accès à l'emploi et à la formation, et leur possibilité de reconstruire leur vie dans la sécurité et la dignité.

Puisque la demande d'asile doit normalement être effectuée aux frontières du pays, et que les programmes de réinstallation ainsi que les visas humanitaires peuvent être inefficaces et lents, l'UE et la communauté internationale devraient développer des procédures permettant de demander l'asile dans les ambassades et les consulats, ainsi qu'améliorer les programmes de réinstallation et d'autres programmes afin de garantir la sécurité des réfugiés lors de leur voyage et de répondre à leurs besoins en matière de protection et d'assistance.

## **Section 2: Les réfugiés Ukrainiens**

L'invasion de la Russie en Ukraine a provoqué des afflux des personnes en Ukraine vers l'Europe ce qui fait face à une nouvelle crise des réfugiés avec celle qui a déjà existé. Cette section visait à surpasser les politiques générales de l'Union européenne en réponse à la crise en cours, en raison de l'importance majeure des flux migratoires d'Ukrainiens vers l'Europe, provoqués par la guerre russo-ukrainienne, qui constituait un élément central de ladite crise. Paragraphe 1: La guerre Russie-Ukraine ; paragraphe 2: Une comparaison entre le traitement des réfugiés ukrainiens et les autres réfugiés ; et paragraphe 3: La gestion de l'UE de cette crise.

## **Paragraphe 1: La guerre Russie-Ukraine:**

Le 24 février 2022 la date d'invasion de l'Ukraine par la Russie, marque le début de la transformation du paysage migratoire mondial et européen. Plus de 10 millions d'Ukrainiens ont quitté leur foyer pour fuir le conflit tout en restant sur le sol national et quatre autres millions ont quitté le pays. Près d'un quart de la population a été expulsé de chez elle, un record du monde en si peu de temps. Plus récemment, le nombre des réfugiés a déjà été élevé : 6,5 millions ont quitté l'Afghanistan depuis les années 1980; 6,5 millions de Syriens ont fui leur pays entre 2011 et 2015; 4,5 millions de Vénézuéliens en 2020.<sup>230</sup>

La Russie a lancé une « opération spéciale » contre l'Ukraine afin de maintenir le pays dans sa sphère d'influence, en réponse aux menaces perçues par l'élargissement de l'OTAN et les adhésions d'anciens pays amis à l'UE. Poutine considère que l'Ukraine fait partie de la grande Russie, et que les deux entités ont un destin commun sous la responsabilité de Moscou. Cette action militaire, qui n'était pas considérée comme une guerre, devait être menée rapidement pour remédier à cet accident de l'histoire et à la domination des États-Unis et de leur satellite, l'Union européenne. Les combats ont mis en évidence la résistance du peuple ukrainien, mais aussi la volonté de la Russie de remplir coûte que coûte ses objectifs malgré les sanctions économiques, sociales et militaires imposées par les puissances occidentales. Ce conflit affecte les intérêts de l'ensemble des pays du monde, avec des sanctions exercées sur le système monétaire et financier russe, sur les infrastructures internationales disponibles, sur l'exercice interrompu de la "clause de la Nation la plus favorisée" pour la Russie, sur les ventes russes de gaz et de pétrole

---

<sup>230</sup> Catherine Wihtol De Wenden, Réfugiés Ukrainiens: La Nouvelle Donne Européenne, Sciences Po Centre de recherches internationales, 04/2022.

à destination des pays européens, ainsi que sur les exportations de céréales qui seront réduites à la fois par les actes de guerre qui limitent la production et le blocus maritime devant Odessa qui empêche leur acheminement. À plus long terme, la globalisation économique et le système monétaire et financier dominé par les États-Unis pourraient être sérieusement remis en cause.<sup>231</sup>

Selon la taille du pays est 44 millions et la durée de conflit un mois, et le nombre de pays qui accueillent des Ukrainiennes, leur fuite a été massive et très rapide: 2 millions de personnes sont parties en Pologne, près de 300000 en République tchèque, 587000 en Roumanie. L'Etat qui accueille le plus grand nombre d'Ukrainiens proportionnellement au nombre de ses habitants est la Moldavie (340000 personnes accueillies pour 2,6 millions d'habitants). L'Allemagne et la France, mais aussi l'Italie, le Royaume-Uni, le Danemark, la Belgique, les Pays-Bas, l'Espagne et le Portugal sont également des pays d'accueil comme la Hongrie.<sup>232</sup>

Lorsque la guerre a commencé, des centaines de milliers d'Ukrainiens se sont tournés vers l'ouest vers la Pologne, la Hongrie, la Slovaquie, la Roumanie et la Moldavie. Le 6 mars seulement, le HCR a enregistré un pic de 140843 passages à la frontière Ukraine-polonaise. Plus de 2 millions de personnes ont traversé la Pologne fin mars. Selon le HCR, en 15 février 2023, près d'un an après le début de la guerre, le nombre de réfugiés 8072198 réfugiés ukrainiens ont été identifiés en Europe, soit 18% de la population de leur pays.<sup>233</sup>

---

<sup>231</sup> Jacques Fontanel, Les conséquences économiques et sociales des sanctions internationales contre guerre de la Russie en Ukraine, Paix et sécurité européenne et internationale Université de Grenoble-Alpes, 29 Sep 2022.

<sup>232</sup> Catherine Wihtol De Wenden, Réfugiés Ukrainiens: La Nouvelle Donne Européenne, SciencesPo Centre de recherches internationales, 04/2022.

<sup>233</sup> Valentin Stoquer, Combien de réfugiés sont arrivés en Europe un an après le début de la guerre en Ukraine, Le monde, Publié le 20 février 2023.

La guerre d'Ukraine compte parmi les plus grands groupes de réfugiés au monde. Le conflit ukrainien est derrière la guerre civile en Syrie, qui a généré plus de 6,8 millions de réfugiés. Le Venezuela (4,1 millions), l'Afghanistan (2,6 millions) et le Soudan du Sud (2,3 millions) suivent, selon l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés.<sup>234</sup>

## **Paragraphe 2: Une comparaison entre le traitement des réfugiés ukrainiens et les autres réfugiés:**

La différence du traitement européen entre les réfugiés ukrainiens et les réfugiés syriens et d'autres nationalités est claire.

Une forte solidarité a été exprimée à l'égard de ces ukrainiens en particulier dans les pays européens d'Europe centrale et orientale, qui hier étaient fermement opposés à l'accueil des réfugiés syriens et afghans. En effet, la crise syrienne de 2015 a opposé l'Europe occidentale à l'Europe orientale, mettant en péril les valeurs européennes de solidarité et d'hospitalité dans un contexte de nationalisme croissant. Ces pays, très réticents à appliquer la Convention de Genève sur les réfugiés du Moyen-Orient, ont ouvert leurs portes aux Ukrainiens. Premier lieu, la Pologne. Rappelez-vous que la partie occidentale de l'Ukraine aujourd'hui était polonaise avant 1945. Beaucoup de Polonais ont de la famille en Ukraine. La Hongrie est alors montée très bien, aussi en raison de son histoire: la Galicie, l'espace commun actuel entre la Pologne (Cracovie) et l'Ukraine (Lviv), était membre de l'Empire austro-hongrois et cela explique la décision de Viktor Orban d'accueillir cette population "hongroise". La

---

<sup>234</sup> Nations Unies, Guerre en Ukraine : la barre des 5 millions de réfugiés franchie, selon l'ONU, Migrants et réfugiés, 20 avril 2022. En ligne: <https://news.un.org/fr/story/2022/04/1118592> consulté le 24/04/2023 16:13.

République tchèque, qui peine à faire face à l'afflux de réfugiés dans les villes, a reconnu son "remboursement de la dette en 2015" et son refus d'accepter des Syriens, considérés comme incompatibles avec la population tchèque en raison de leur religion et de leur culture. Ces États d'Europe centrale et orientale ont souffert du joug soviétique, ce qui explique en partie leur proximité avec les Ukrainiens aujourd'hui.<sup>235</sup>

La présence des Ukrainiens en Europe occidentale s'inscrit dans la logique de la "chaîne migratoire" entre l'Ukraine, la Pologne et les États d'Europe occidentale, qui dépendent des besoins en main-d'œuvre. Les Ukrainiens ont été les premiers à recevoir des cartes professionnelles européennes en 2021. En 2022, l'accueil des réfugiés, en particulier des femmes et des enfants, a été facilité car les hommes ont été appelés à rester en fonction pour défendre le pays, en recevant des citoyens qui s'étaient déjà installés dans les pays occidentaux. Il convient de noter que les Ukrainiens ont également fui vers des pays non européens. Ainsi, depuis le 24 février, Israël a reçu quelque 20000 juifs. De nombreux juifs ukrainiens ont déjà émigré en Israël en 1990. Les États-Unis ont également accueilli 100000 Ukrainiens.<sup>236</sup>

La rapidité des institutions européennes et nationales qui ont offert un statut aux nouveaux arrivants. La directive européenne de 2001 sur la protection temporaire pour les réfugiés n'avait jamais mise en œuvre. Invoquée en vain à de multiples reprises en 2015 pour trouver une solution à l'accueil des réfugiés par les associations, elle a cette fois été adoptée à l'unanimité par les ministres européens

---

<sup>235</sup> Catherine Wihtol De Wenden, Réfugiés Ukrainiens: La Nouvelle Donne Européenne, Sciences Po Centre de recherches internationales, 04/2022.

<sup>236</sup> Ibid

réunis à Bruxelles le 3 mars 2022 et elle est entrée en application cinq jours plus tard. Cette directive permet une répartition géographique des réfugiés et de contourner la procédure d'asile habituelle en offrant une voie rapide d'accueil avec la délivrance d'un titre de séjour renouvelable, d'un accès au droit au travail, des solutions d'hébergement, la possibilité de scolariser les enfants et, pour les plus âgés, de suivre des cours de langue.<sup>237</sup>

L'UE a mis en œuvre un régime d'asile européen commun, qui vise à fournir une protection et assistance aux personnes ayant besoin de protection internationale, telles que les réfugiés. Il convient de noter que le traitement des réfugiés varie considérablement d'un pays à l'autre dans l'Union européenne et que certains pays ont été plus accueillants que d'autres. Si on prend comme exemple la Hongrie qui a refusé d'accueillir aucun réfugié syrien tandis que lors de la guerre ukrainienne elle a accueilli des réfugiés ukrainiens. Depuis plusieurs années, ce pays a accordé des passeports hongrois, donc européens à des Ukrainiens d'origine hongroise.

L'UE a offert la même aide aux réfugiés ayant fui la guerre en Syrie qu'à ceux qui ont quitté l'Ukraine depuis l'invasion russe fin février.<sup>238</sup> Mais ce qui est différent, lors de la guerre syrienne en 2015, plus de 1,5 millions réfugiés syriens sont arrivés en UE, les paroles annoncées par les responsables politiques et les médias sont des limites de la capacité d'accueil de l'union et la répartition des réfugiés entre États membres suscitait des tensions politiques sans fin, tandis qu'une priorité politique a

---

<sup>237</sup> Ibid.

<sup>238</sup> <https://www.rtb.be/article/guerre-en-ukraine-lue-rejette-une-difference-de-traitement-dans-laccueil-des-refugies-ukrainiens-et-syriens-10957754> consulté le 25/04/2023 13:30.

rapidement émergé : arrêter à tout prix le flux de réfugiés. La concentration sur la crise migratoire ou la crise des migrants plus que la crise de réfugiés.<sup>239</sup>

Le sentiment d'impact direct des Européens sur la guerre en Ukraine en raison de leur proximité géographique et culturelle avec les Ukrainiens est au plus haut point et a contribué à créer un sentiment culturel de solidarité avec les réfugiés. L'impression largement partagée qu'ils sont des héros face aux envahisseurs russes qui, à moyen terme, peuvent menacer les membres de l'UE jouent également un rôle. L'accueil des réfugiés ukrainiens, ainsi que l'assistance au gouvernement de Kiev, peuvent être considérés comme une preuve de la défense bien comprise de l'intérêt national des États membres et de l'UE. De plus, "l'altruisme II", qui gouverne largement les relations internationales.<sup>240</sup>

Les troubles en Afrique, au Moyen-Orient et la guerre en Ukraine ont conduit de nombreuses personnes à fuir la violence et à chercher refuge en Europe. Les États membres de l'UE ont réagi de manière ambivalente à ces crises, parfois en faisant preuve de solidarité envers les réfugiés ukrainiens, mais d'autres fois en créant des discordes, comme cela s'est produit lors du débarquement de migrants secourus en Méditerranée en novembre 2022. Cette situation souligne la nécessité d'un mécanisme plus stable et prévisible pour gérer la migration irrégulière. La coopération et la solidarité internationales sont essentielles pour faire face à ces mouvements de population entre les États. Selon la Convention de Genève, les États ont des obligations légales envers les réfugiés qu'ils accueillent sur leur territoire, mais il n'existe pas de cadre juridique clair concernant les obligations des autres États

---

<sup>239</sup> François Gemenne, Hélène Thiollet, L'accueil des réfugiés ukrainiens et l'universalité du droit d'asile, Cairn.info, Dans Hommes & Migrations 2022/2 (n° 1337), pages 180 à 184.

<sup>240</sup> Ibid.

en matière de partage de cette responsabilité. Les discussions sur le partage des responsabilités et la coopération internationale ont abouti à des conclusions mitigées, avec peu d'engagements concrets de la part des États. La coopération internationale peut prendre différentes formes, notamment l'assistance financière aux pays d'accueil et l'admission des réfugiés par la réinstallation. Le partage des responsabilités dépend des circonstances et des capacités des États. La question de la mesure de cette responsabilité reste complexe, car tous les États ne sont pas en mesure de contribuer de la même manière ou au même degré en matière de protection des réfugiés.<sup>241</sup>

### **Paragraphe 3: Protection temporaire pour les ukrainiens:**

La directive européenne sur la protection temporaire a été mise en œuvre pour la première fois depuis 2001, suite à une décision unanime du Conseil européen. C'est la première fois en 21 ans que la directive est mise en œuvre, malgré les appels de la société civile, et aussi la première fois depuis longtemps qu'une décision sur l'asile et la migration est prise à l'unanimité sans tension politique au niveau européen. En outre, les pays en première ligne de l'accueil des réfugiés sont les plus réticents dans la politique d'asile européenne ou dans les mécanismes de solidarité dans la répartition des réfugiés, tels que la Pologne, la Hongrie ou la Slovaquie, qui reçoivent une aide automatique d'autres pays européens. Il est trop tôt pour dire si cela changera leur attitude à l'égard de la politique commune d'asile, mais cela se produit à un moment où la proposition de la Commission européenne sur la réforme

---

<sup>241</sup> Micaela Del Monte and Anita Orav European Parliament, Solidarity in EU asylum policy, European Parliamentary Research Service, PE 649.344 – January 2023.

de la politique d'asile et de migration, la nouvelle charte pour les migrations et l'asile, doit être revue. Néanmoins, la guerre en Ukraine pourrait changer l'équilibre des forces et les perceptions politiques sur cette question d'asile et de solidarité politique face aux crises et aux conflits.<sup>242</sup>

Les personnes qui bénéficient de la protection temporaire sont les Ukrainiens et les Ukrainiennes ayant quitté leur pays après le 24 février 2022, les réfugiés en Ukraine, les personnes étrangères qui ont une résidence légale et permanente en Ukraine et qui ne peuvent pas retourner de façon durable et sans danger dans leur pays ou région d'origine, et les membres de la famille des personnes mentionnées ci-dessus. Les droits accordés par cette protection sont<sup>243</sup>:

- Obtenir rapidement un permis de séjour,
- Travailler,
- Disposer d'un hébergement approprié,
- Recevoir une aide sociale lorsqu'ils ne disposent pas de ressources suffisantes,
- Avoir accès à des soins médicaux,
- Avoir accès à l'éducation et à la formation professionnelle.

Cette protection est valable pour 3 ans et pourrait être révoquée par l'UE à tout moment si elle estime que la situation dans le pays d'origine est de nouveau favorable.

---

<sup>242</sup> Ibid.

<sup>243</sup> <https://www.amnesty.fr/refugies-et-migrants/actualites/quest-ce-que-la-protection-temporaire-accordee-aux-personnes-fuyant-l-ukraine> consulté le 25/04/2023 16:10.

La protection temporaire est donnée rapidement pour des groupes de personnes, tandis que la protection internationale est donnée d'une manière individuelle et prend du temps.

La protection temporaire n'empêche pas les personnes concernées de demander l'asile. Plus de 3,6 millions ukrainiens ont inscrit pour la protection temporaire ou de régimes de protection nationaux similaires en Europe.<sup>244</sup>

Les personnes déplacées et les réfugiés ont besoin de protection, mais cette dernière se présente sous deux formes : une protection temporaire pour les personnes déplacées, telle que la directive européenne annonce sur la protection temporaire, et une protection internationale pour les réfugiés, telle que l'annonce la Convention de Genève de 1951.

La solidarité et la mobilisation dans toute l'Europe sont provoquées par la crise des réfugiés déclenchée par la guerre ukrainienne, l'UE et les Etats membres fournissant une aide d'urgence aux personnes déplacées et un soutien aux pays limitrophes de l'Ukraine. Le Parlement européen a approuvé plusieurs mesures pour aider les pays de l'UE accueillant des réfugiés fuyant l'agression russe et gérer l'afflux des réfugiés venus d'Ukraine. Cela inclut l'action de cohésion pour les réfugiés en Europe (CARE), une enveloppe supplémentaire de 10 milliards d'euros via REACT-EU (un programme destiné à atténuer les effets immédiats de la crise du COVID-19 dans les régions de l'UE) et la prolongation d'un an de la période d'éligibilité au Fonds "Asile, migration et intégration". De l'aide supplémentaire, comme des fournitures médicales et des tentes, a été acheminée vers l'Ukraine et ses pays voisins. Le

---

<sup>244</sup> <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/headlines/world/20220324STO26151/la-reponse-de-l-ue-a-la-crise-des-refugies-en-ukraine> ; consulté le 25/04/2023 15:30.

Parlement a également approuvé un paquet de soutien de 400 millions d'euros pour aider les États membres de la ligne de front à faire face aux mesures urgentes de migration et de gestion des frontières.<sup>245</sup>

---

<sup>245</sup> Ibid.

## **Conclusion:**

Depuis l'Antiquité, l'asile a existé et évolué en réponse aux politiques et systèmes existants. L'asile remonte aux temps anciens, quand les temples et les églises étaient considérés comme des sanctuaires pour les personnes vulnérables. Les personnes cherchant refuge étaient considérées comme étant sous la protection divine et ne pouvaient pas être retirées de ces lieux saints.

Au Moyen Âge, l'asile est devenu un concept plus formel dans l'Église catholique, qui a développé un système de sanctuaires pour les criminels et les fugitifs. Les monastères et les églises offrent un refuge temporaire aux personnes vulnérables, fournissant de la nourriture, de l'eau et des soins médicaux.

Au XVIIIe siècle, les premiers États modernes ont commencé à élaborer des lois sur l'asile.

Au cours du XIXe siècle, les gouvernements européens ont commencé à élaborer des lois nationales régissant l'asile. En 1951, les Nations Unies ont adopté la Convention de Genève relative au statut des réfugiés pour protéger ceux qui fuient la persécution et les conflits armés. Cet accord a été signé par de nombreux pays du monde, y compris des pays de l'UE.

Depuis, les États membres de l'Union européenne ont élaboré des politiques et des règlements pour réglementer l'asile et la migration. L'UE a également élaboré une politique d'asile commune visant à assurer une protection équitable et efficace des demandeurs d'asile dans toute l'UE.

Le système d'asile de l'Union européenne repose sur de nombreuses directives et réglementations établissant des normes communes pour les procédures d'asile, la

reconnaissance du statut de réfugié et les conditions d'accueil des demandeurs d'asile. L'objectif est d'assurer un traitement équitable et efficace des demandes d'asile dans tous les États membres de l'UE.

La crise des réfugiés de 2015, quand des millions de personnes ont fui la guerre, la violence et la persécution en Syrie, en Irak et en Afghanistan. Les réfugiés ont traversé la Méditerranée pour se réfugier en Europe, exerçant une pression énorme sur les pays frontaliers de l'UE comme la Grèce, l'Italie et l'Espagne.

Cette crise a eu des répercussions politiques importantes, notamment la montée de l'extrême droite, la migration irrégulière, le crime et le terrorisme et surtout les attaques terrorisme de Paris 2015, les frontières extérieures de l'union qui ne sont pas protégées, le Schengen qui est en danger, les tensions avec les pays de transit et d'accueil.

La crise mise en évidence n'est pas seulement l'inefficacité et la faiblesse du RAEC mais la faiblesse de l'union lui-même, les États membres de l'Union réagissent différemment à cette crise. Certains pays ont ouvert leurs portes aux réfugiés et pris des mesures pour les intégrer dans leurs communautés, tandis que d'autres ont adopté des politiques plus restrictives et cherché à limiter l'accès des nouveaux réfugiés.

Cela a provoqué des tensions entre les membres et a mis à rude épreuve les principes de solidarité et de coopération de l'Union. Des pays comme l'Allemagne et la Suède, ont accueilli des centaines de milliers de réfugiés tandis que d'autres, comme la Hongrie et la Pologne ont refusé de participer aux programmes de réinstallation des réfugiés. Toutes les politiques des restrictives pour les réfugiés syriens, irakiens... ont disparu dans le cas des Ukrainiens.

La crise est causée par les personnes qui arrivent d'une façon irrégulière à l'union puisqu'elles demandent d'asile aux frontières des pays européens.

L'union faire face est une des crises importantes qui menace son existence. Il faut avant tout respecter et protéger les réfugiés et toutes personnes qui sont persécutées, de les aider, et de faciliter les procédures d'asile et les accélérer. L'union respecte les droits de l'homme, les défend, et met des méthodes pour assurer cette respectassions à l'intérieur et à l'extérieur.

Afin de réduire les flux de personnes dans l'Union, il était nécessaire de combattre les causes de la migration, de renforcer la solidarité et la coopération entre les États membres, l'Union européenne et les pays tiers, d'améliorer les conditions d'accueil et d'accélérer les procédures. Il est également important de collaborer avec le HCR pour augmenter le quota des programmes de réinstallation et renforcer les voies légales des demandeurs d'asile pour la soumission en toute sécurité de leurs demandes. Nous devons également lutter contre les réseaux criminels qui exploitent les êtres humains et les migrants et bénéficient de l'asile des pays européens. Enfin, il est recommandé de traiter les demandes d'asile à la frontière.

L'Union faire face aux répercussions de la crise des réfugiés qui est la plus grave dans toute son histoire. Ces répercussions politiques qui menacent l'existence de l'union et ses principes. **Est-ce que c'est le temps de développer la convention de Genève 1951 pour une nouvelle convention qui tient en compte les événements mondiaux et internationaux? Devant les crises qui menacent l'union, est ce qu'il va tenir / puisque les Etats membres préfèrent ses propres intérêts à ceux de l'union ?**

# **Bibliographie**

## **Convention**

- Convention de Genève relative au statut de réfugié 1951.
- Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.
- Convention de l'OUA Régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique 1969.
- Convention relative au statut des apatrides 1954.
- Déclaration Universelle des Droits de l'homme.

## **Directive:**

- DIRECTIVE 2011/95/UE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 13 décembre 2011 concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection.
- Directive Qualification, Directive 2004/83/CE du Conseil du 29 avril 2004.
- Directives de l'Union Européenne, a été transposée en droit français à l'article L.712-1 du CESEDA.
- CONSEIL EUROPEEN DE TAMPERE 15 ET 16 OCTOBRE 1999.

- Directive 2001/55/CE du Conseil du 20 juillet 2001 relative à des normes minimales pour l'octroi d'une protection temporaire en cas d'afflux massif de personnes déplacées et à des mesures tendant à assurer un équilibre entre les efforts consentis par les États membres pour accueillir ces personnes et supporter les conséquences de cet accueil.
- Directive 2001/55/CE du Conseil du 20 juillet 2001 relative à des normes minimales pour l'octroi d'une protection temporaire en cas d'afflux massif de personnes déplacées.
- DIRECTIVE 2005/85/CE DU CONSEIL du 1er décembre 2005 relative à des normes minimales concernant la procédure d'octroi et de retrait du statut de réfugié dans les États membres ; sur le Journal Officiel de l'UE.

## **Ouvrages:**

- Balci Bayram, LES RÉFUGIÉS SYRIENS EN TURQUIE, SciencesPo, L'Enjeu mondial, Décembre 2016.
- De Coulanges Fustel, Numa Denis. La Cité antique. III, XIII, cité dans Le Robert, 752.
- De Wenden Catherine Wihtol, Réfugiés Ukrainiens: La Nouvelle Donne Européenne, SciencesPo, Centre de recherches internationales, 04/2022.
- Den Boer Monica, Crime et immigration dans l'Union européenne, Cultures & Conflits [En ligne], 31-32 | printemps-été 1998, mis en ligne le 16 mars 2006.

- Fontanel Jacques, Les conséquences économiques et sociales des sanctions internationales contre guerre de la Russie en Ukraine, Paix et sécurité européenne et internationale Université de Grenoble-Alpes, 29 Sep 2022.
- Ghailani Dalila, Chapitre 3 L'Europe face à la crise migratoire : les droits des migrants sacrifiés sur l'autel de la sécurité? , Bilan social de l'Union européenne 2017.
- Groppo Bruno ; EXILÉS ET REFUGIÉS: L'ÉVOLUTION DE LA NOTION DE RÉFUGIÉ AU XXe SIÈCLE ; Reçu : 2 juin 2003 / Révisé : 13 juillet 2003 / Accepté : 7 septembre 2003 / Publié : 15 octobre 2003.
- Kiss Monika, Service de recherche pour les députés, EPRS | Service de recherche du Parlement européen, PE 630.318 – Novembre 2018.
- Nazet-Allouche Dominique. La "crise des réfugiés " et l'espace Schengen, les Notes du Pôle, 2016.
- Radjenovic Anja, Protection des frontières extérieures de l'Union européenne, Service de recherche pour les députés, PE 630.316 – juin 2019.

## **Revue :**

- Auriol ; Emmanuelle, Péron Madeleine et Rousseaux Pierre, Quel est l'impact économique de l'accueil des réfugiés, Conseil d'analyse économique, N°070-202, Novembre 2021.
- Benjamin Biard, L'extrême droite en Europe occidentale (2004-2019), Cairn.info, Dans Courrier hebdomadaire du CRISP 2019/15-16 (n° 2420-2421).

- Commission Des Communautés Européennes ; Plan D'action En Matière D'asile Une Approche Intégrée de la Protection Au Niveau de l'Union ; Bruxelles, le 17.6.2008 COM(2008) 360 final.
- Commission Européen ; l'UE et la crise migratoire ; Union européenne ; 2017.
- Deborah TEBOUL ; L'EVOLUTION DU REGIME D'ASILE EUROPEEN COMMUN ET SA CONFORMITE AUX DROITS FONDAMENTAUX ; Lex electronica, vol. 15.3 (printemps/Spring 2011).
- Dumont Gérard François, L'Union européenne entre « hiver démographie » et crise des migrants, Les Grands Dossiers de Diplomatie N°36. ISSN 2115-256X, Janvier 2017.
- Dumont Gérard-François, La population de l'Union européenne Caractéristiques, prospective et enjeux géopolitiques, Dans Les Analyses de Population & Avenir 2019/6 (N° 10).
- Fabra, Léa Conti, Les réfugiés irakiens en Syrie, Cairn.info, Dans Revue internationale et stratégique 2009/3 (n° 75), pages 27 à 36.
- Gaillard Barthélémy, Crise migratoire : qu'est devenu l'accord entre l'Union européenne et la Turquie ?, touteurope.eu, le 07.04.202.
- Gemenne François, Thiollet Hélène, L'accueil des réfugiés ukrainiens et l'universalité du droit d'asile, Cairn.info, Dans Hommes & Migrations 2022/2 (n° 1337), pages 180 à 184.
- Guilhaudis Jean-François, L'Union européenne et ses États membres face à la "crise migratoire", Paix et sécurité européenne et internationale, 14 Janvier 2020.

- Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Guide et principes directeurs sur les procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut des réfugiés (2011), document HCR/1P/4/FRE/REV.3.
- HCR, Protection des droits des apatrides La Convention de 1954 relative au statut des apatrides, septembre 2010.
- Imbach, Romain, Qui sont les millions de réfugiés afghans, en France et dans le monde?, Le Monde, Publié le 31 août 2021 à 18h30, mis à jour le 01 septembre 2021 à 10h0.
- Jastram Kate et Achiron Marilyn, Protection des réfugiés : guide sur le droit international relatif aux réfugiés, HCR, publié par l'Union Interparlementaire.
- JOANNIN Pascale, Les frontières extérieures de l'Union : un débat européen revisité, Cairn.info, Questions d'Europe, Question d'Europe n°585, 22/02/2021.
- Krulić, Joseph, Les guerres dans l'ancienne Yougoslavie et les mouvements de réfugiés ; Cairn.info ; Dans Migrations Société 2015/2 (N° 158).
- LECONTE Jean-Yves et REICHARDT André, L'Europe de Schengen face à la crise des réfugiés, Rapport d'information n° 499 (2015-2016) fait au nom de la commission des affaires européennes, déposé le 24 mars 2016.
- Migrations, déplacements et mobilité des êtres humains – Communication de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM, 2016) ; M. Traore Chazalnoël et D. Ionesco, Defining Climate Migrants – Beyond Semantics (blog de l'OIM, 6 juin 2016) (dernière consultation le 23 mai 2018).

- Monceau Nicolas, Les relations Turquie-UE face à la crise migratoire : quelles évolutions ?, cairn.info, Mouvements 2017/2 (n° 90), pp 30 à 37.
- Morokvasic, Mirjana ; La guerre et les réfugiés dans l'ex-Yougoslavie ; Cairn.info; Revue Européenne des Migrations Internationales ; Année 1992.
- Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays, annexés à Commission des droits de l'homme des Nations Unies, Rapport du Représentant du Secrétaire général, M. Francis M. Deng, présenté conformément à la résolution 1997/39 de la Commission des droits de l'homme, Additif (11 février 1998), document de l'ONU E/CN.4/1998/53/Add.2, p. 6, paragraphe 2 de l'introduction.
- Romdane, Sarah Ben, La situation des réfugiés irakiens, Cairn.info, Dans Les Cahiers de l'Orient 2016/1 (N° 121), pages 82 à 83.
- Sandu Georgiana, Politique d'asile, Parlement européen, le 06/2022.
- Stoquer Valentin, Combien de réfugiés sont arrivés en Europe un an après le début de la guerre en Ukraine? Le monde, Publié le 20 février 2023.
- Tardy, Thierry; Chapitre 1. Introduction à la gestion de crise; cairn.info Dans Gestion de crise, maintien et consolidation de la paix ; 2009.
- Teule Catherine, « Accord » UE-Turquie: le troc indigne, Cairn.info, Plein droit 2017/3 (n° 114), pp 23 à 26.
- Timothée de Rauglaudre, Les réfugiés boostent l'économie européenne, publié 22 Jan 2016, 7:01.

## Thèses :

- Challita Loyal Joseph, Le Liban et les crises migratoires : Intégration et identité nationale en perspective comparée et dans un monde en mutation (1860-2020), Doctorat, Université Libanaise, 2020.
- MOREEL-FOFOU Béatrice; Le droit d'asile dans l'Union européenne ; Doctorante en 4ème année de thèse à l'Université Paris-Nanterre.

## Références Arabes :

- بوراس, زهيرة, وجعلو, مروى, تداعيات أزمة اللاجئين السوريين على الامن الاوروبي, ماستر, جامعة العربي التبسي- تبسة, سنة 2015- 2016.
- بوعمامة, زهير , أمن القارة الأوروبية في السياسة الخارجية الأمريكية بعد نهاية الحرب الباردة، لبنان: دار الوسام العربي للنشر و، التوزيع، ط2011
- سماحة, علي سعد, الاتحاد الأوروبي أسس الوحدة ومستقبلها على ضوء الأزمات المستجدة, ماستر, الجامعة اللبنانية. 2021-2022.
- عبدالعزيز, حسين, هجمات باريس. هل تغير سياسة أوروبا تجاه اللاجئين؟ , الجزيرة, 2015/11/22.

## Références Anglais :

- Commission Européenne (2016) : « An Economic Take on the Refugee Crisis. A Macroeconomic Assessment for the EU », EU Institutional Paper, n° 033, juillet.
- Del-Monte Micaela and Orav Anita European Parliament, Solidarity in EU asylum policy, European Parliamentary Research Service, PE 649.344 – January 2023.

- Fiddian Elena -qasmiyeh, loescher Gil, Long Katy; Sigona Nando, The oxford handbook of refugee and forced migration studies, Oxford University Press, Juillet 2014.

- Human Rights Watch, Report, "Die Here or Go to Poland", Belarus' and Poland's Shared Responsibility for Border Abuses, November 24, 2021.

- The Cartagena Declaration on Refugees, Colloquium on the International Protection of Refugees in Central America, Mexico and Panama 1984.

### **Référence espagnol :**

-Degl'Innocenti, Maurizio, "L'esilio nella storia contemporanea", in L'esilio nella storia del movimento operaio e l'emigrazione economica. Bari/Rome, 1992.

### **Webographie :**

- [www.consilium.europa.eu/fr/policies/eu-migration-policy/eu-asylum-reform/](http://www.consilium.europa.eu/fr/policies/eu-migration-policy/eu-asylum-reform/)

- [www.en.unesco.org/news/migrants-refugees-displaced-persons](http://www.en.unesco.org/news/migrants-refugees-displaced-persons)

- [www.eur-lex.europa.eu](http://www.eur-lex.europa.eu)

- <https://courses.edx.org/courses/course-v1:LouvainX+Louv21x+1T2021/course/>

- <https://www.infomigrants.net/fr/post/26921/ou-en-est-la-politique-daccueil-de-lallemagne>

- <https://www.unhcr.org/fr/urgence-en-syrie.html>

- [www.amnesty.fr/focus/refugie](http://www.amnesty.fr/focus/refugie)

- [www.amnesty.fr/refugies-et-migrants/actualites/quest-ce-que-la-protection-temporaire-accordee-aux-personnes-fuyant-l-ukrain](http://www.amnesty.fr/refugies-et-migrants/actualites/quest-ce-que-la-protection-temporaire-accordee-aux-personnes-fuyant-l-ukrain)
- [www.consilium.europa.eu/fr/policies/eu-migration-policy/western-routes/](http://www.consilium.europa.eu/fr/policies/eu-migration-policy/western-routes/) consulté le 08/03/2023 19:15.
- [www.dw.com/fr/les-routes-de-la-migration-irrégulière-vers-leurope/a-36359557](http://www.dw.com/fr/les-routes-de-la-migration-irrégulière-vers-leurope/a-36359557)
- [www.education.toutcomment.com/article/quelle-est-la-difference-entre-emigration-et-immigration-12392.html](http://www.education.toutcomment.com/article/quelle-est-la-difference-entre-emigration-et-immigration-12392.html)
- [www.europarl.europa.eu/factsheets/fr/sheet/165/droits-de-l-homme](http://www.europarl.europa.eu/factsheets/fr/sheet/165/droits-de-l-homme)
- [www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document/EPRS\\_BRI\(2022\)729331](http://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document/EPRS_BRI(2022)729331)
- [www.herodote.net/Une\\_pratique\\_ancestrale\\_teintee\\_d\\_abus-synthese-2826.php](http://www.herodote.net/Une_pratique_ancestrale_teintee_d_abus-synthese-2826.php)
- [www.home-affairs.ec.europa.eu/policies/migration-and-asylum/common-european-asylum-system\\_en](http://www.home-affairs.ec.europa.eu/policies/migration-and-asylum/common-european-asylum-system_en)
- [www.homeaffairs.ec.europa.eu/policies/migration-and-asylum/common-european-asylum-system\\_en](http://www.homeaffairs.ec.europa.eu/policies/migration-and-asylum/common-european-asylum-system_en)
- [www.humanrights.ch/fr/pfi/droits-humains/apatridie/apatrides-minorite-invisible](http://www.humanrights.ch/fr/pfi/droits-humains/apatridie/apatrides-minorite-invisible)
- [www.icrc.org/fr/document/internally-displaced-persons-and-international-humanitarian-law](http://www.icrc.org/fr/document/internally-displaced-persons-and-international-humanitarian-law)
- [www.iom.int/fr/termes-cles-de-la-migration](http://www.iom.int/fr/termes-cles-de-la-migration)
- [www.iwofr.org/fr/migration-vs-immigration-comprendre-les-nuances/](http://www.iwofr.org/fr/migration-vs-immigration-comprendre-les-nuances/)
- [www.larousse.fr](http://www.larousse.fr)

- [www.migrationdataportal.org/fr/themes/migration-irreguliere#definition](http://www.migrationdataportal.org/fr/themes/migration-irreguliere#definition)
- [www.ofpra.gouv.fr/fr/histoire-archives/histoire-de-l-asile](http://www.ofpra.gouv.fr/fr/histoire-archives/histoire-de-l-asile)
- [www.ofpra.gouv.fr/node/455](http://www.ofpra.gouv.fr/node/455)
- [www.oxfamfrance.org/migrations/migrants-refugies-definitions-et-enjeux/](http://www.oxfamfrance.org/migrations/migrants-refugies-definitions-et-enjeux/)
- [www.populationdata.net/2019/03/05/immigration-dans-le-monde/](http://www.populationdata.net/2019/03/05/immigration-dans-le-monde/)
- [www.rattrapages-actu.epjt.fr/factoscope2/il-existe-un-lien-entre-terrorisme-et-immigration](http://www.rattrapages-actu.epjt.fr/factoscope2/il-existe-un-lien-entre-terrorisme-et-immigration)
- [www.rtf.be/article/immigration-quel-est-l-impact-economique-de-l-augmentation-des-demandes-d-asile-en-2015-10182178](http://www.rtf.be/article/immigration-quel-est-l-impact-economique-de-l-augmentation-des-demandes-d-asile-en-2015-10182178)
- [www.theconversation.com/geopolitique-du-risque-les-refugies-une-chance-pour-leconomie-80589](http://www.theconversation.com/geopolitique-du-risque-les-refugies-une-chance-pour-leconomie-80589)
- [www.touteleurope.eu/l-ue-dans-le-monde/asile-et-migrations-dans-l-union-europeenne/](http://www.touteleurope.eu/l-ue-dans-le-monde/asile-et-migrations-dans-l-union-europeenne/)
- [www.unhcr.org/fr/demandeurs-dasile.html](http://www.unhcr.org/fr/demandeurs-dasile.html)
- [www.unhcr.org/ibelong/fr/quest-ce-que-lapatridie](http://www.unhcr.org/ibelong/fr/quest-ce-que-lapatridie)
- [www.unhcr.org/ibelong/fr/quest-ce-que-lapatridie/](http://www.unhcr.org/ibelong/fr/quest-ce-que-lapatridie/)
- [www.universalis.fr/encyclopedie/refugies/1-l-evolution-des-mouvements-de-refugies/](http://www.universalis.fr/encyclopedie/refugies/1-l-evolution-des-mouvements-de-refugies/)
- [www.unrefugees.org/emergencies/refugee-crisis-in-europe/](http://www.unrefugees.org/emergencies/refugee-crisis-in-europe/)

- [www.un.org/fr/global-issues/migration](http://www.un.org/fr/global-issues/migration)

- [www.worldmigrationreport.iom.int/wmr-2022-interactive/?lang=FR](http://www.worldmigrationreport.iom.int/wmr-2022-interactive/?lang=FR)

- [www.amnesty.fr/focus/droit-asile](http://www.amnesty.fr/focus/droit-asile)

- [www.fra.europa.eu/fr/news/2020/la-pandemie-covid-19-fait-courir-aux-demandeurs-dasile-un-risque-plus-eleve-etant-donne](http://www.fra.europa.eu/fr/news/2020/la-pandemie-covid-19-fait-courir-aux-demandeurs-dasile-un-risque-plus-eleve-etant-donne)

<https://dictionnaire.lerobert.com/definition/refugi>

- <https://euaa.europa.eu/easo-asylum-report-2021/235-eu-resettlement-schemes>

- <https://news.un.org/fr/story/2022/04/1118592>

<https://www.europarl.europa.eu/news/fr/headlines/world/20220324STO26151/la-reponse-de-l-ue-a-la-crise-des-refugies-en-ukraine>

- <https://www.iom.int/fr/parteneriat-afrique-ue-sur-les-migrations-la-mobilite-et-lemploi-mme>

<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/r%C3%A9fugi%C3%A9/67560>

- <https://www.lorientlejour.com/article/1266089/>

<https://www.robert-schuman.eu/questions-d-europe/0577-comprendre-le-nouveau-pacte-sur-la-migration-et-l-asile>

- <https://www.unhcr.org/fr/refugies.html>

- [www.consilium.europa.eu/fr/policies/eu-migration-policy/central-mediterranean-route/](http://www.consilium.europa.eu/fr/policies/eu-migration-policy/central-mediterranean-route/) consulté le 08/03/2023 18:30.

- [www.ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?oldid=299224](http://www.ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?oldid=299224)
- [www.ecb.europa.eu/ecb/educational/explainers/tell-me-more/html/25\\_years\\_maastricht.fr.html](http://www.ecb.europa.eu/ecb/educational/explainers/tell-me-more/html/25_years_maastricht.fr.html)
- [www.fr.statista.com/themes/10062/la-montee-de-l-extreme-droite-en-europe/#dossierKeyfigures](http://www.fr.statista.com/themes/10062/la-montee-de-l-extreme-droite-en-europe/#dossierKeyfigures)
- [www.frontex.europa.eu/we-know/migratory-routes/western-balkan-route/](http://www.frontex.europa.eu/we-know/migratory-routes/western-balkan-route/)
- [www.huffingtonpost.fr/international/article/en-2021-le-nombre-de-migrants-morts-en-mediterranee-en-rejoignant-l-europe-a double\\_195630.htm](http://www.huffingtonpost.fr/international/article/en-2021-le-nombre-de-migrants-morts-en-mediterranee-en-rejoignant-l-europe-a-double_195630.htm) consulté le 08/03/2023 19:13.
- [www.lemonde.fr/international/article/2022/04/29/plus-de-3-000-migrants-sont-morts-en-mer-en-2021-en-tendant-de-rejoindre-l-europe-selon-l-onu\\_6124183\\_3210.html](http://www.lemonde.fr/international/article/2022/04/29/plus-de-3-000-migrants-sont-morts-en-mer-en-2021-en-tendant-de-rejoindre-l-europe-selon-l-onu_6124183_3210.html)
- [www.lepoint.fr/europe/allemande-la-criminalite-des-etrangers-est-elle-vraiment-en-hausse-03-09-2018-2247951\\_2626.php](http://www.lepoint.fr/europe/allemande-la-criminalite-des-etrangers-est-elle-vraiment-en-hausse-03-09-2018-2247951_2626.php)
- [www.lepoint.fr/societe/actes-racistes-xenophobes-ou-antireligieux-hausse-de-5-des-crimes-et-delits-en-2022--21-03-2023-2512872\\_23.php](http://www.lepoint.fr/societe/actes-racistes-xenophobes-ou-antireligieux-hausse-de-5-des-crimes-et-delits-en-2022--21-03-2023-2512872_23.php)
- [www.letemps.ch/opinions/leurope-lest-refusetelle-daccueillir-refugies](http://www.letemps.ch/opinions/leurope-lest-refusetelle-daccueillir-refugies)
- [www.liberation.fr/debats/2020/03/02/syrie-le-prix-de-l-inaction\\_1780270/](http://www.liberation.fr/debats/2020/03/02/syrie-le-prix-de-l-inaction_1780270/)
- [www.osce.org/fr/magazine/315246](http://www.osce.org/fr/magazine/315246)
- [www.rfi.fr/fr/europe/20210318-accord-migratoire-turquie-ue-cinq-ans-apres-la-reforme-voulue-par-erdogan-reste-bloquee](http://www.rfi.fr/fr/europe/20210318-accord-migratoire-turquie-ue-cinq-ans-apres-la-reforme-voulue-par-erdogan-reste-bloquee)

-[www.un.org/youthenvoy/fr/2013/09/haut-commissariat-nations-unies-les-refugies/](http://www.un.org/youthenvoy/fr/2013/09/haut-commissariat-nations-unies-les-refugies/)

-[www.unhcr.org/be/a-propos/qui-aidons-nous/les-demandeurs-dasile](http://www.unhcr.org/be/a-propos/qui-aidons-nous/les-demandeurs-dasile)

# Table des Matières

Remerciement

Table d'abréviations

Introduction .....	1
<b>Partie Introductive: Disposition Générale.....</b>	<b>9</b>
Chapitre 1: Asile et réfugié.....	9
Section 1: Asile .....	9
Paragraphe 1: L'histoire d'asile .....	9
Paragraphe 2: L'asile dans les deux guerres mondiales et la convention de Genève .....	12
Paragraphe 3: Demandeur d'asile.....	15
Section 2: Réfugié .....	18
Paragraphe 1: Définition du terme « réfugié ».....	18
Paragraphe 2: Le statut de réfugié et les protections .....	21
Paragraphe 3: Le rôle du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) .....	24
Chapitre 2: Termes liés au réfugié .....	26
Section 1: Le Migrant .....	26
Paragraphe 1: Définition de la Migration et le Migrant.....	26

Paragraphe 2: Les catégories de Migrations .....	29
Section 2: Les nuances entre Réfugié et Exilé, Personne déplacée et Apatride.....	32
Paragraphe 1: L'Exilé et le Réfugié .....	32
Paragraphe 2: Personne déplacée et Réfugié .....	35
Paragraphe 3: Apatrides et Réfugiés .....	38
<b>Partie 1: Le Régime d'Asile Européen Commun et la crise des réfugiés .....</b>	<b>42</b>
Chapitre 1: Le régime d'asile européen commun (RAEC) .....	42
Section 1: Création des premières lois du RAEC et ses premières réformes .....	44
Paragraphe 1: Le Programme de Tampere.....	45
Paragraphe 2: Les Instruments Législatifs pour cette phase.....	47
Paragraphe 3: Les premières réformes .....	51
Section 2: Le RAEC et la crise de réfugiés .....	54
Paragraphe 1: Le RAEC lors de la crise .....	54
Paragraphe 2: Les propositions législatives de la réforme d'asile en UE .....	57
Chapitre 2: La crise des réfugiés et ses impacts .....	62
Section 1: La crise des réfugiés.....	62
Paragraphe 1: Définition de la crise des réfugiés et les réfugiés en Europe .....	63
Paragraphe 2: Les crises des réfugiés après la guerre froide.....	66

Paragraphe 3: Les causes de l'UE pour accueillir .....	69
Section 2 : Les impacts de la crise des réfugiés sur la démographie et l'économie de l'UE.....	71
Paragraphe 1: La démographie de l'UE avant la crise.....	72
Paragraphe 2 : La démographie et la crise des migrants.....	75
Paragraphe 3 : Les impacts de la crise sur l'économie de l'union.....	78
<b>Partie 2: Les répercussions politiques de la crise des réfugiés et l'UE devant une nouvelle crise.....</b>	<b>82</b>
Chapitre 1: Les répercussions politiques de la crise pour la sécurité.....	82
Section 1 : Les répercussions politiques de la crise .....	83
Paragraphe 1: La migration irrégulière .....	83
Paragraphe 2: Le terrorisme et le crime.....	86
Paragraphe 3: La montée de l'extrême droite .....	89
Section 2: Autres répercussions .....	92
Paragraphe 1: L'effet de la crise migratoire sur Schengen .....	93
Paragraphe 2: La situation des frontières extérieures de l'union.....	95
Paragraphe 3: Les tensions des relations internationales entre l'UE et les autres pays .....	98

Chapitre 2: Les actions de l'UE face à la crise des réfugiés et la crise Ukrainienne ...	101
.....	
Section 1 : Les mesures prises par l'UE pour gérer la crise .....	102
Paragraphe 1: Les accords entre UE et la Turquie .....	102
Paragraphe 2: Les mesures prises par l'Union pour gérer la crise.....	105
Paragraphe 3: Les recommandations pour une gestion de la crise des réfugiés plus efficace dans l'UE .....	109
Section 2: Les réfugiés Ukrainiens .....	112
Paragraphe 1: La guerre Russie-Ukraine.....	113
Paragraphe 2: Une comparaison entre le traitement des réfugiés ukrainiens et les autres réfugiés.....	115
Paragraphe 3 : Protection temporaire pour les ukrainiens.....	119
Conclusion .....	123
Bibliographie.....	126
Table des matières .....	139